



PREMIER MINISTRE



Centre
d'analyse
stratégique

Centre d'analyse stratégique
18 rue de Martignac,
75700 Paris cedex 07
Téléphone : 01 42 75 60 00
internet : www.strategie.gouv.fr

Document réalisé par :

Yves Bertoncini
Chargé de mission « Europe »

Marine Boisson
Chargée de mission
« Europe sociale »

Christel Gilles
Chargée de mission
« Economie et emploi »

Contact presse :
Caroline de Jessey
01 42 75 61 37
06 21 80 35 63

L'Europe dans la mondialisation

Recueil de données

-

Colloque « l'Europe dans la mondialisation »,
22 et 23 novembre 2007, Ecole Militaire, Paris

22 Novembre 2007

Introduction

L'Europe réussit-elle son insertion dans l'économie mondialisée ? Le Conseil européen de Lisbonne de mars 2000 a assigné à l'Union l'objectif de devenir, d'ici 2010, « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde [...], capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». Le double engagement de Lisbonne d'une économie européenne plus compétitive et de performances sociales accrues dans la mondialisation est particulièrement ambitieux. Adoptée à une période de forte croissance, marquée par l'avènement de la nouvelle économie et les progrès économiques rapides enregistrés par les Etats-Unis, la stratégie de Lisbonne, face aux retards pris dans sa mise en oeuvre, a été révisée en 2005 et davantage centrée sur la croissance et l'emploi.

Si les principes adoptés en 2000 sont plus que jamais d'actualité, un approfondissement de la réflexion qui la sous-tend reste nécessaire : le contexte économique international connaît des évolutions rapides avec un rôle croissant des pays émergents dans la compétition économique mondiale ; les performances des différents modèles sociaux en matière de croissance, d'emploi et de cohésion sociale témoignent toujours de divergences importantes ; la question de la « soutenabilité » des systèmes de protection sociale, en relation avec les changements démographiques et de nouvelles contraintes extérieures, demeure posée. Surtout, l'impact économique et social de la stratégie d'ouverture commerciale privilégiée par l'Union européenne est l'objet, selon les enquêtes Eurobaromètre, d'une perception contrastée au sein des opinions publiques. A l'heure où les tentations protectionnistes resurgissent dans certains Etats membres et aux Etats-Unis, il paraît plus que jamais d'actualité de comprendre les ressorts de l'insertion de l'Europe dans la mondialisation, d'en faire ressortir les effets sur les équilibres internes des pays membres, d'établir la diversité des enjeux à l'échelle de l'Union et de dessiner les possibles contours d'une stratégie commune pour les années et les décennies à venir.

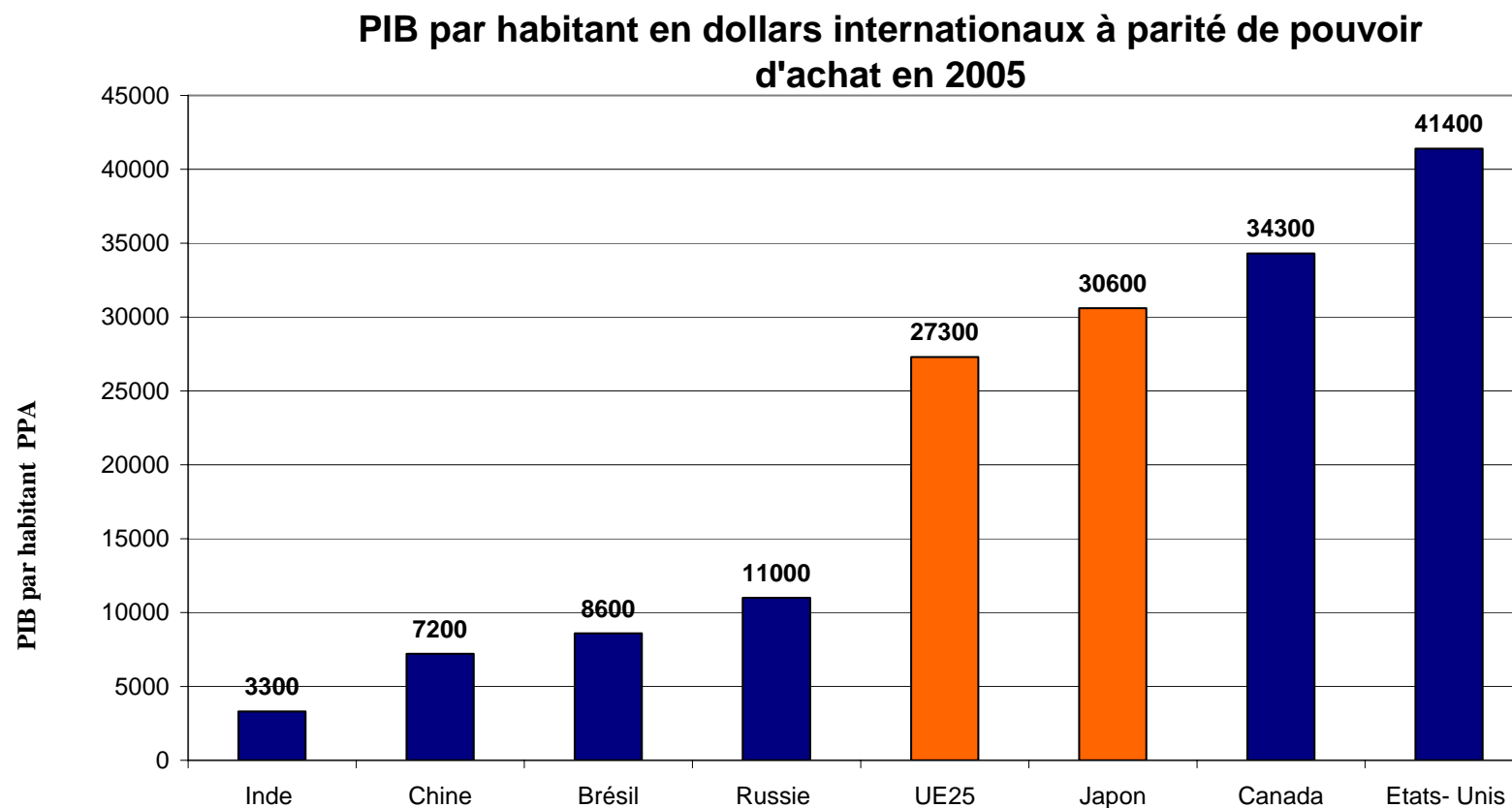
Dans ce contexte, l'objectif du présent document de travail est simplement de proposer quelques repères sur « l'Europe dans la mondialisation » à partir d'une série de données comparées ne prétendant pas à l'exhaustivité et dont la seule vocation est de nourrir les discussions qui auront lieu lors du Colloque organisé à Paris par le Centre d'analyse stratégique les 22 et 23 novembre 2007 (voir http://www.strategie.gouv.fr/article.php3?id_article=534).

Sommaire

- Introduction page 2
- UE et niveaux de richesse page 4
- L'UE dans le commerce mondial page 12
- L'UE dans les marchés internationaux des capitaux page 19
- La compétitivité de l'UE dans la concurrence mondiale page 26
- La démographie de l'UE page 40
- La cohésion sociale de l'UE dans la mondialisation page 48
- Les perceptions de la mondialisation par les Européens page 59
- L'UE et ses leviers d'action dans la mondialisation page 69

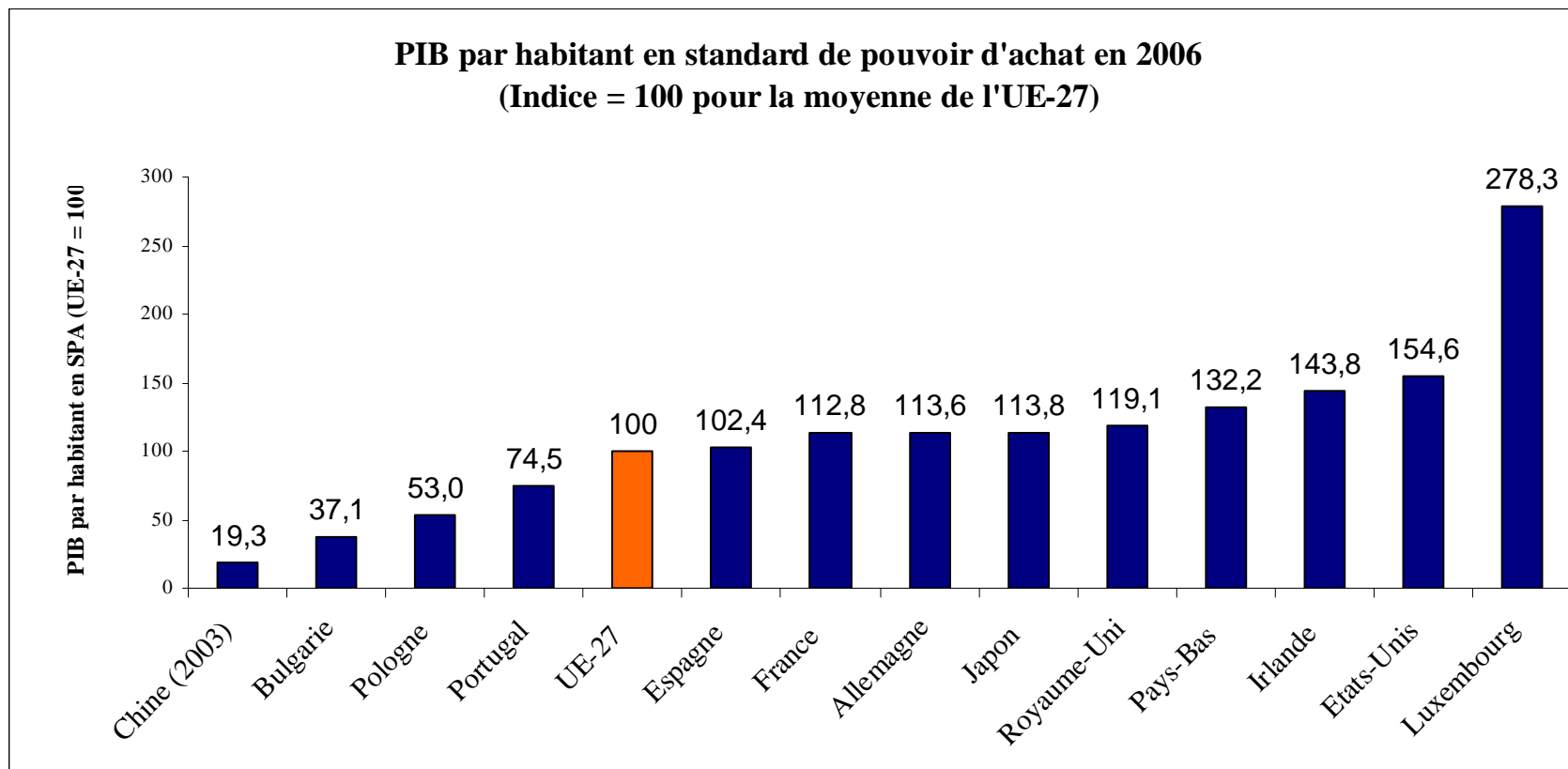
UE et niveaux de richesse

Le niveau de richesse par habitant dans l'UE est en moyenne inférieur à celui de ses principaux concurrents de l'OCDE



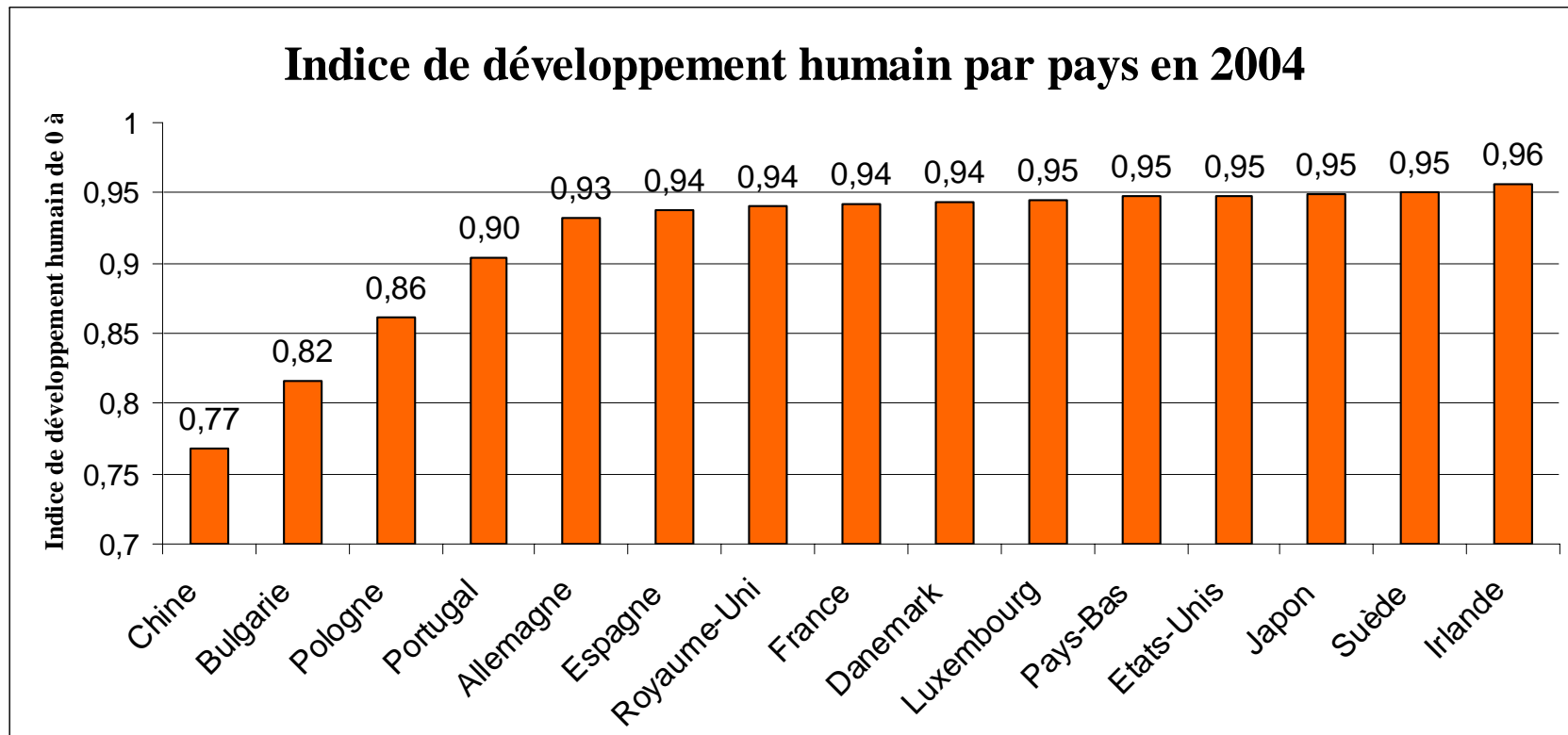
Source : FMI

Au sein des pays de l'UE-27, le PIB par habitant varie de 1 à 7 environ



Source : Eurostat

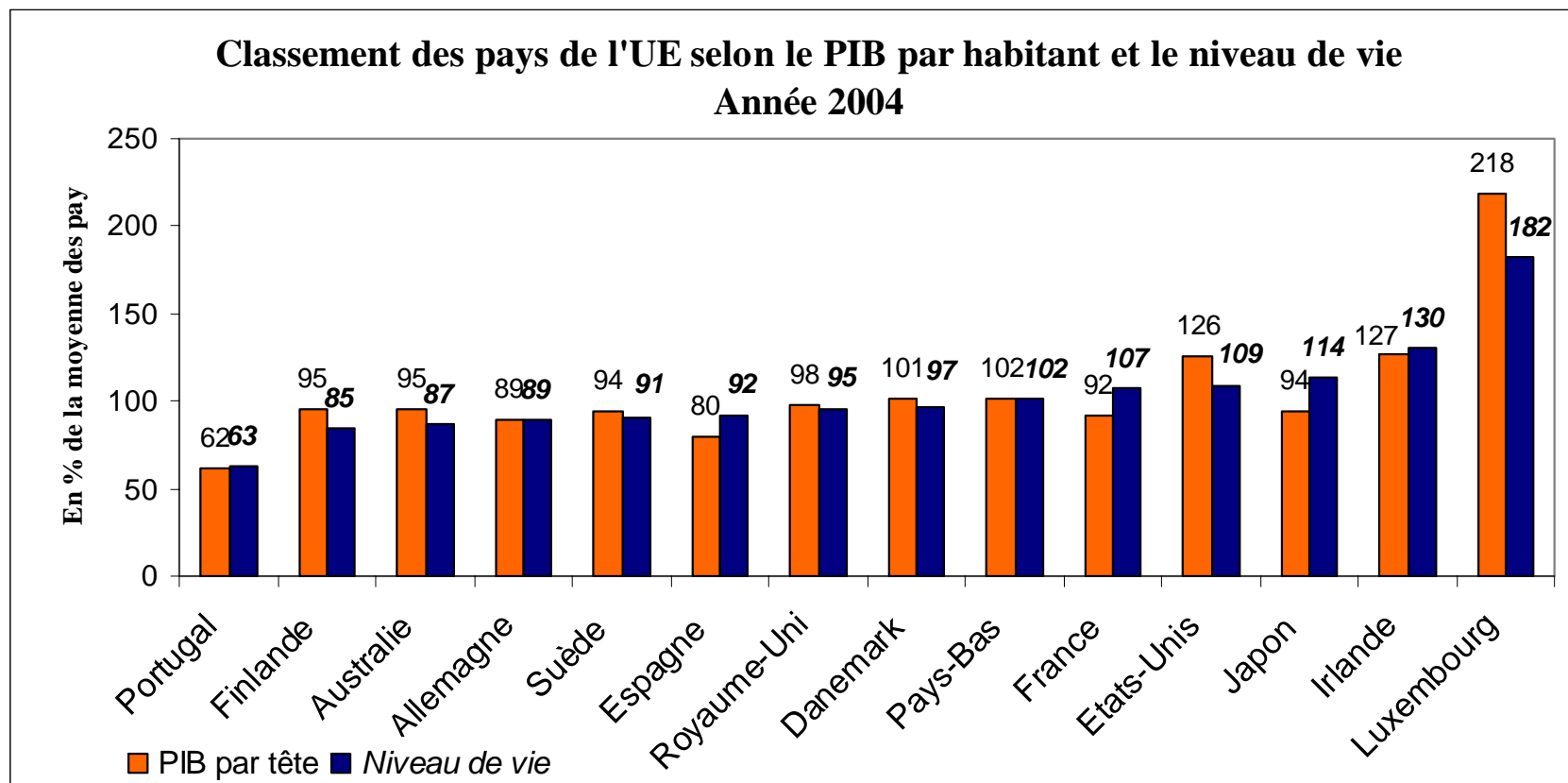
Les pays de l'UE sont par ailleurs mieux classés au regard de l'indice de développement humain des Nations Unies qu'en termes de PIB par habitant



Source : PNUD

L'indice de développement humain (IDH) établi par le Programme des Nations Unies pour le Développement est un indice composite, calculé par la moyenne de trois indices : santé/longévité, niveau d'éducation et niveau de vie

A partir d'un indice composite de niveau de vie, notamment fondé sur la durée du travail et la soutenabilité, la plupart des pays européens sont moins bien classés qu'en termes de PIB par tête



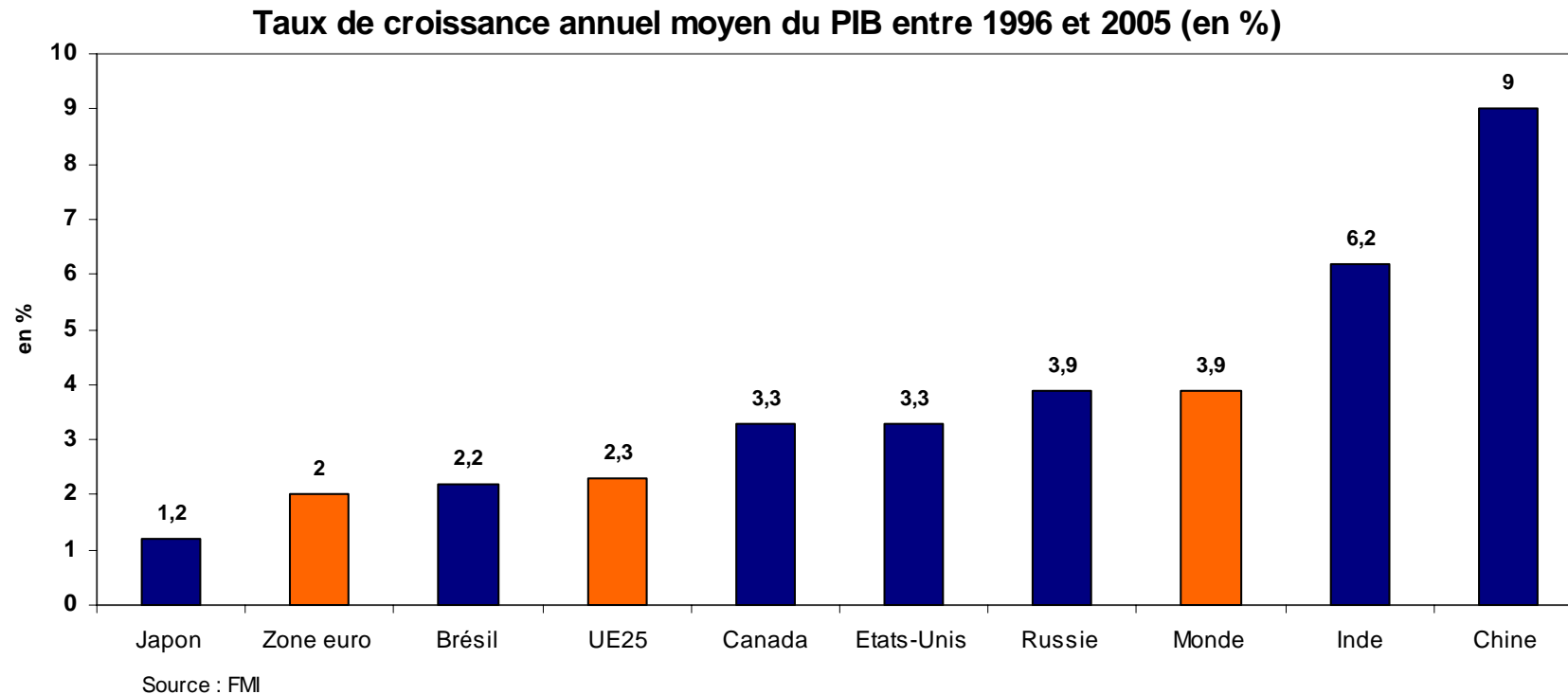
Source : Marc Fleurbaey et Guillaume Gaulier - CEPII

La Chine poursuit son industrialisation et l'Inde sa tertiarisation, dans un contexte global de développement des activités de services dans les économies des pays de l'OCDE

Share of GDP (%)	1990			2002		
	Agriculture	Industry	Services	Agriculture	Industry	Services
Euro area	3	34	63	2	28	70
UK	2	35	63	1	26	73
USA	2	28	70	2	23	75
China	27	42	31	15	51	34
India	31	28	41	23	27	50
Poland	8	50	42	3	30	67

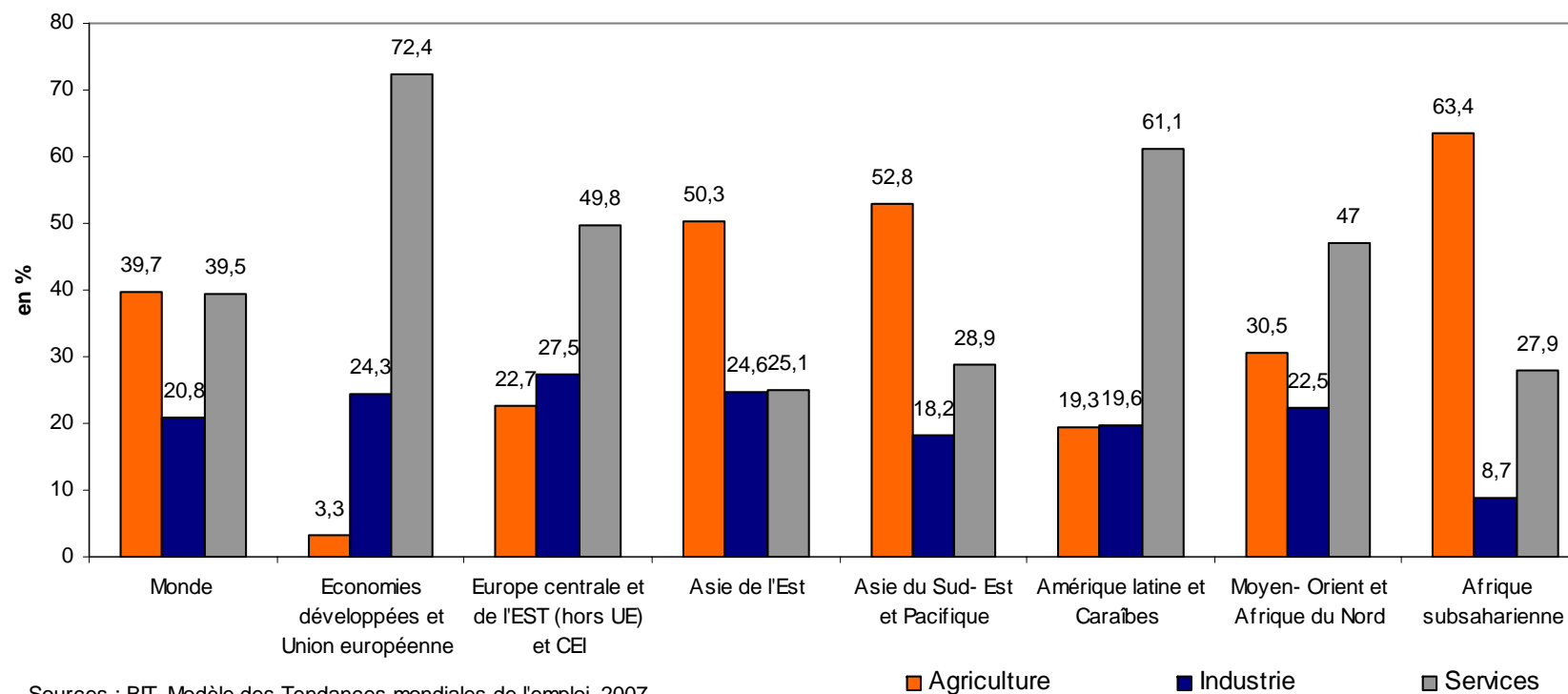
Source: World Bank (2004).

Au cours de la dernière décennie, le rattrapage des économies des grands pays émergents se poursuit alors que l'UE25 présente un déficit de croissance par rapport aux Etats-Unis



40% de l'emploi dans le monde se concentre dans les activités de services contre 72% dans les économies développées

Répartition de l'emploi par secteur d'activité (en %)

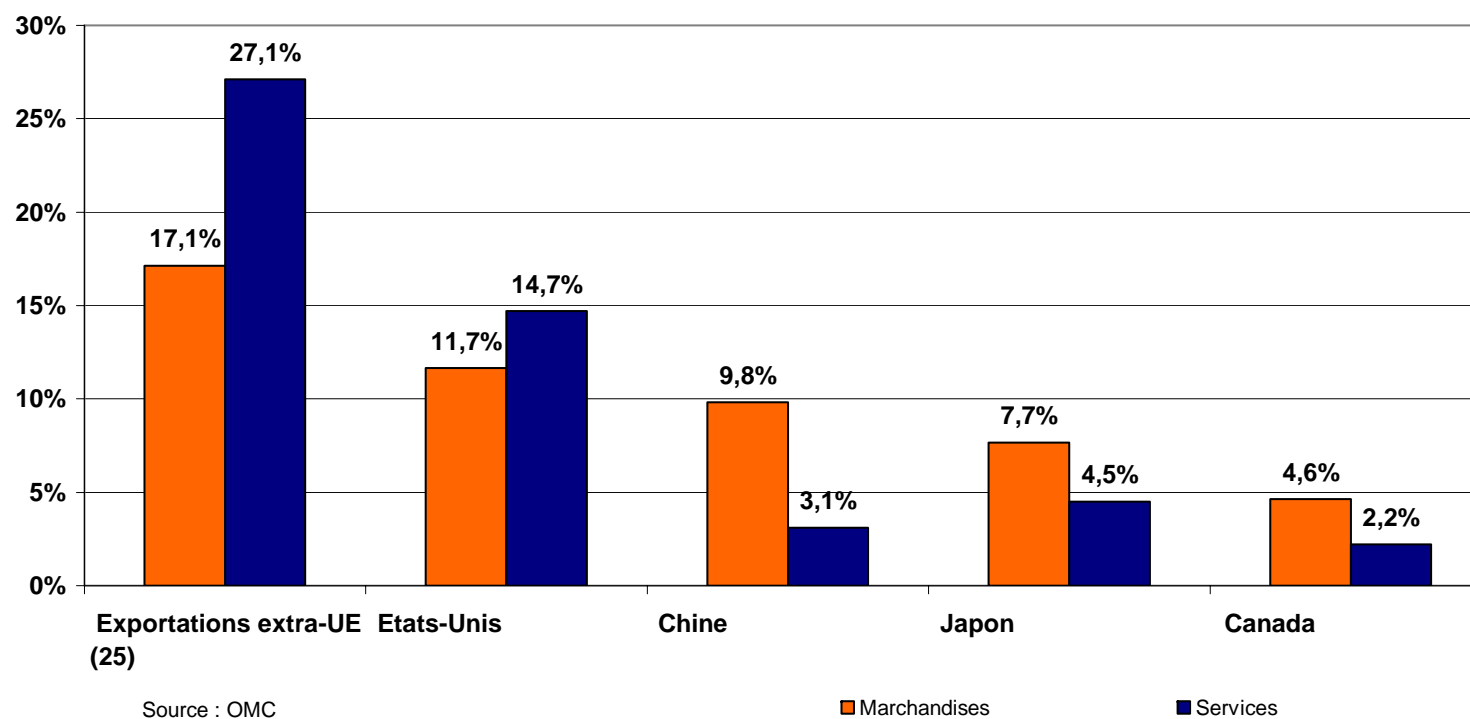


Sources : BIT, Modèle des Tendances mondiales de l'emploi, 2007

L'UE dans le commerce mondial

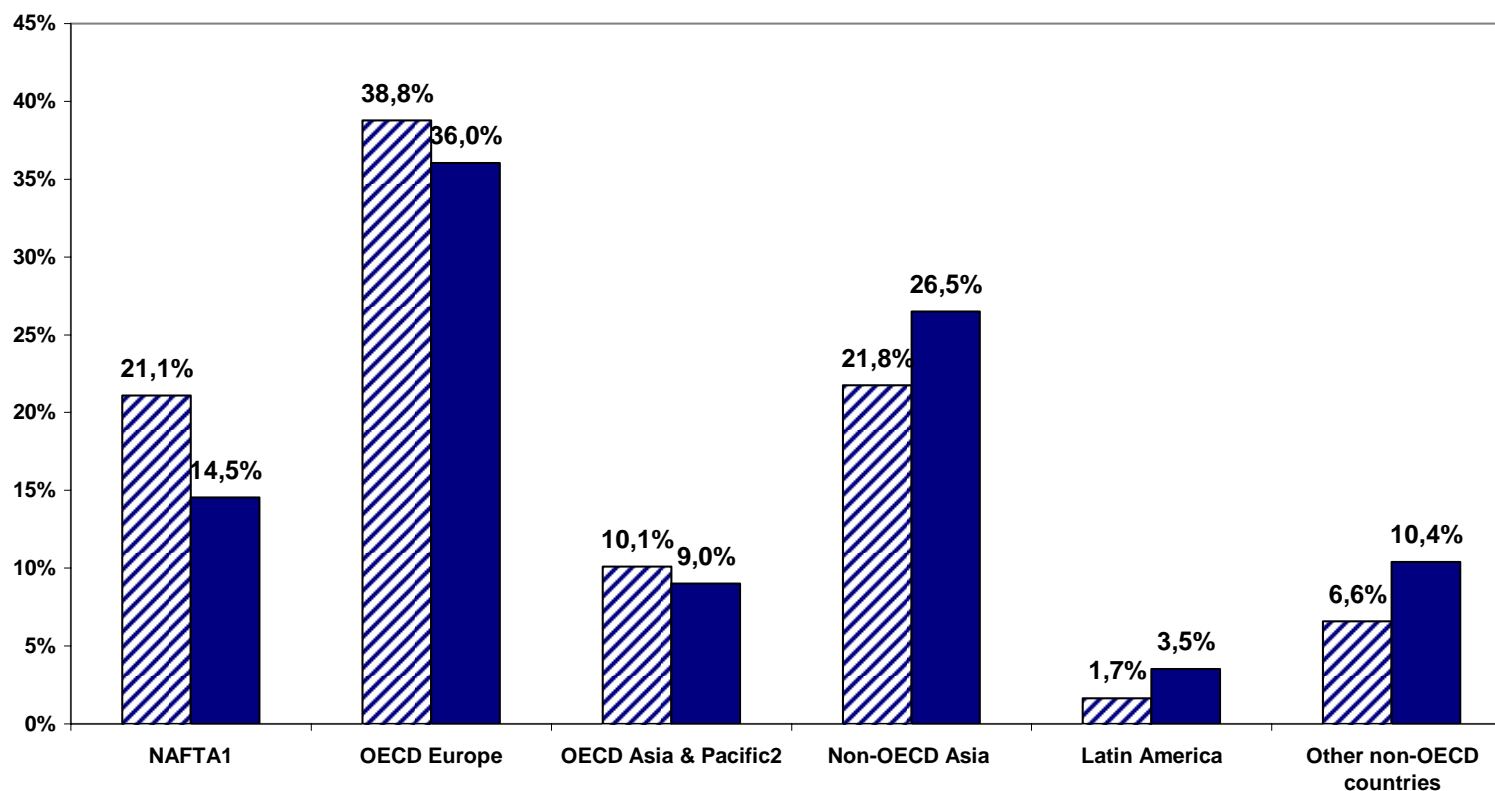
L'UE-25 est le premier exportateur mondial devant les Etats- Unis et la Chine

Parts en 2005 du marché mondial des exportations de marchandises et de services (en %)



Sur la période récente, la contribution des pays européens (UE 19) de l'OCDE au commerce mondial diminue

Contributions des grandes zones au commerce mondial
en 2000 et 2006 (en %)

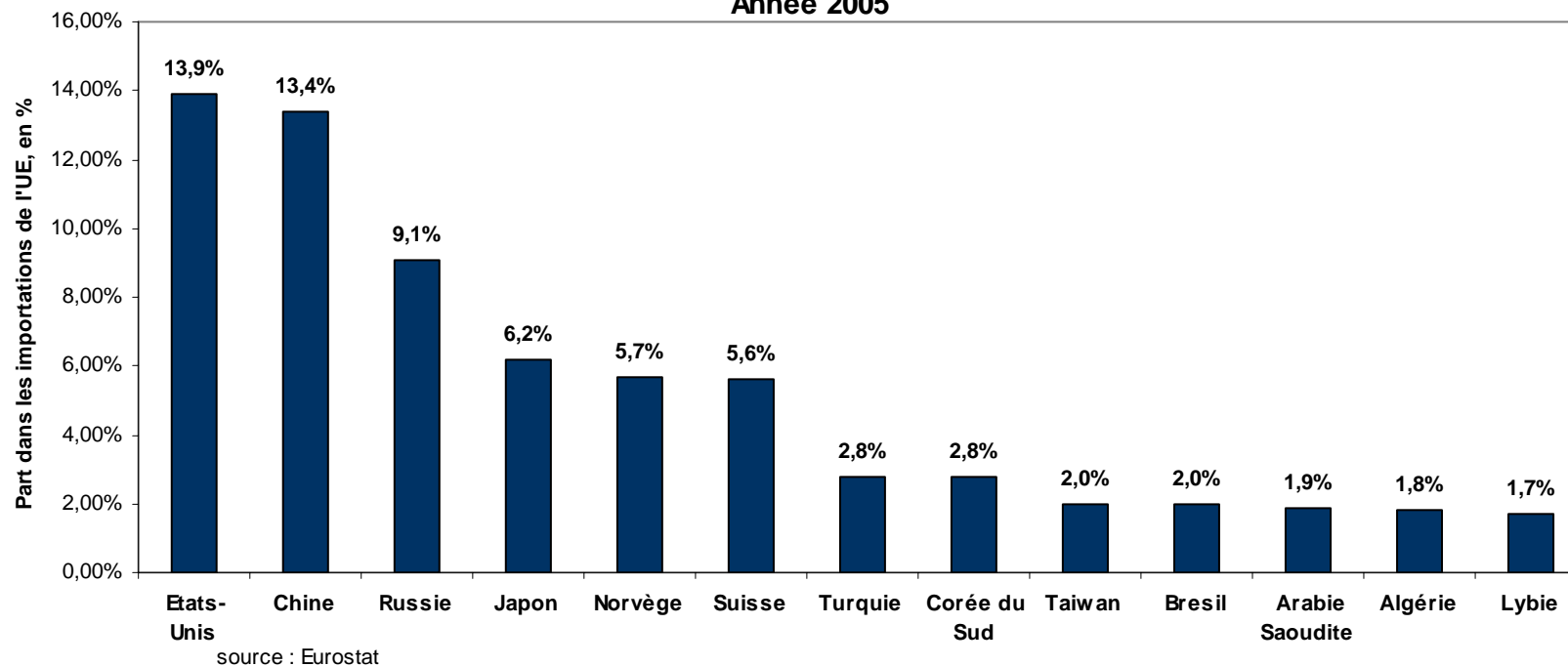


NB: Ces données chiffrées comprennent le commerce intra- zone à la différence de celles de la page 13.

Source : OCDE

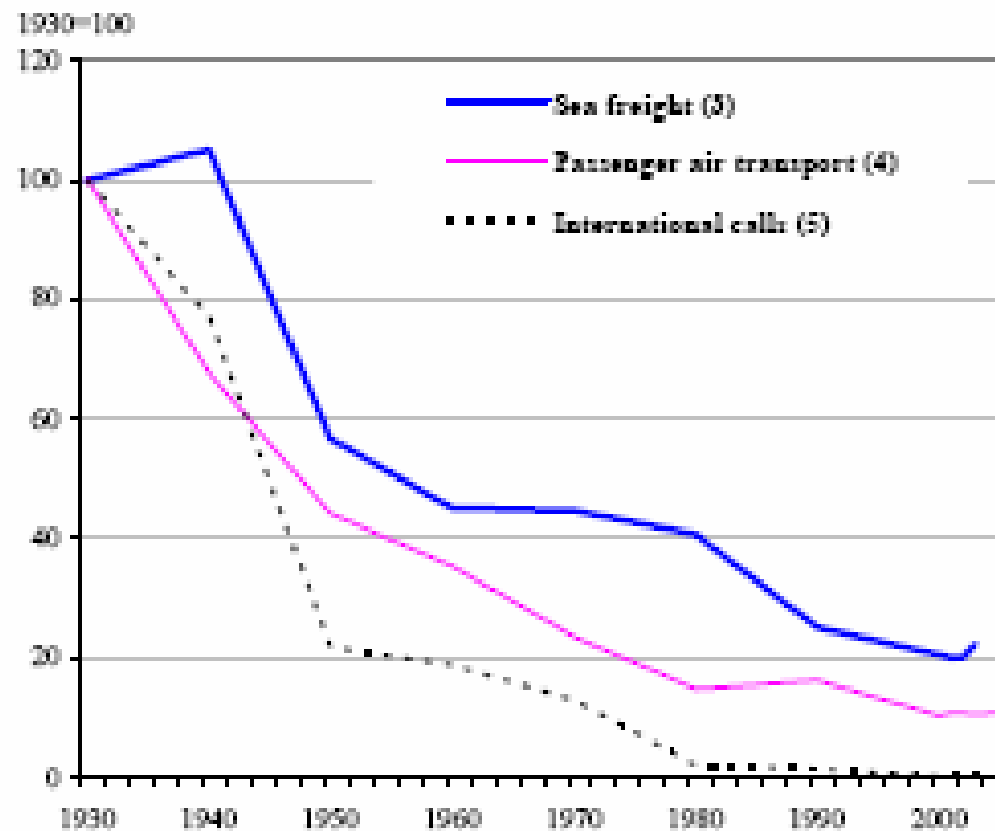
Les deux premiers fournisseurs extérieurs de l'UE sont aujourd'hui les Etats-Unis et la Chine, devant la Russie et le Japon

Répartition des importations de l'UE25 (hors commerce intra- UE) selon le pays fournisseur, en %
Année 2005



La mondialisation se traduit par une réduction sur longue période des coûts de transport et de communication

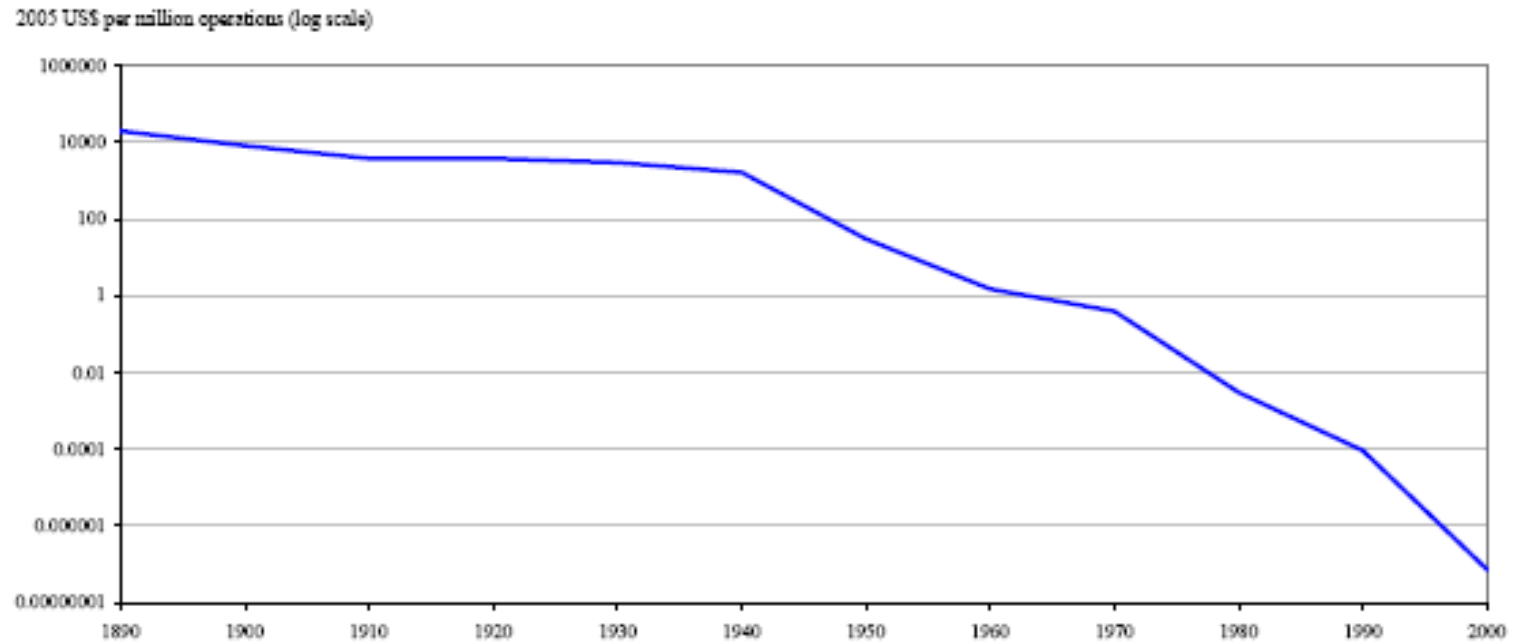
Real transport and communication costs have fallen



Source : OCDE, Economic Outlook 2007

... et de celui du traitement de l'information

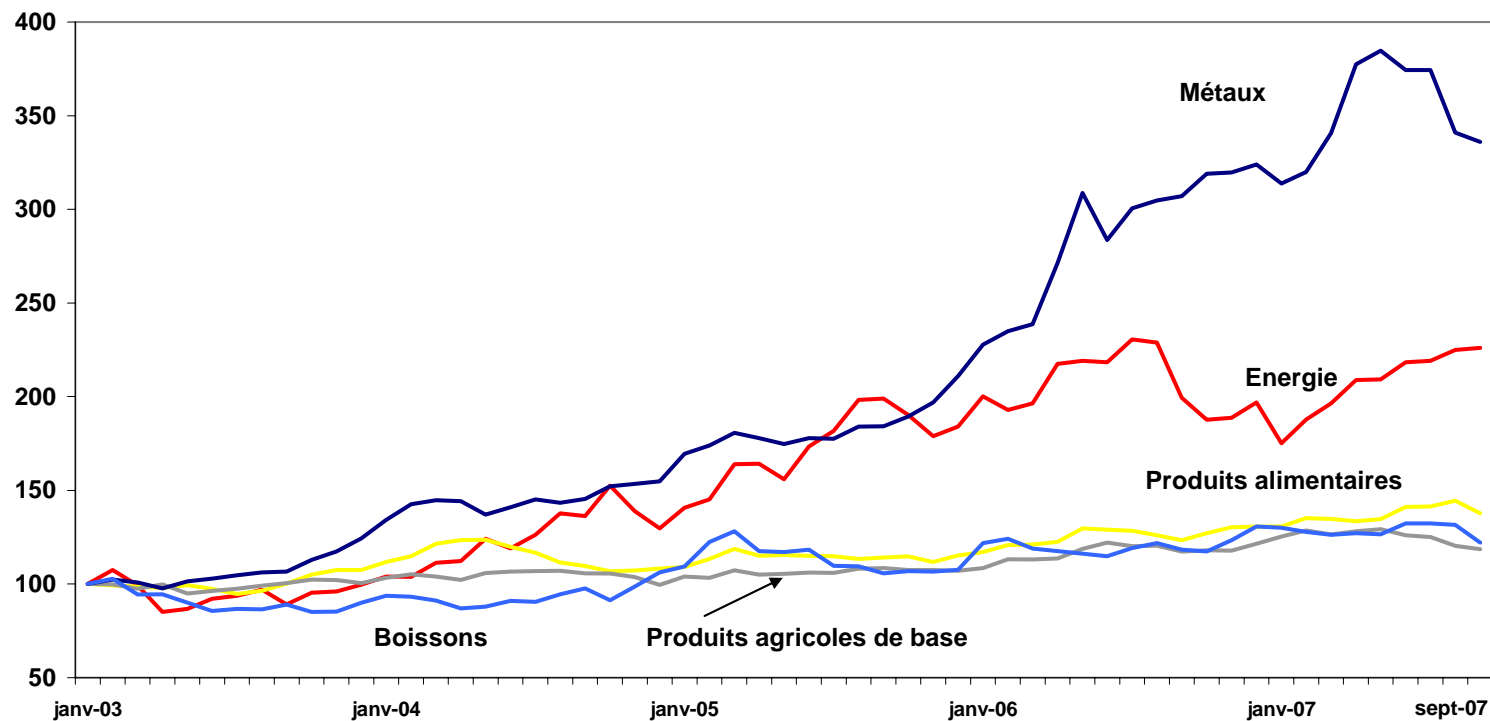
The costs of processing information have plummeted ⁶



1. Median across non-OECD countries of national mean bound tariffs.
 2. Median across OECD countries of national mean bound tariffs.
 3. Average international freight charges per tonne.
 4. Average airline revenue per passenger mile until 2000 spliced to US import air passenger fares afterwards.
 5. Cost of a three-minute call from New York to London.
 6. The chart shows the cost of computing an average operation (sum and multiplication). It is based on calculations made by hand in 1890, with electro-mechanical calculators from 1900 to 1940, and with computers thereafter.
- Sources : World Bank, World Development Indicators; Fraser Institute; Busse, M. (2003); Hummels, D. (2006); US Bureau of Labour Statistics; Nordhaus (2001); OECD calculations.

**Le prix de l'ensemble des matières premières augmente.
Ceux des métaux et de l'énergie connaissent les plus fortes progressions, de respectivement +330% et +230% depuis 2003**

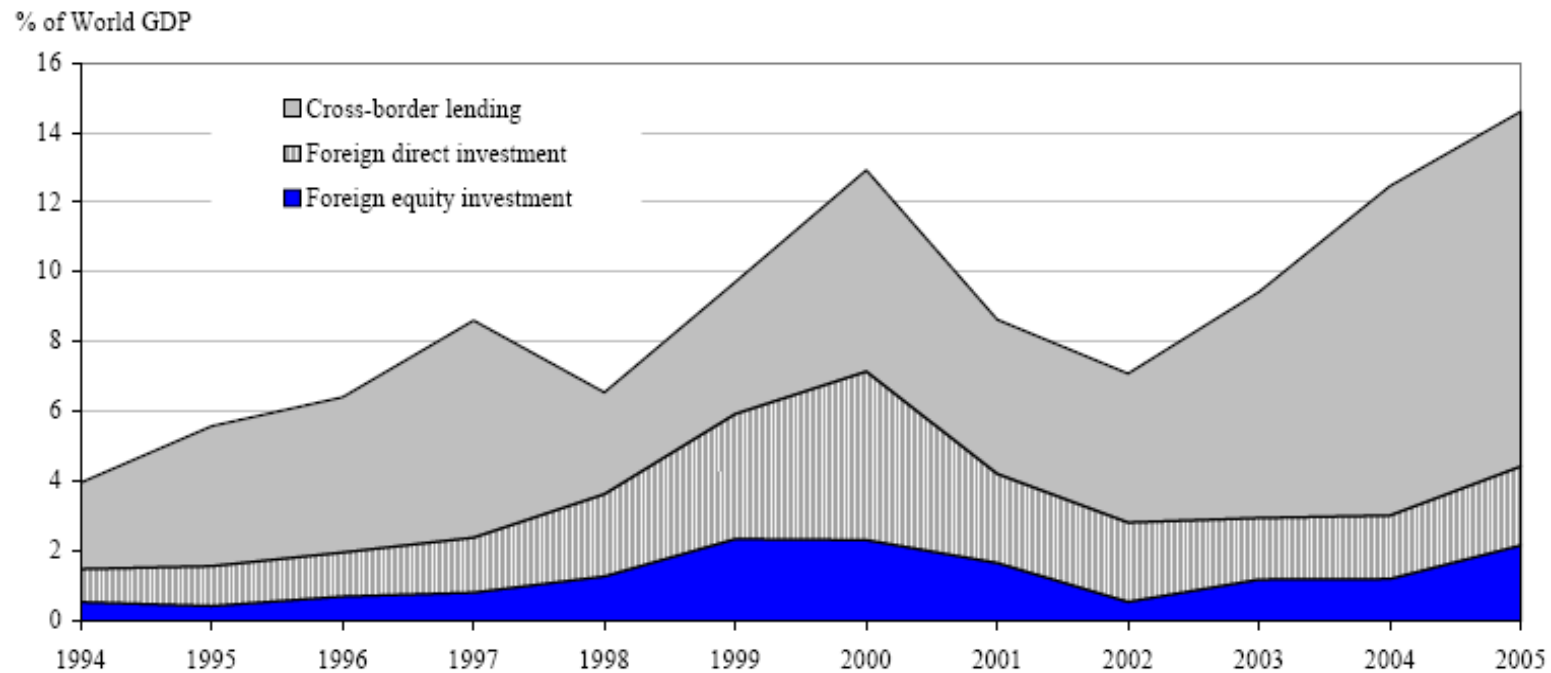
**Evolution du prix des matières premières
Indice = 100 en janvier 2002**



Source : FMI, World Economic Outlook, 2007

L'UE dans les marchés internationaux de capitaux

La croissance des flux internationaux de capitaux au cours de la période 1995-2005 a été beaucoup plus élevée que celle du PIB mondial

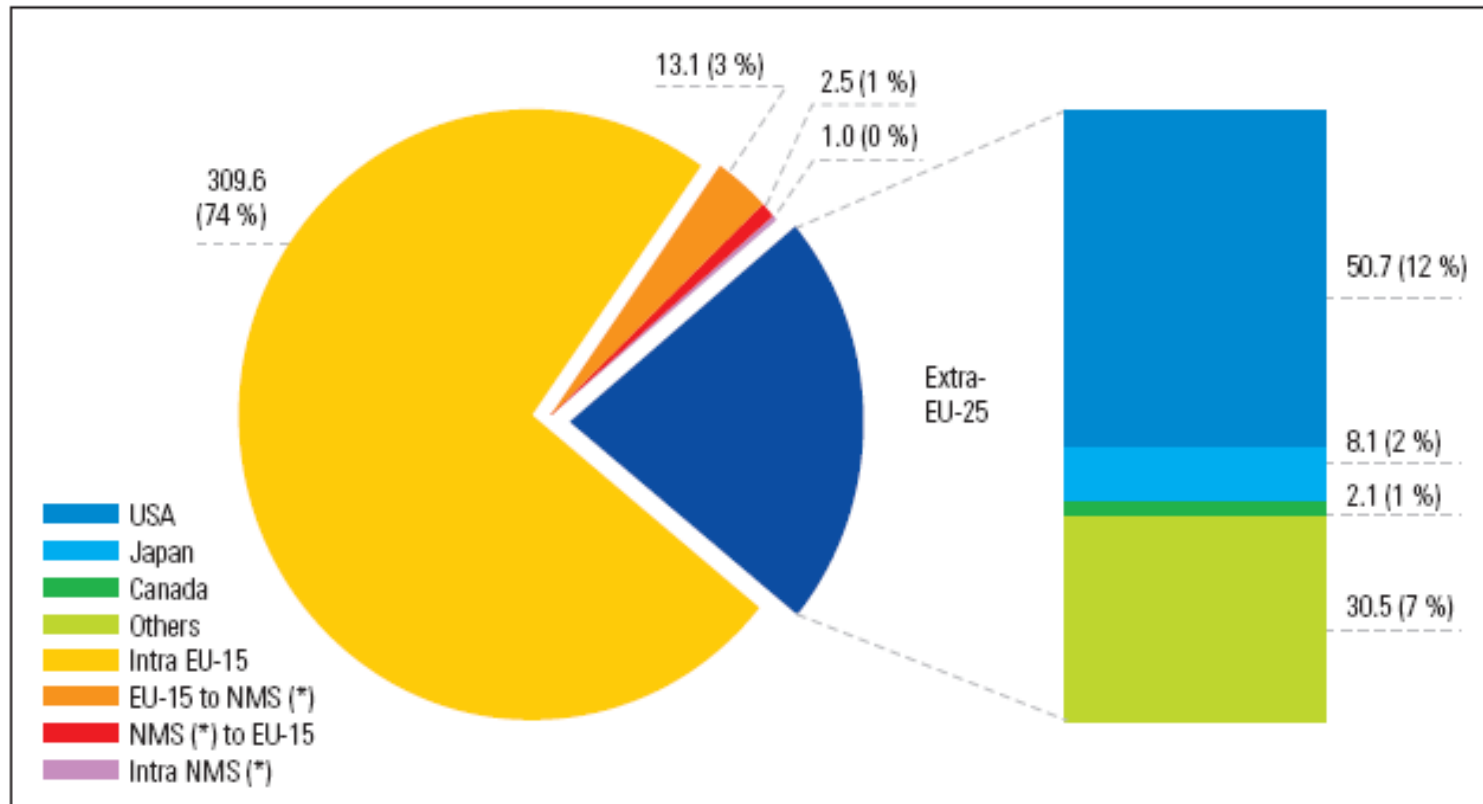


1. Inward foreign direct investment, portfolio investment (equity and debt securities), financial derivatives and other investments (including cross-border bank lending).

Source: IMF, Balance of Payments Statistics.

Les investissements directs étrangers des pays européens se concentrent très largement dans les pays de l'UE (78%) tandis que les USA sont leur premier bénéficiaire extérieur (12%)

Flux d'IDE des pays de l'UE-25 en 2002
(en millions d'euros et %)



(*) NMS: New Member States
Source: European Commission (2005a).

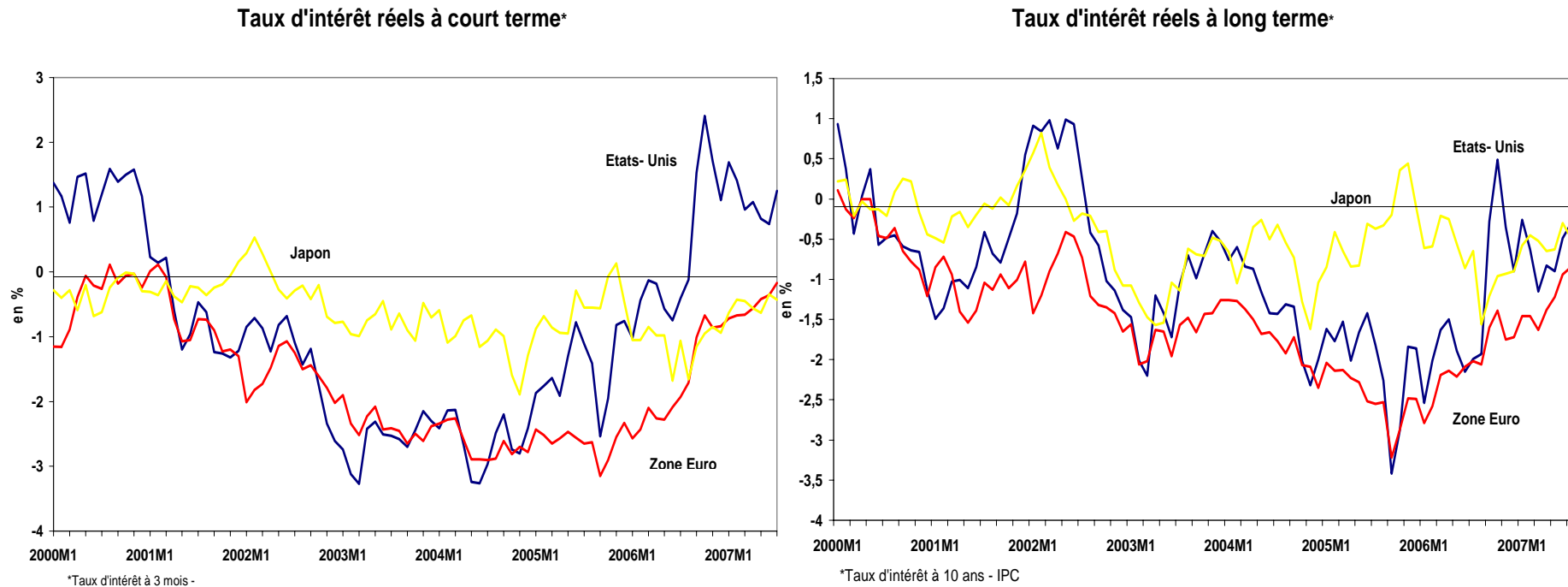
Au sein des BRiCs, les investissements directs des pays de l'UE-25 s'effectuent principalement à Hong Kong et au Brésil

Stocks d'IDE de l'UE-25 dans les Brics (en millions d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005
Extra-EU	2 017 386	1 904 845	2 011 069	2 048 346	2 380 303
BRIC	187 475	145 965	184 795	208 301	252 085
Brazil	73 492	44 369	59 214	70 768	80 069
Russia	10 693	10 220	14 786	20 983	31 324
India	6 276	6 398	6 764	9 713	13 682
China	97 014	84 978	104 031	106 837	127 010
<i>of which</i>					
Hong Kong	77 705	65 009	85 326	85 559	95 740

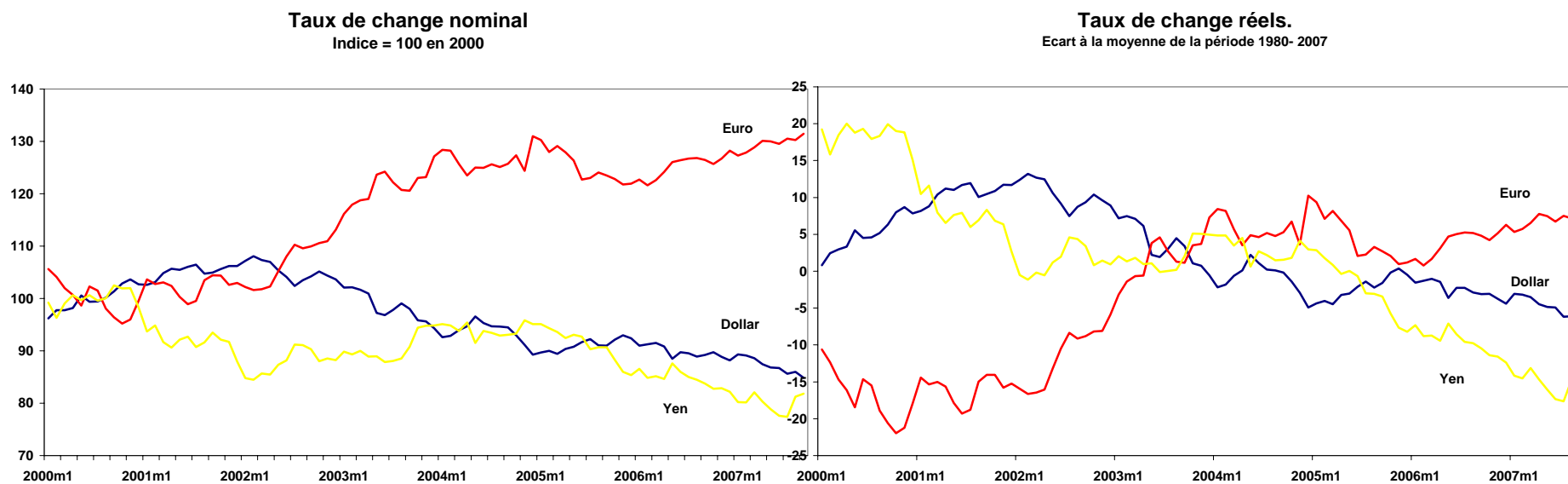
Source : EUROSTAT

Dans la zone Euro, les taux d'intérêt réels à court terme et, dans une moindre mesure ceux à long terme, sont inférieurs à ceux des Etats-Unis.



Source : FMI, World Economic Outlook, 2007

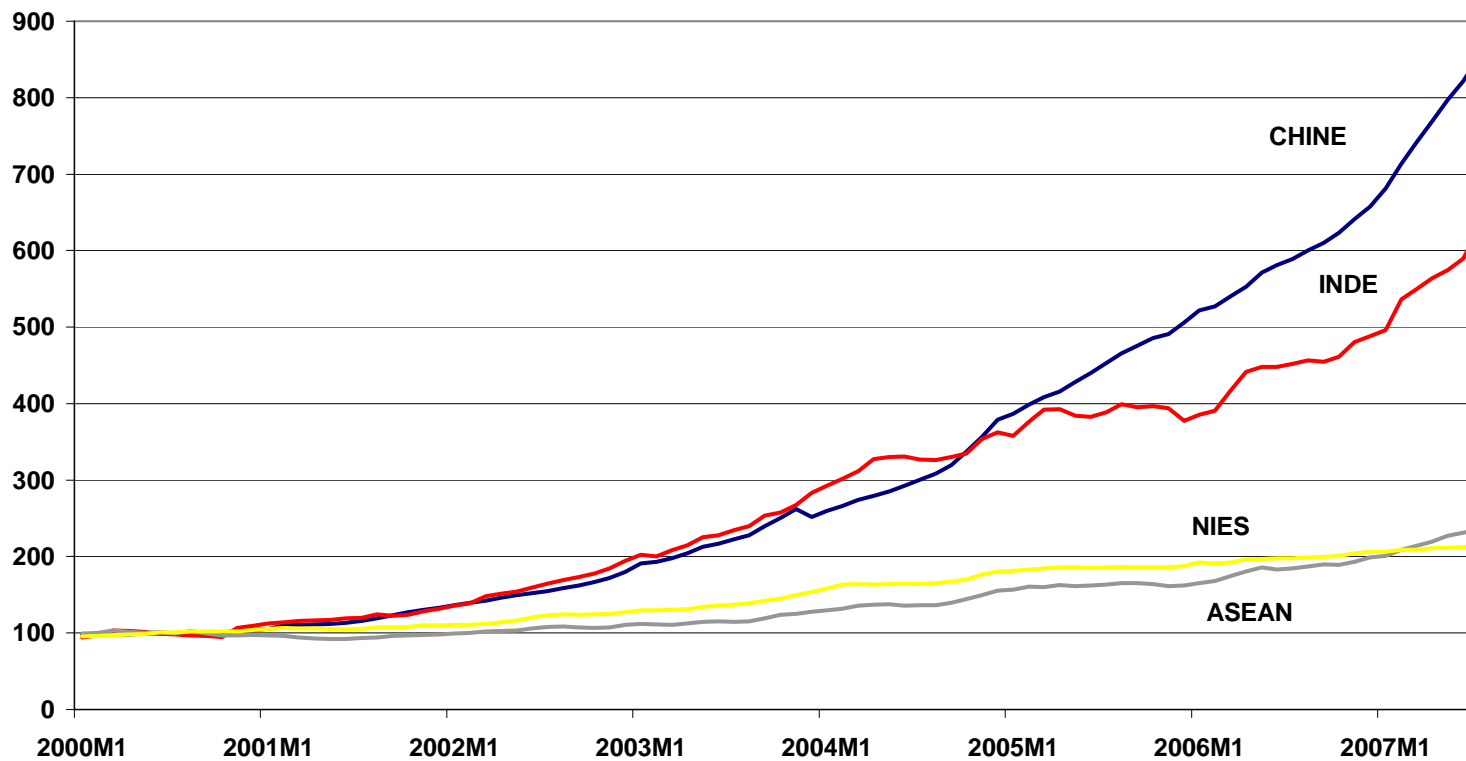
Depuis 2000, l'Euro s'est fortement apprécié vis à vis du dollar et du Yen



Source : FMI

Les réserves en devises étrangères des grands pays émergents augmentent sur la période récente, celles de la Chine et de l'Inde ont été multipliées par respectivement 8 et 6 depuis 2000

Reserves en devises étrangères
Indice = 100 en 2000

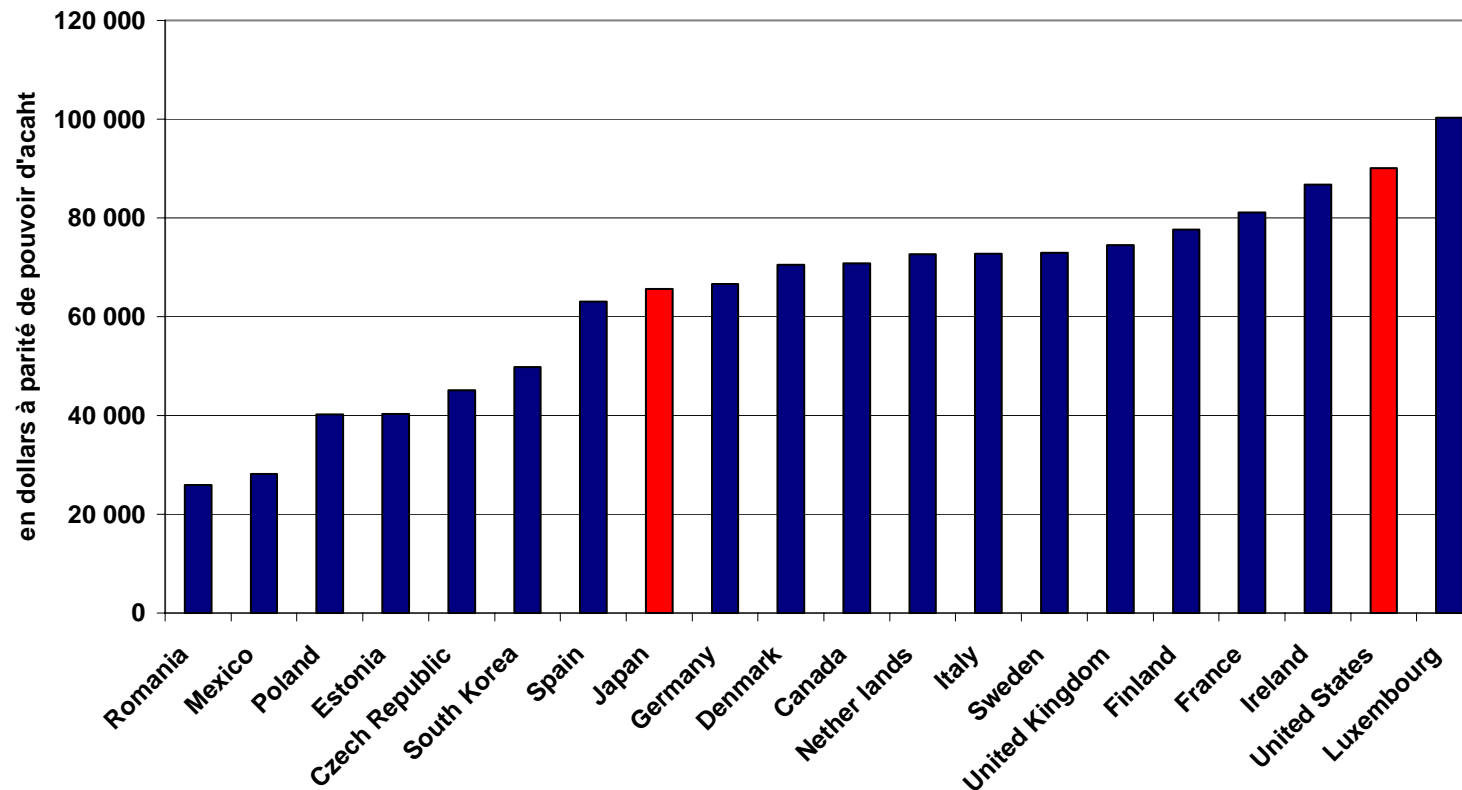


Source : FMI

La compétitivité de l'UE dans la concurrence mondiale

Dans l'UE-27, la productivité du travail (personne en emploi) varie de 1 à 5 selon les pays. En moyenne, elle est sensiblement supérieure à celle du Japon et inférieure à celle des Etats- Unis

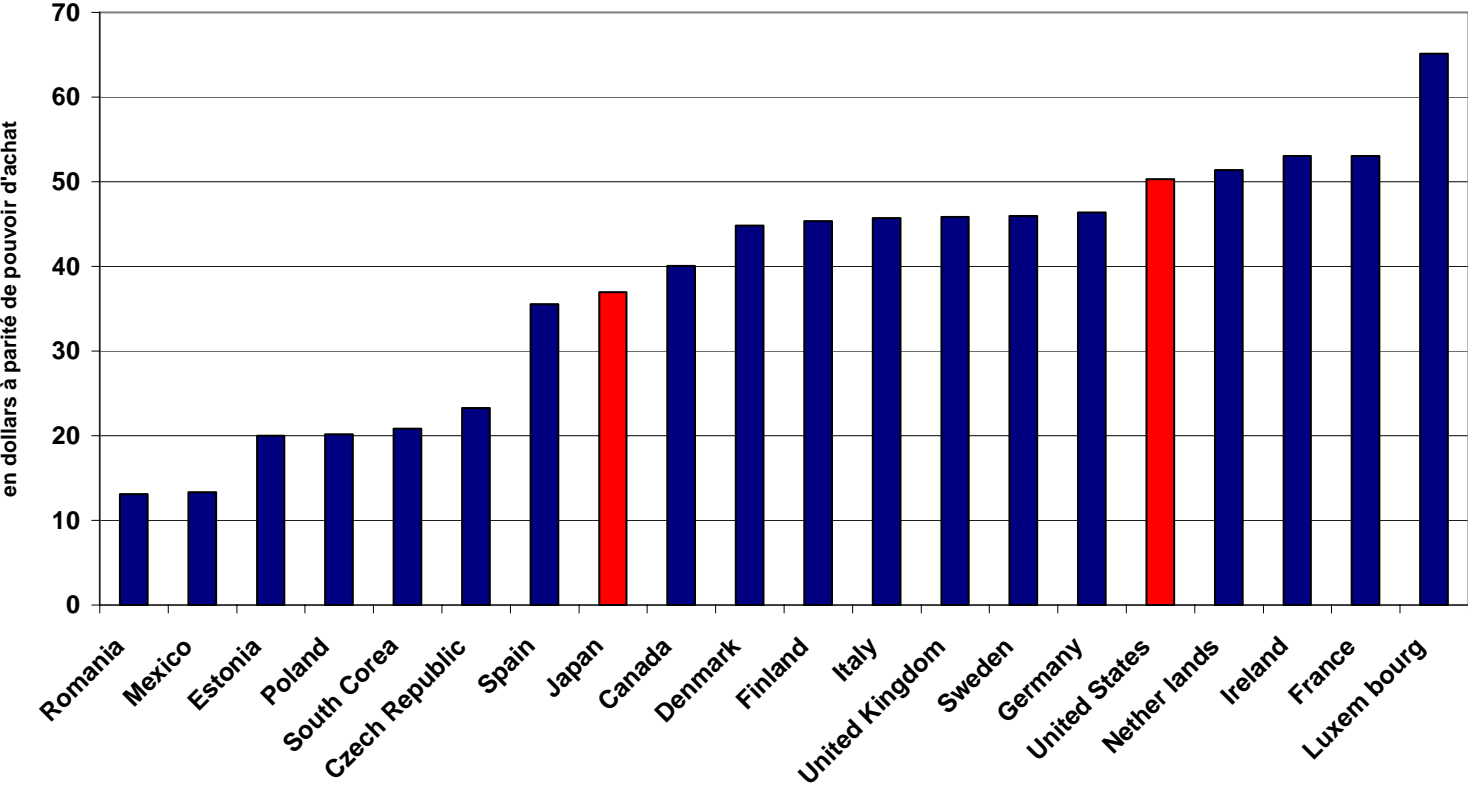
Productivité de la main d'oeuvre par personne en emploi (2006)



Source : Groningen Growth and Development Center

Le classement mondial en termes de productivité horaire du travail laisse toutefois apparaître que plusieurs pays membres devancent les Etats- Unis

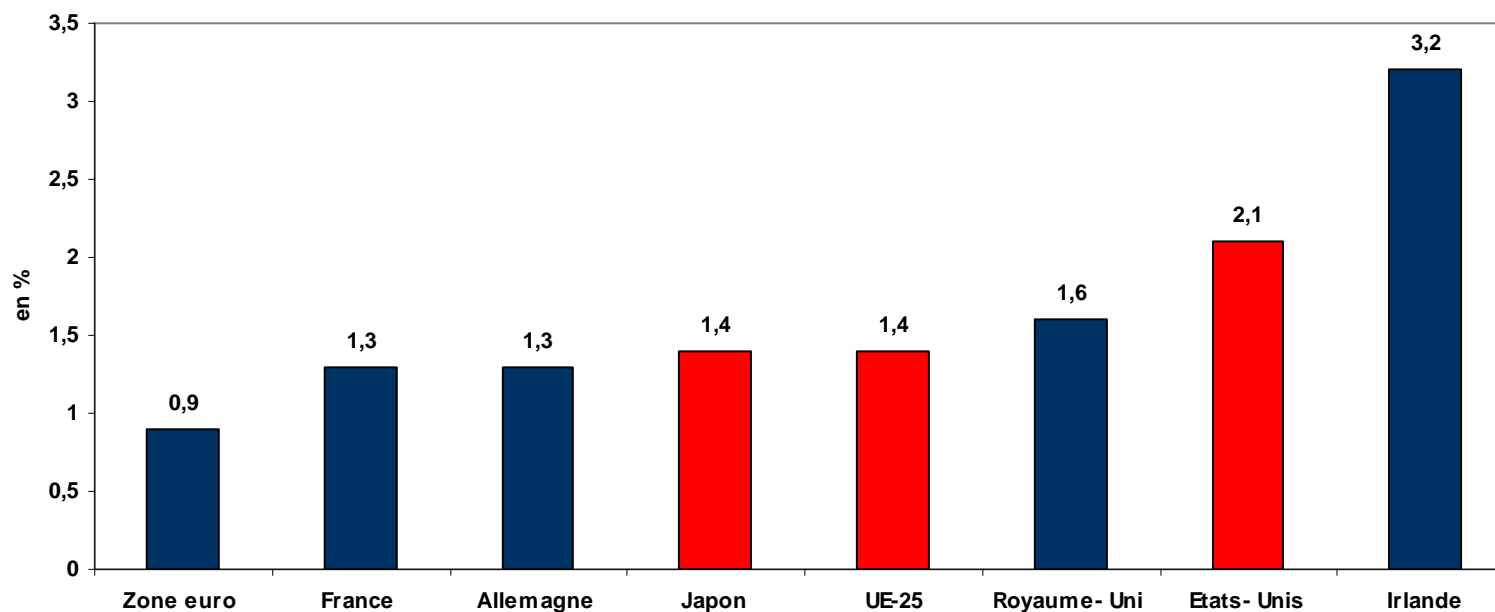
Productivité horaire de la main d'oeuvre en emploi (2006)



Source : Groningen Growth and Development Center

La croissance de la productivité du travail (par personne en emploi) au sein de l'UE est comparable à celle du Japon et inférieure à celle des Etats- Unis, avec néanmoins de fortes disparités au sein des pays membres

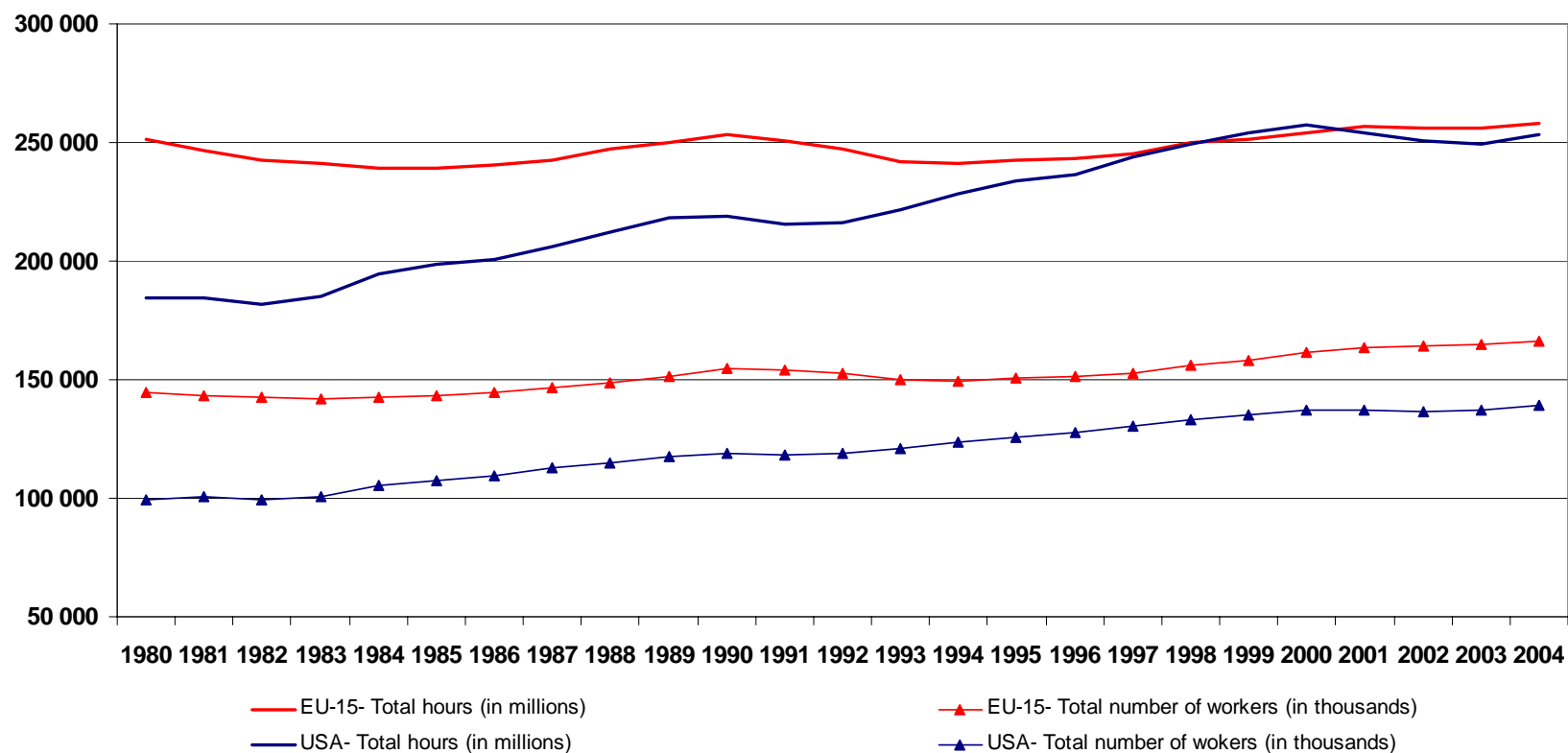
Taux de croissance annuel moyen de la productivité par personne occupée (1996-2005)



Source : Groningen Growth and Development Center

Dans l'UE-15 et aux Etats- Unis, les évolutions du nombre total d'heures travaillées et de personnes en emploi convergent sur la période récente

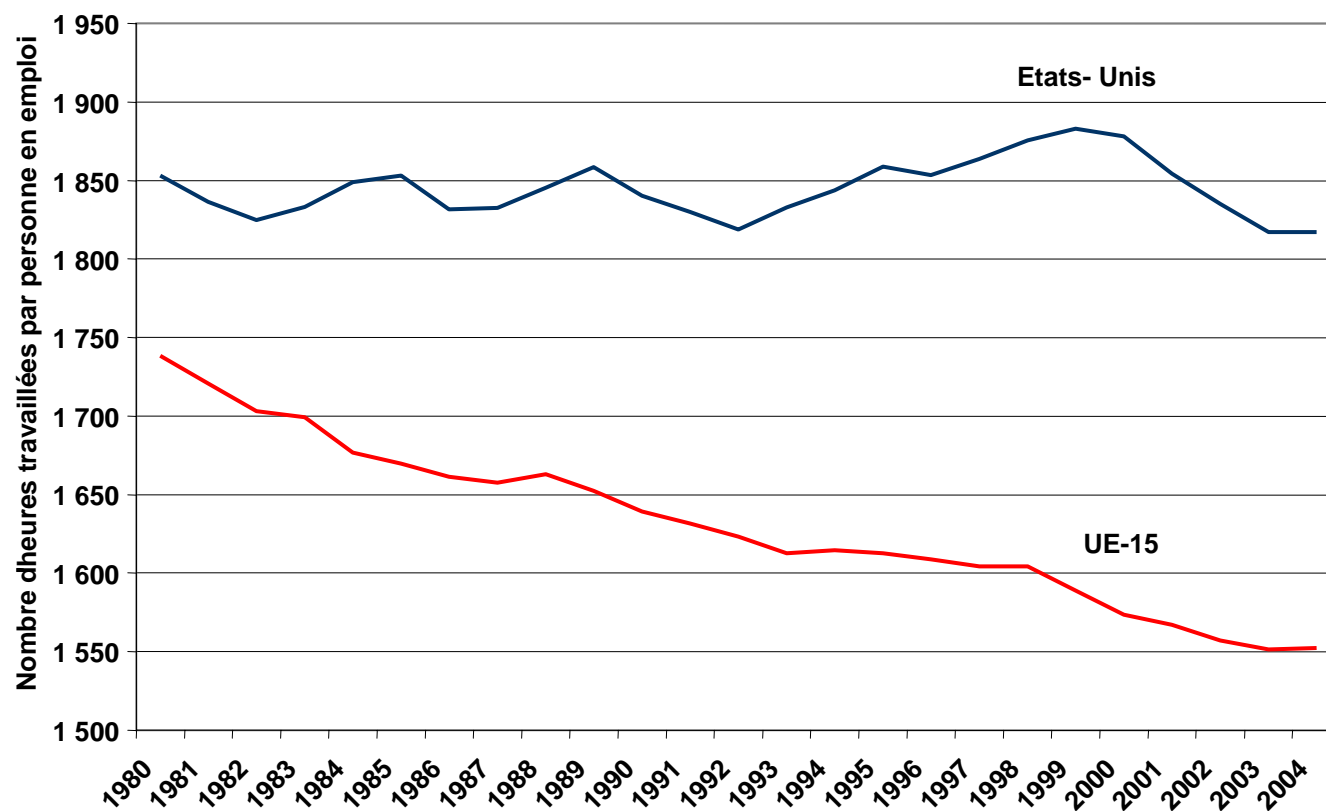
Evolution du nombre d'heures totales ouvrées et du nombre de personnes en emploi dans l'UE- 15 et aux Etats- Unis



Source : Groningen Growth and Development Center

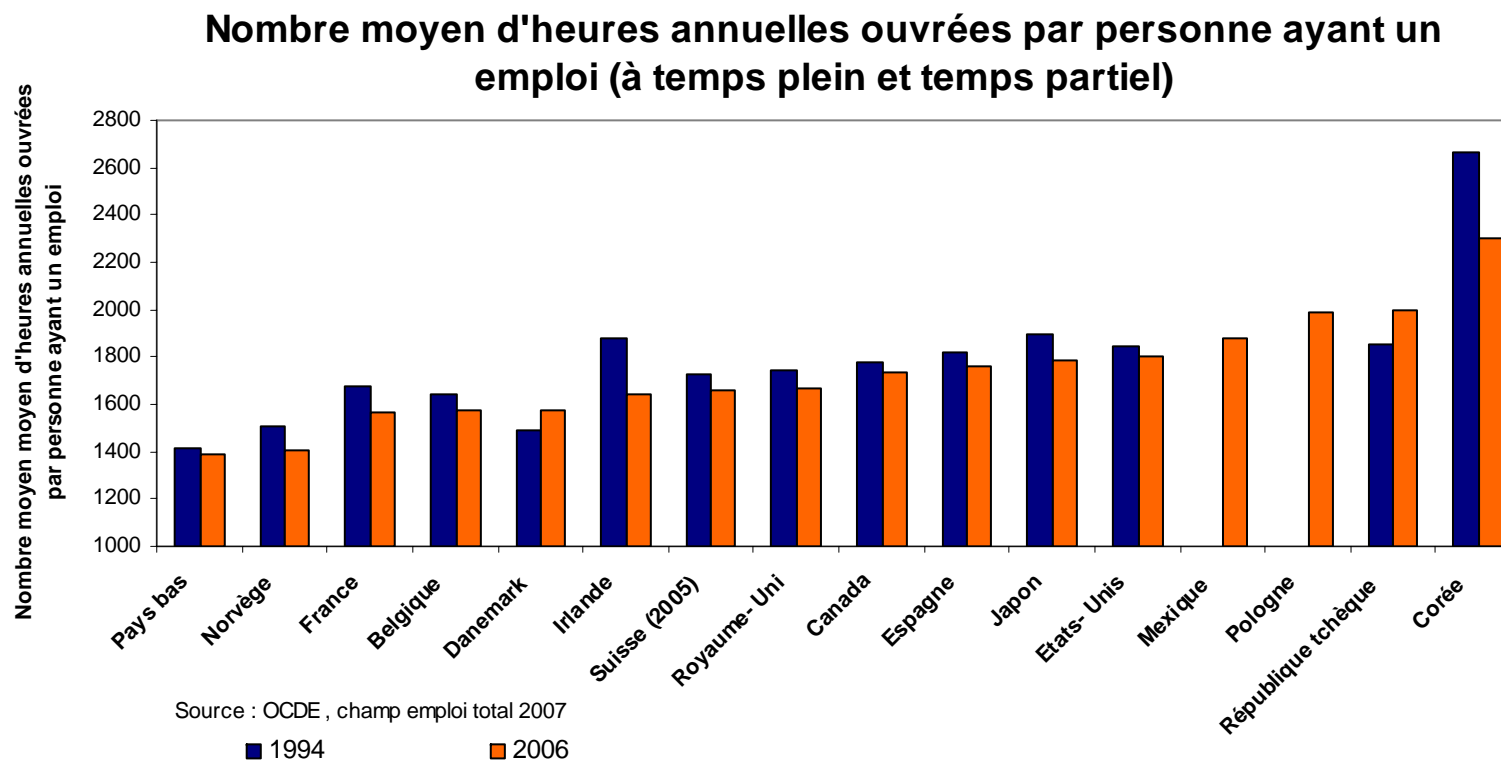
... du fait d'un recul relatif du nombre d'heures travaillées par personne en emploi dans l'UE

Nombre annuel d'heures travaillées par personne en emploi

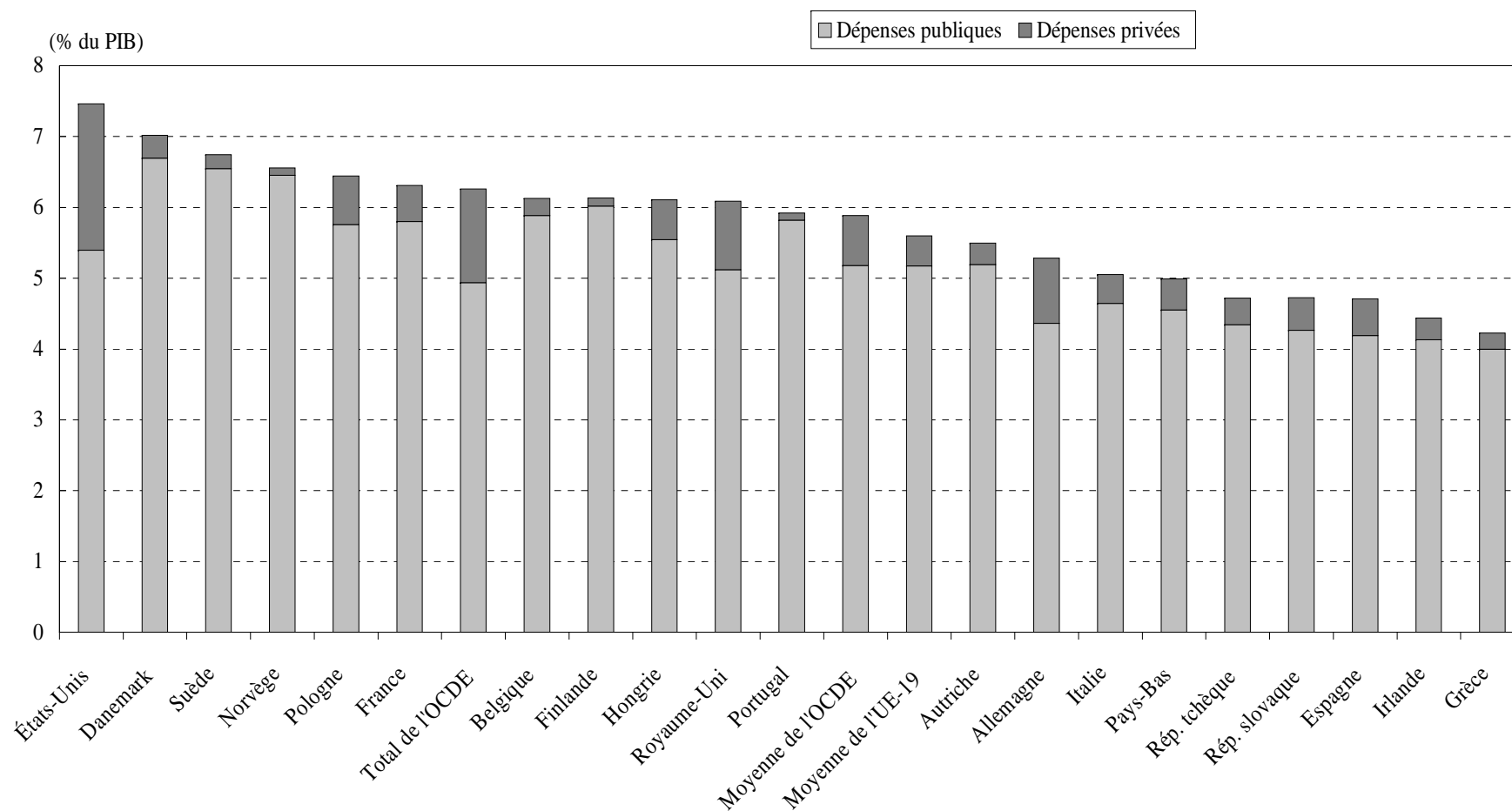


Source : Groningen Growth and Development Center

Le nombre d'heures annuelles ouvrées par personne en emploi varie fortement entre les pays membres de l'UE

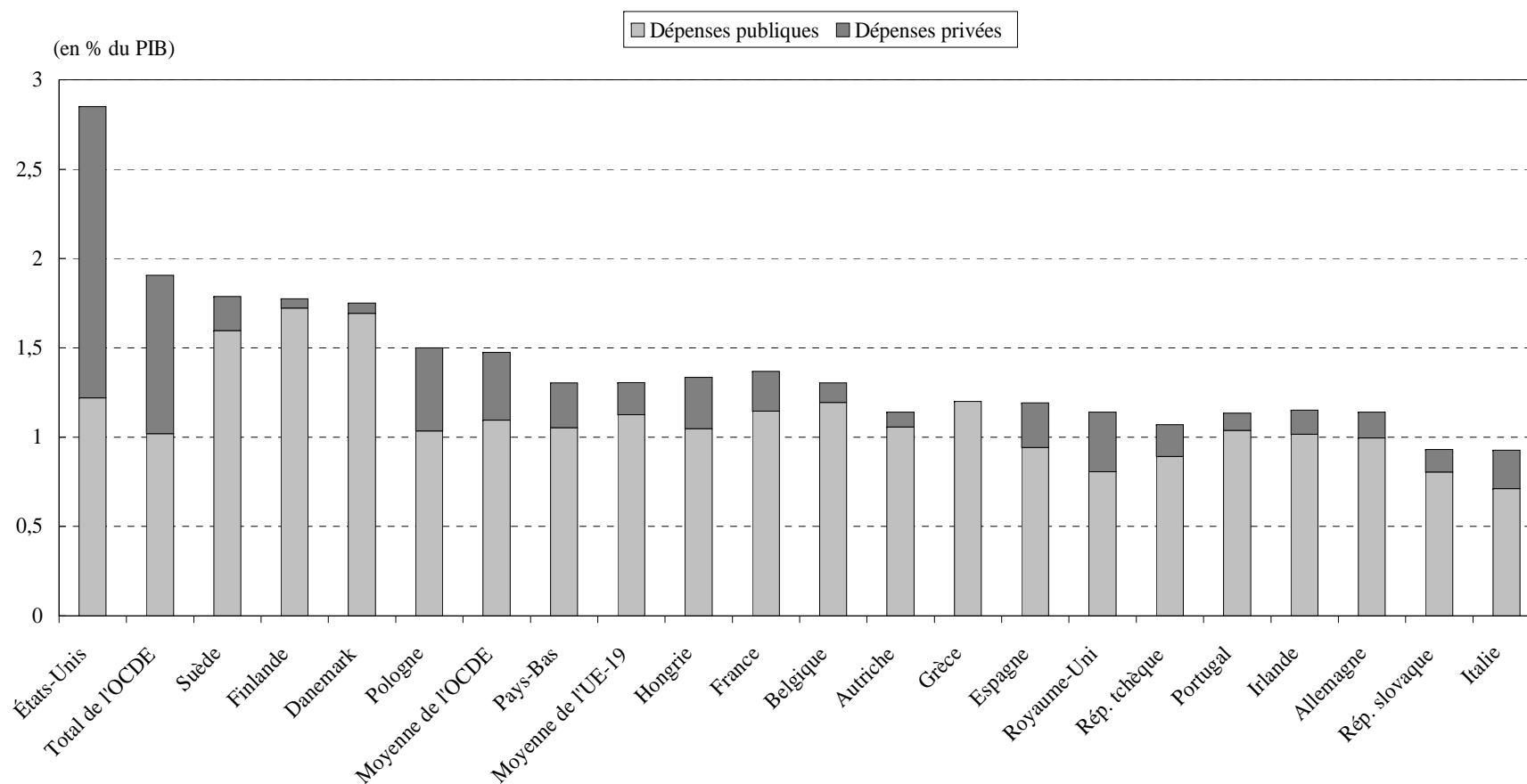


L'UE dépense en moyenne moins pour l'enseignement (environ 5,5% de son PIB en 2003) que les USA (+ de 7%), ce retard étant plus marqué dans certains pays



Source : OCDE

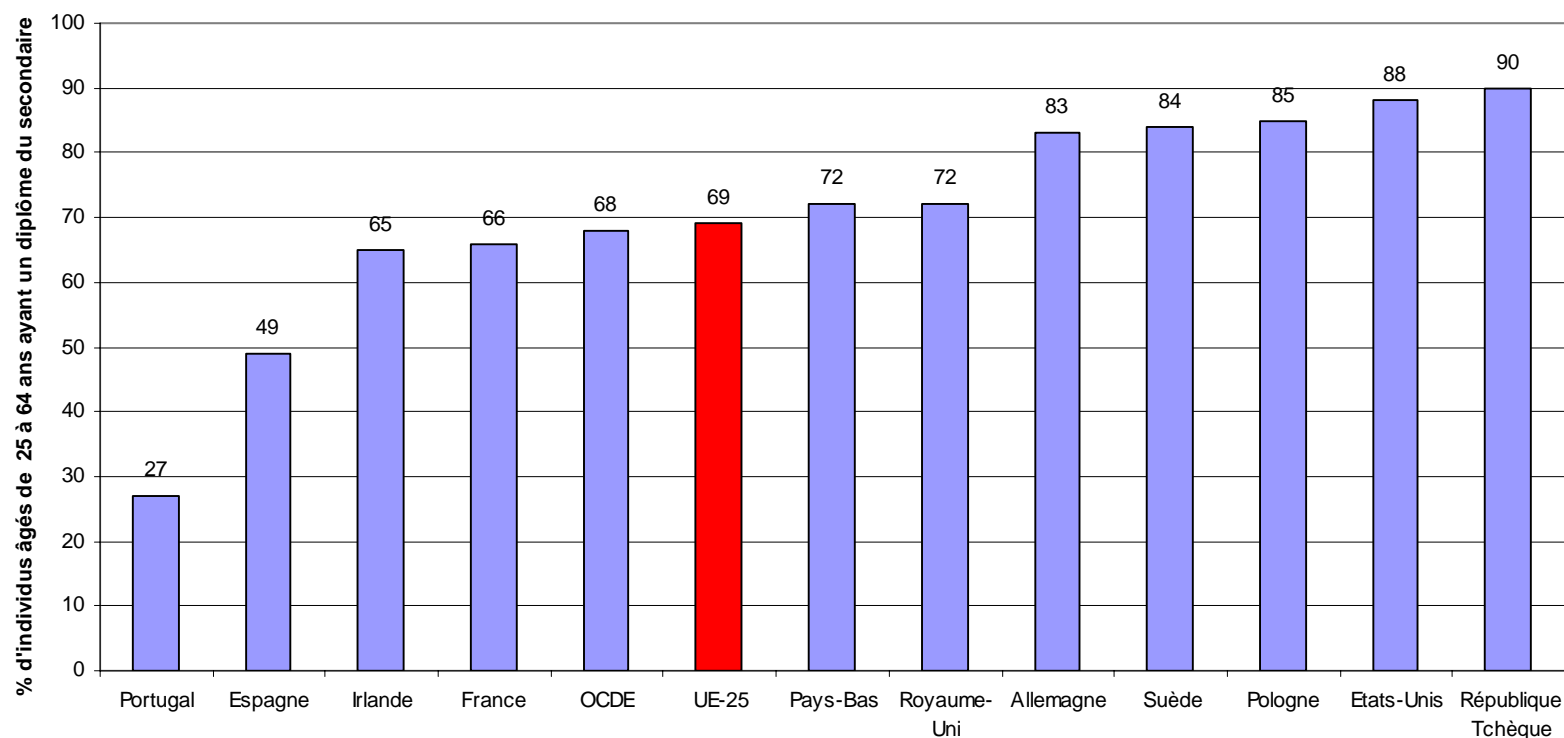
Le moindre investissement éducatif de l'UE est particulièrement net en matière d'enseignement supérieur, où il est deux fois moindre que celui des USA, notamment en raison de la faiblesse des dépenses privées



Source : OCDE

Les deux tiers des Européens de 25 à 64 ans sont détenteurs d'un diplôme du secondaire, cette proportion atteignant parfois 80 % (pays anglo-saxons, PECO) et demeurant inférieure à celle des USA

Détention d'un diplôme du secondaire en 2005



Source : Eurostat et OCDE

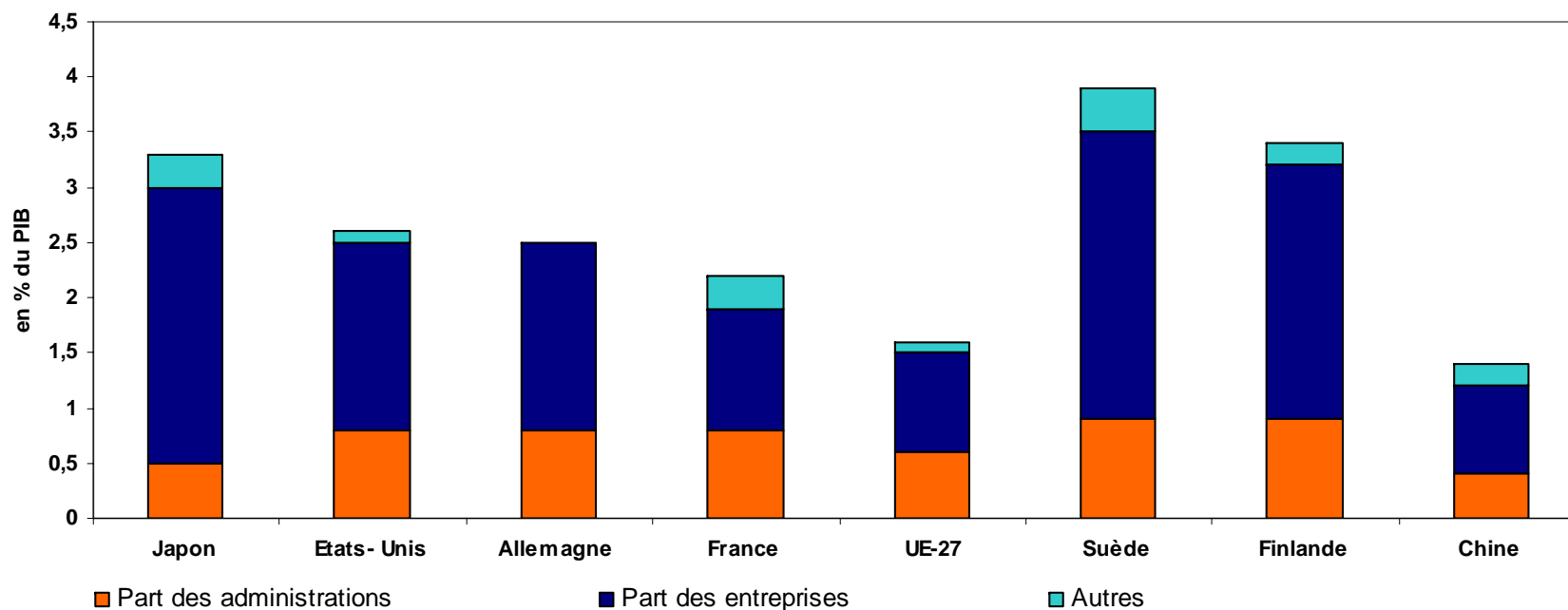
Au classement mondial des Universités (Shanghai), si les établissements européens sont les plus représentés dans le Top 500, ils sont distancés sur le terrain de l'excellence par ceux d'Amérique qui dominent le Top 20

Région	Top 20	Top 100	Top 200	Top 300	Top 400	Top 500
Amerique Latine et du Nord	17	58	98	138	164	197
Europe	2	34	80	123	172	208
Asie/Pacifique	1	9	24	42	64	100
Afrique				1	2	5
Total	20	101	202	304	402	510

Source : Institute of Higher Education, Shanghai Jiao Tong University

Les dépenses de R&D de l'UE-27 en pourcentage du PIB (1,8%) sont inférieures à celles des Etats-Unis du Japon, cet écart provenant en partie et en moyenne du faible niveau de dépenses privées consacrées à la R&D

Les dépenses de R&D et leurs sources de financement (2005)



Sources : OCDE et Unesco

Les performances de l'UE sont globalement inférieures à celles des USA et du Japon, aussi bien en matière de nouvelles technologies (dépenses et exportations) qu'en termes de nombre de brevets déposés

	Dépenses de NTICs en % du PIB (2005)	Part des exportations en haute technologie en % des exportations de produits manufacturés (2004)	Nombre de brevets accordés par l'Office Européen des Brevets par millions d'habitants (2005)	Nombre de brevets accordés par le <i>United States Patent and Trademark Office</i> par millions d'habitants (2004)
Zone EURO	6	16,3	70,9	63,4
UE25	6,4	nd	56,7	54,4
Etats-Unis	6,7	32,3	44,3	287
Chine	nd	29,8	0,1	0,6
Japon	7,6	23,7	74,7	276,7

Sources : Fondation Robert Schuman, Eurostat, Banque Mondiale, OEB, USPTO

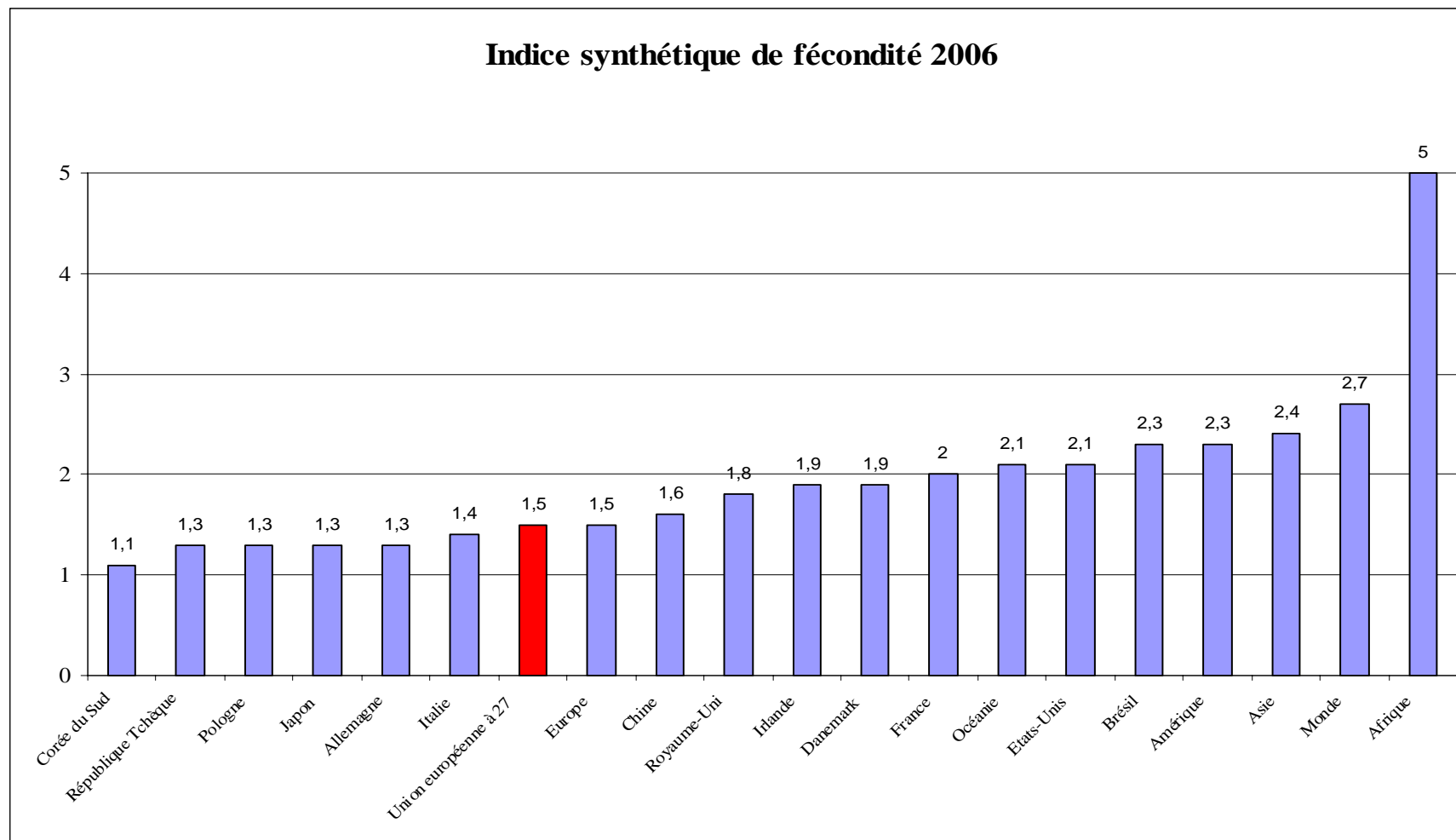
La compétitivité des économies européennes fait l'objet d'évaluations contrastées

	Classement selon la compétitivité de l'environnement économique en 2006	Classement selon la facilité de faire des affaires en 2006	Taux de change effectif réel en 2005 (indice = 100 en 1999)	Taux de change effectif réel en 2005 déflaté par le coût unitaire du travail (indice = 100 en 1999)
Allemagne	8	21	98,29	93,24
France	18	35	101,88	102,31
Royaume- Uni	10	6	95	108,49
Zone euro	nd	nd	104,15	103,92
UE25	nd	nd	104,36	113,25
Etats- Unis	6	3	93,39	92,15
Chine	54	93	90,79	nd
Japon	7	11	81,66	70,98

Sources : Fondation Robert Schuman, Eurostat, Banque Mondiale, World Economic Forum

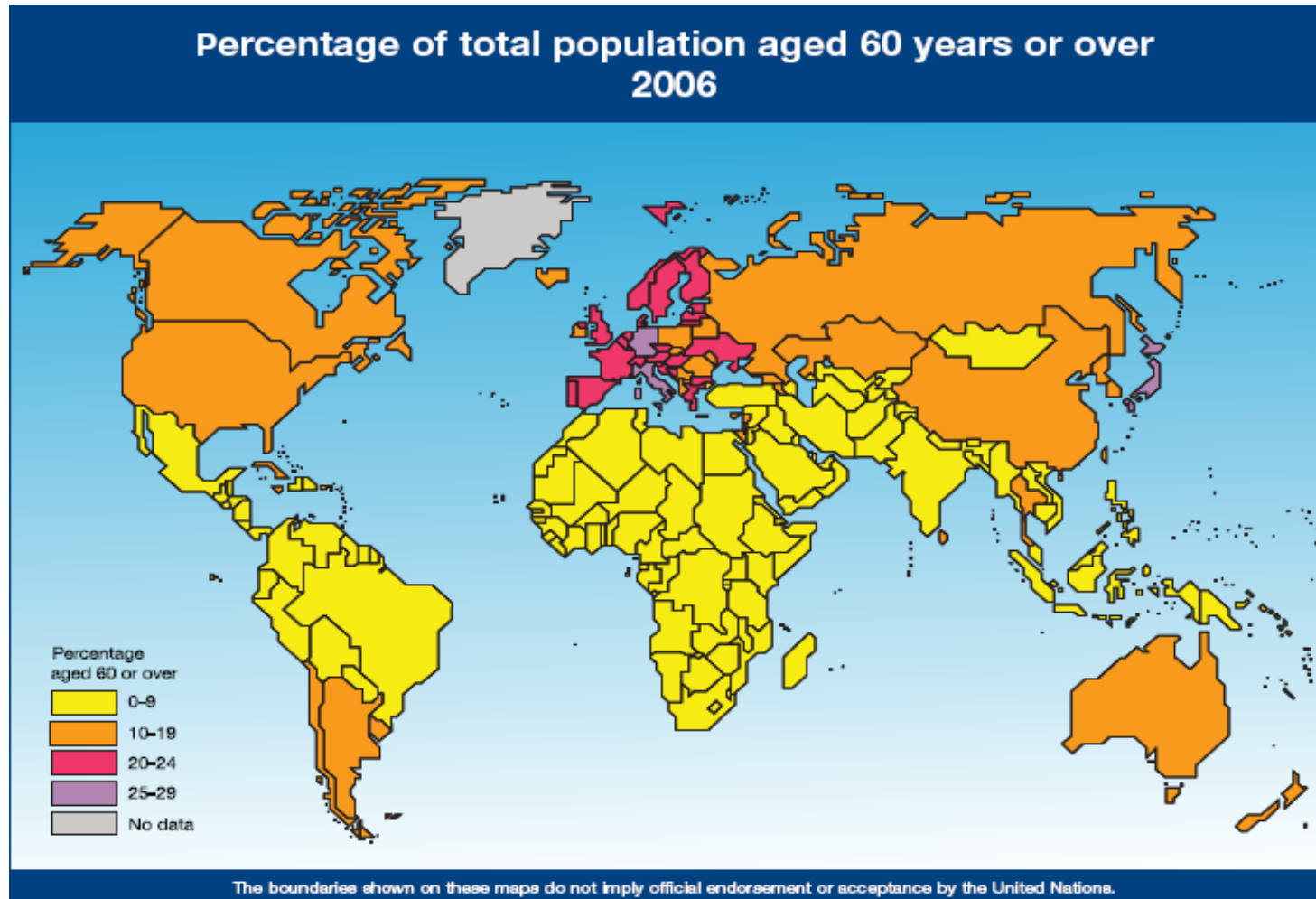
La démographie de l'UE

Avec 1,5 enfants par femme, l'Union européenne est la zone de plus basse fécondité au monde.



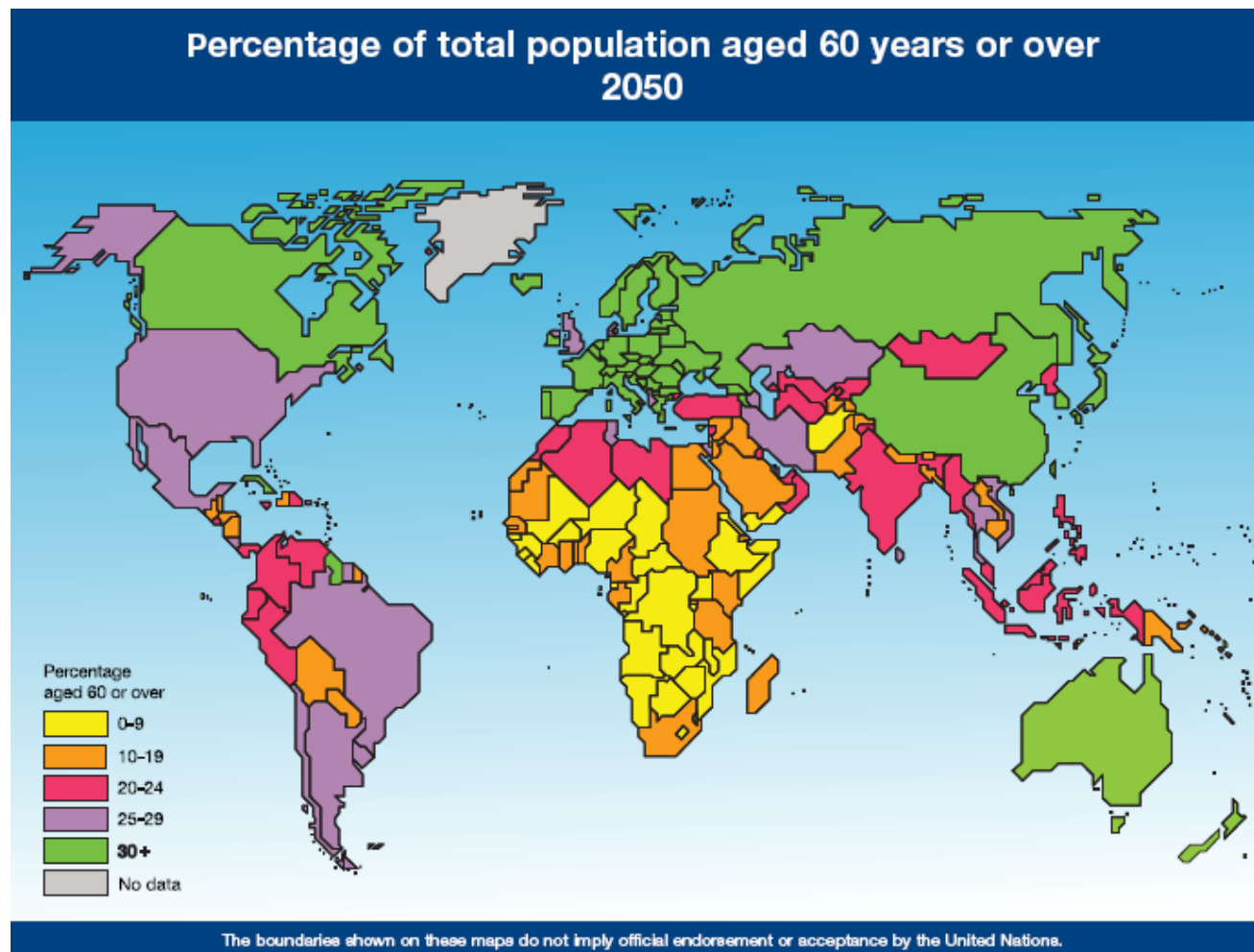
Sources : Ined et World Population Data Sheet 2007

Par rapport au reste du monde, l'Europe est vieillissante...



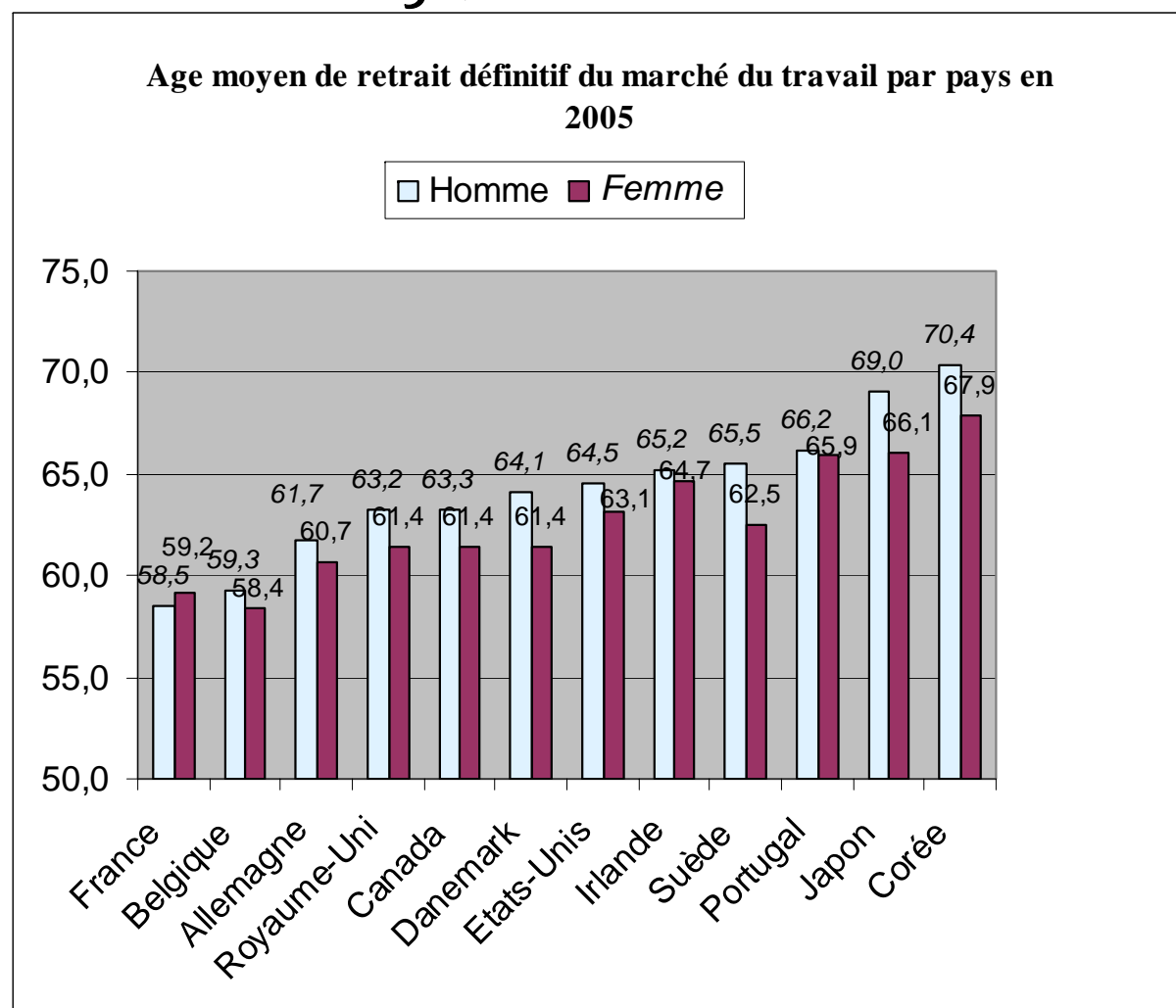
Source : ONU

... mais le vieillissement de la population est une tendance qui devrait se généraliser au niveau mondial au cours du XXIe siècle

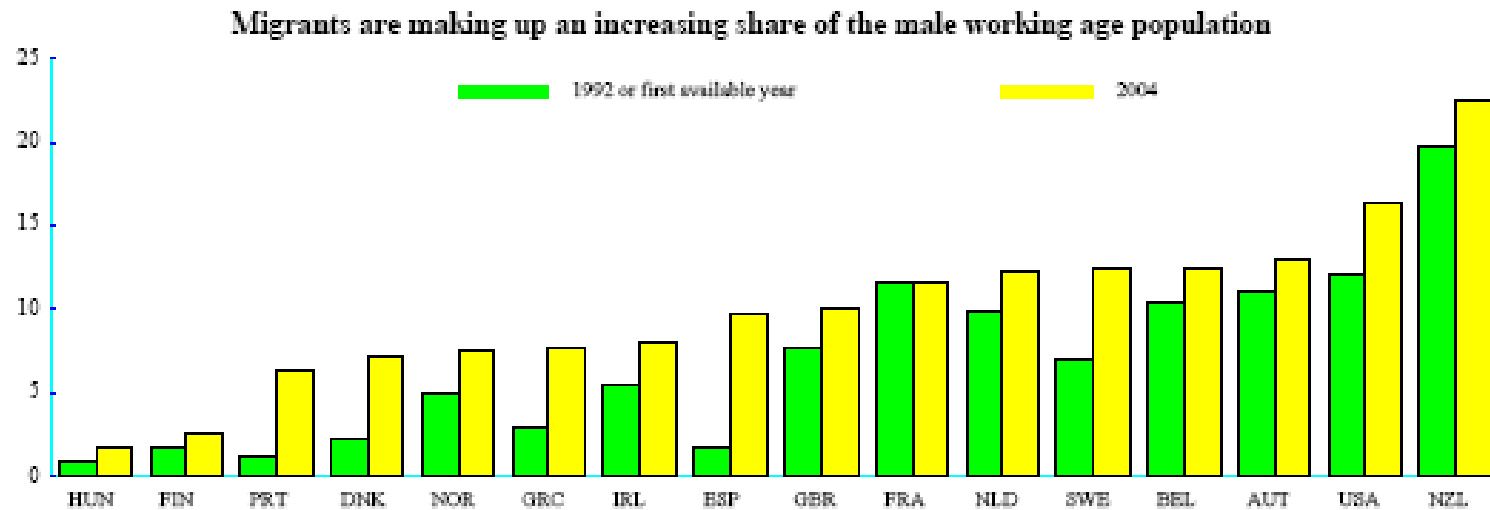


Source : ONU

L'UE se caractérise par une relative précocité de l'âge moyen du départ en retraite (60,9 ans en moyenne en 2005, hommes et femmes confondus), que le Conseil européen a demandé de faire progresser de 5 ans d'ici 2010

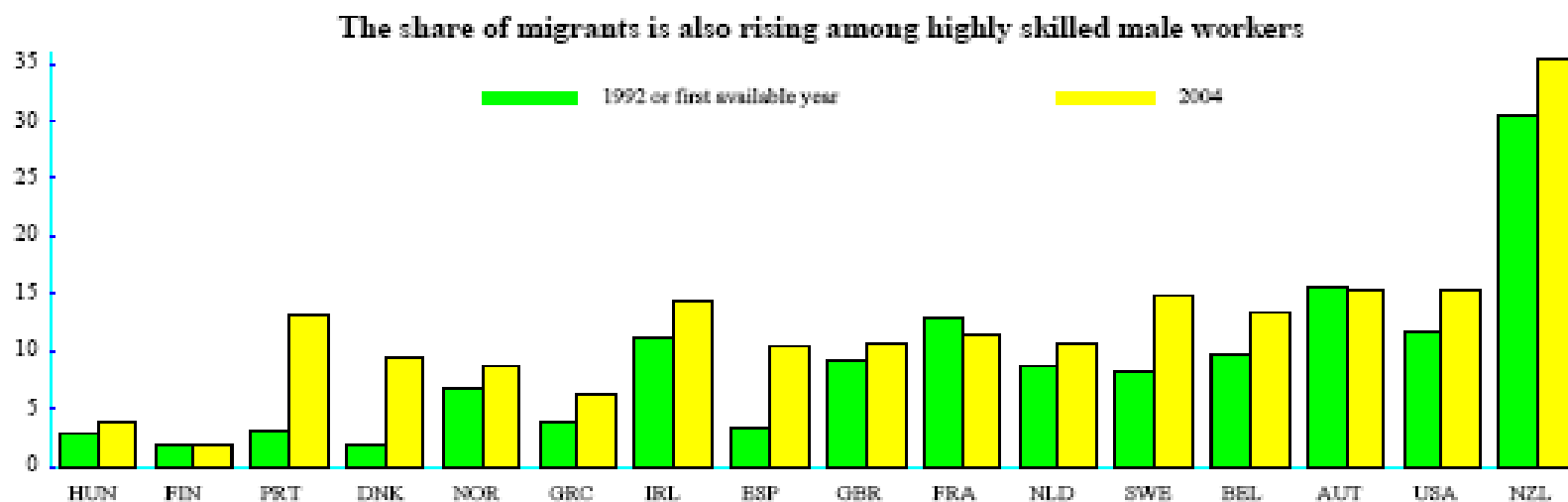


Dans la plupart des pays européens, les immigrants représentent une part croissante de la population en âge de travailler sur la période 1992-2004



Source : OCDE

La part des immigrés dans l'emploi qualifié augmente globalement dans les pays de l'UE, en particulier au Portugal, en Espagne et au Danemark

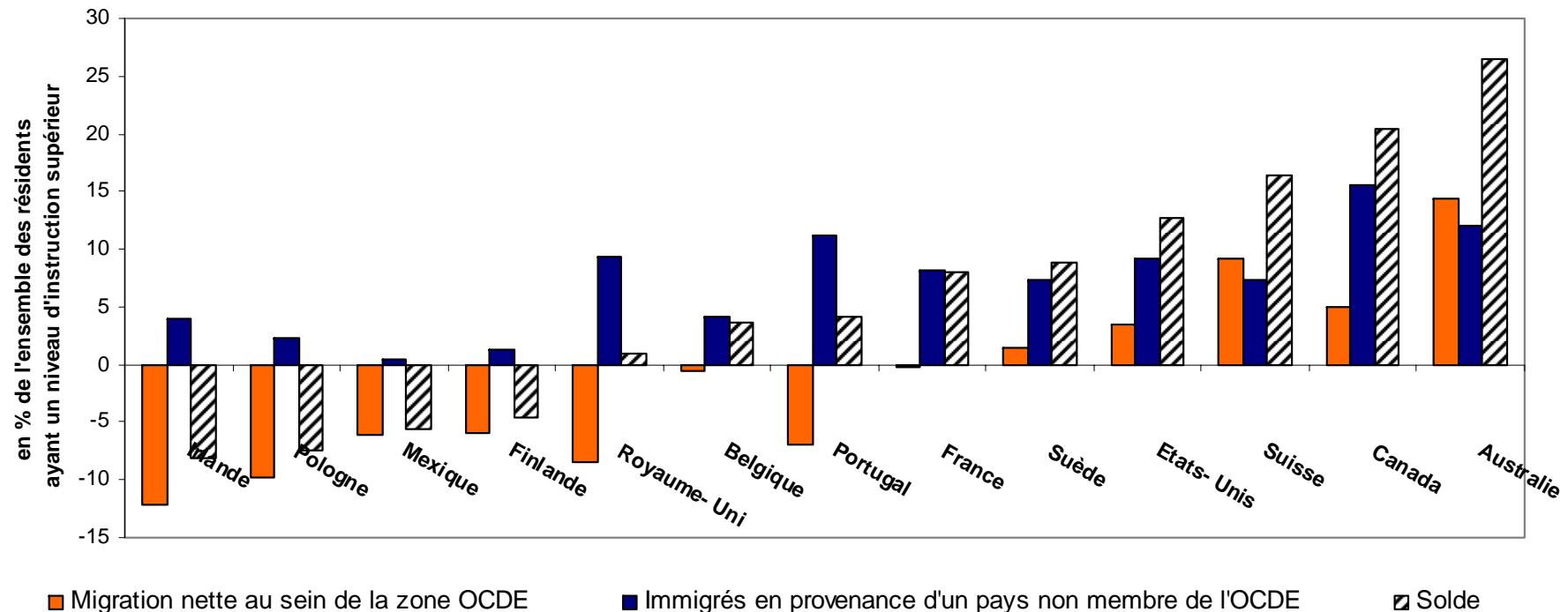


Note : The figures relate to men only for reasons of data availability. Workers are counted as migrants when they are foreign-born. Working age population is defined as people aged 16-64. The first year is 1992 except for Australia 1993, Finland 1996, France 1993, Hungary 1997, Netherlands 1996, Norway 1996, Sweden 1993, New Zealand 1997, United States 1994.

Source : OCDE

Parmi les pays de l'UE, les grands gagnants en matière de solde migratoire de personnes hautement qualifiées sont la Suède et la France, les grands perdants étant l'Irlande et la Pologne

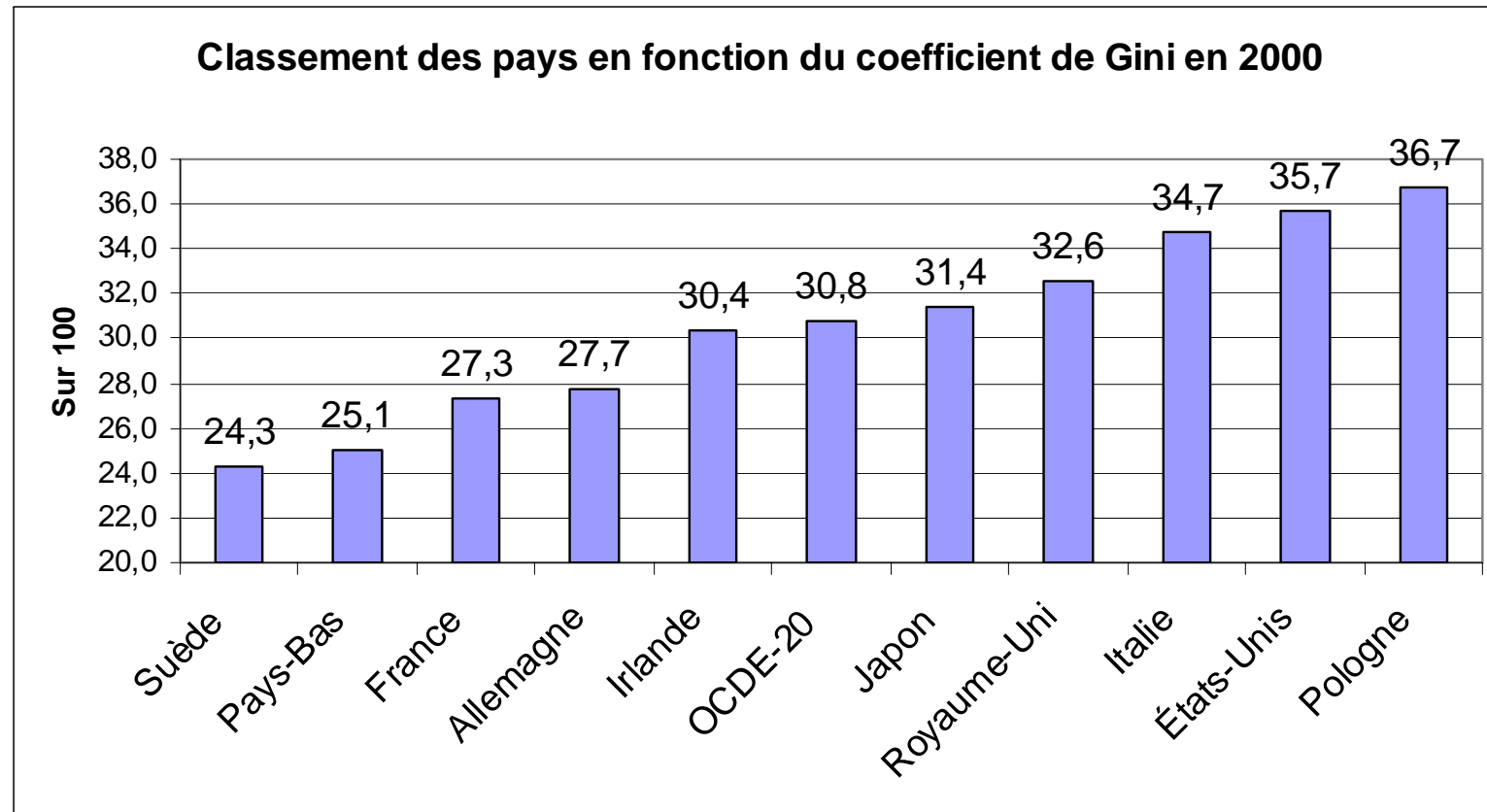
Personnes nées à l'étranger ayant un niveau d'instruction supérieur dans les pays de l'OCDE, 2000



Source : OCDE, Perspectives de Migrations Internationales

La cohésion sociale de l'UE dans la mondialisation

Les pays européens sont en général moins inégalitaires que leurs autres concurrents dans la mondialisation

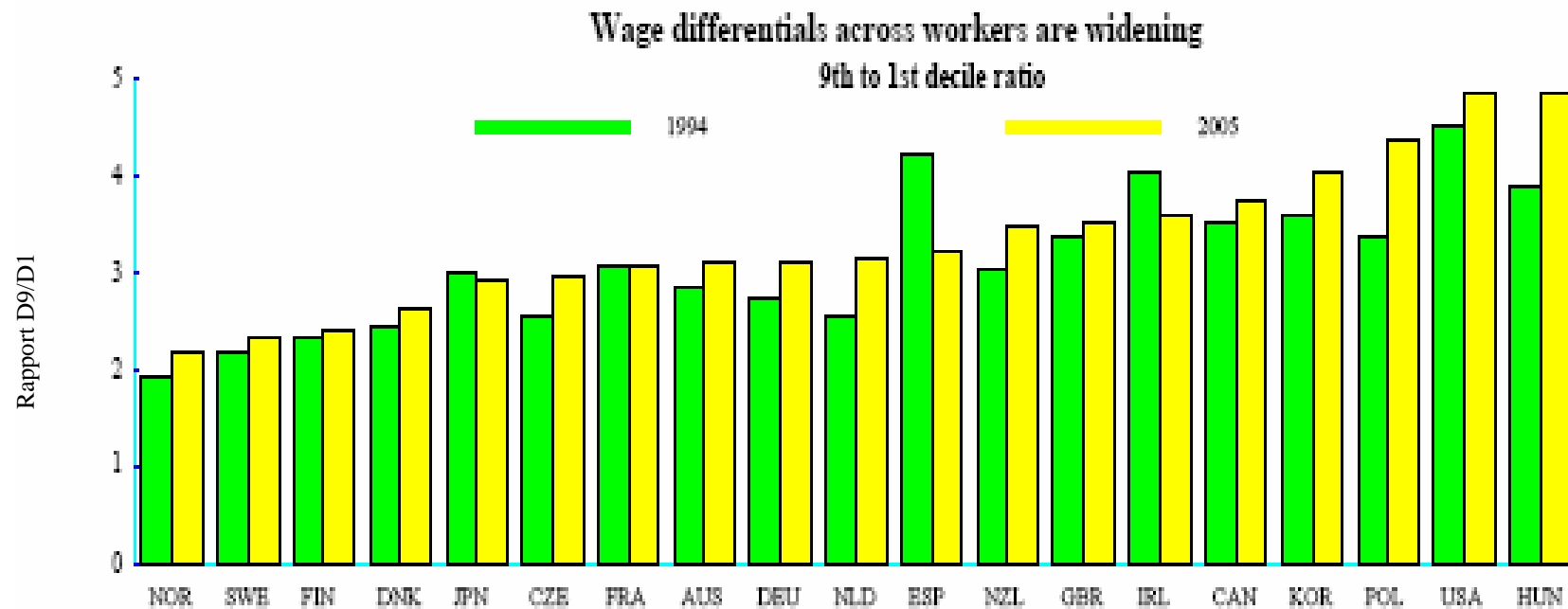


L'indice de Gini indique dans quelle mesure la répartition du revenu entre les individus ou les ménages d'un pays s'écarte de l'égalité parfaite. Le chiffre 0 représente cette égalité parfaite et le chiffre 100 une situation d'inégalité absolue

Source : OCDE

Les inégalités salariales tendent à progresser dans l'ensemble des pays de l'OCDE, y compris au sein de l'UE, sur la période allant de 1994 à 2005.

Evolution entre 1994 et 2005 des écarts de salaire
(rapport interdécile D9/D1)

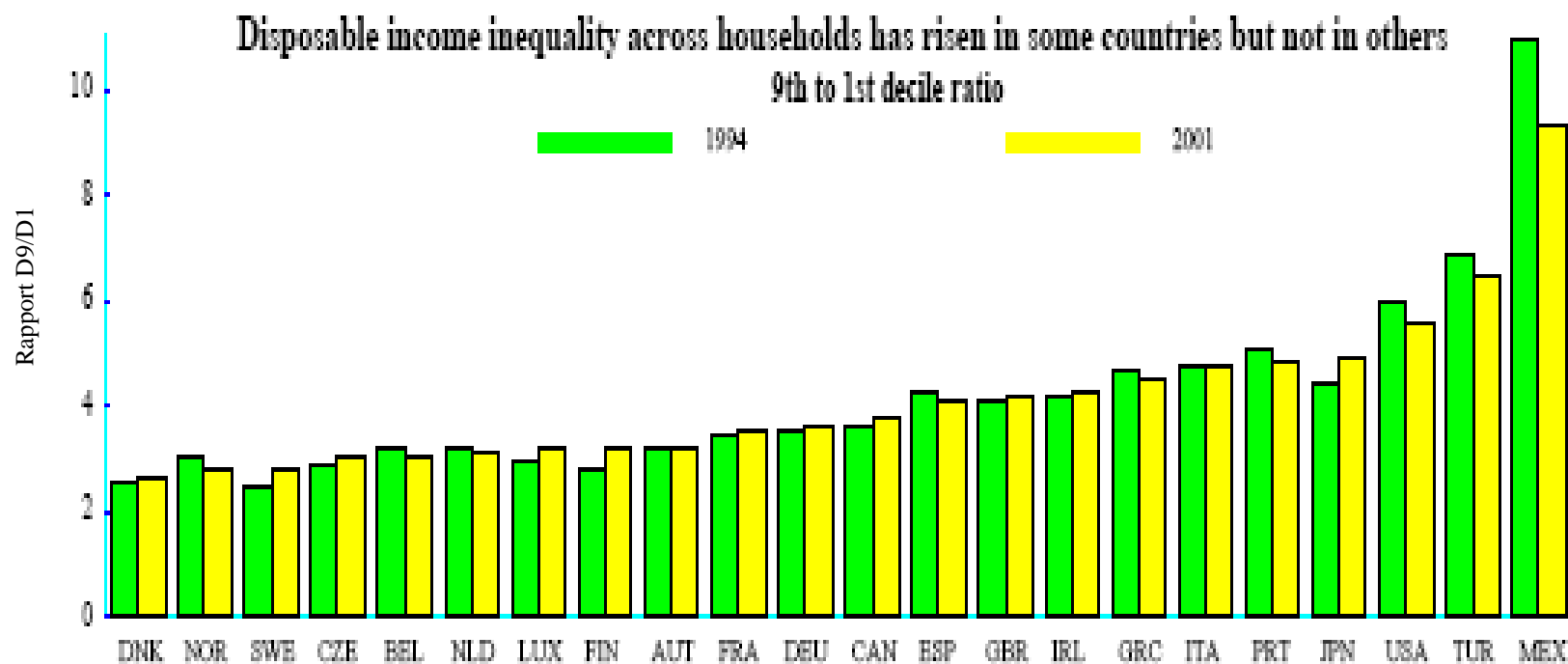


Source : OCDE

Dans les pays de l'UE, les inégalités de revenus des ménages évoluent de manière contrastée. Les pays du nord de l'Europe demeurent globalement les plus égalitaires.

Ecart des revenus des ménages par pays

(rapport D9/D1)

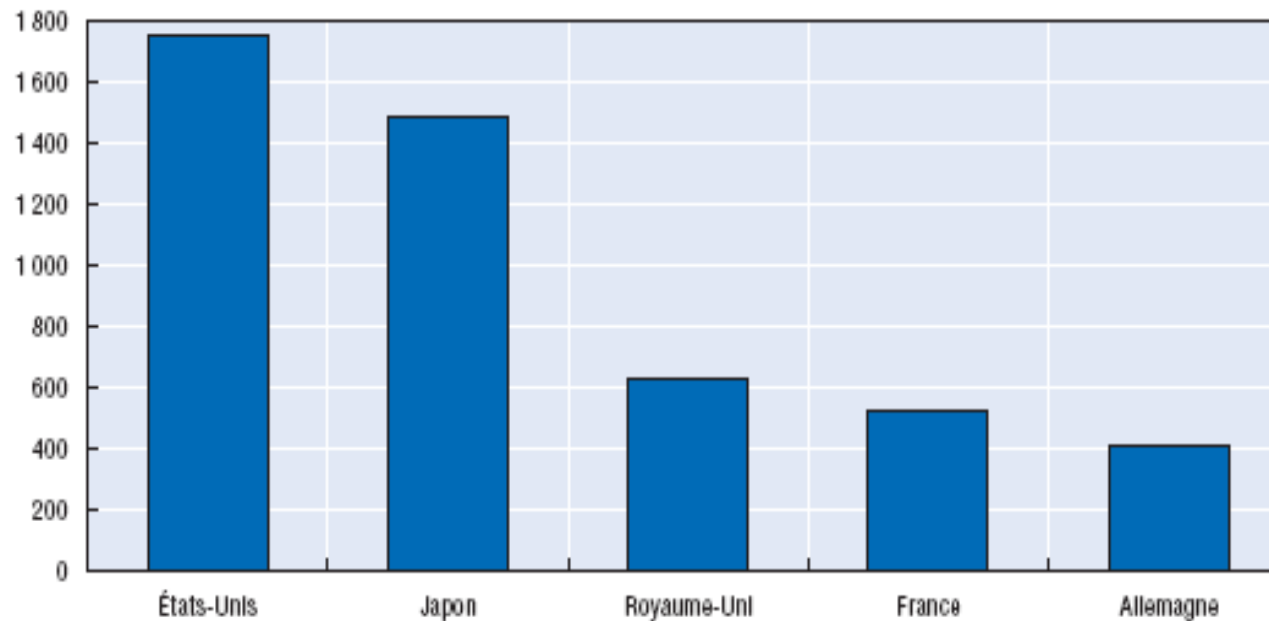


Source : OCDE

L'importation de produits délocalisés génère des gains de pouvoir d'achat importants mais variables selon les pays de l'UE et de l'OCDE

Gains potentiels des revenus par habitant dus aux importations des biens délocalisés

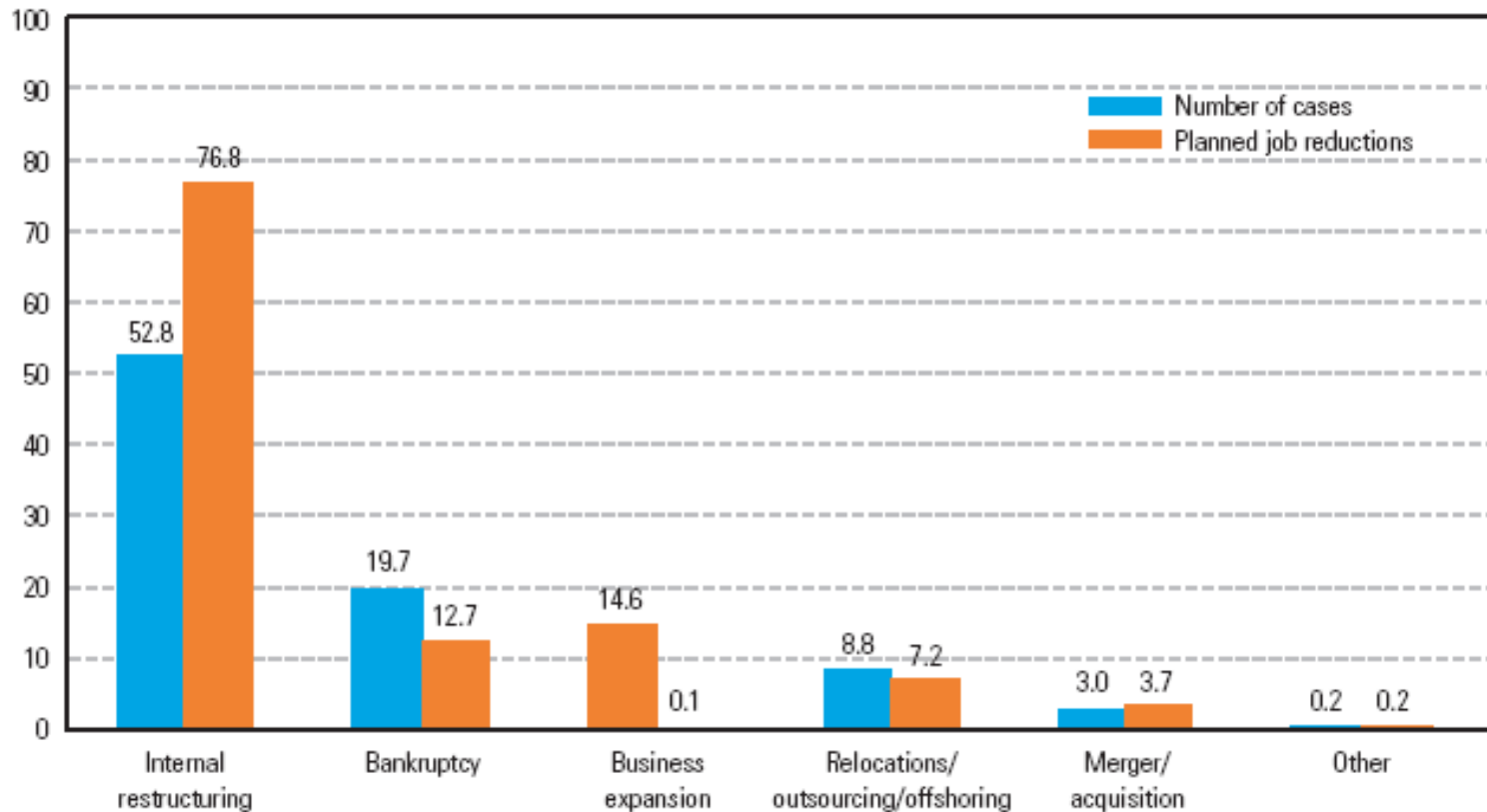
USD, moyenne 2003-2005



Source : CEPII.

Les gains mentionnés ci-dessus sont « potentiels » au sens où ils sont calculés par rapport à une situation dans laquelle les produits concernés seraient fabriqués dans les pays de l'UE ou de l'OCDE à des prix supérieurs, auquel cas la demande adressée à ces biens serait sans doute moindre

Les délocalisations d'activités* vers l'extérieur représentent une part très limitée des pertes d'emploi constatées au sein de l'UE

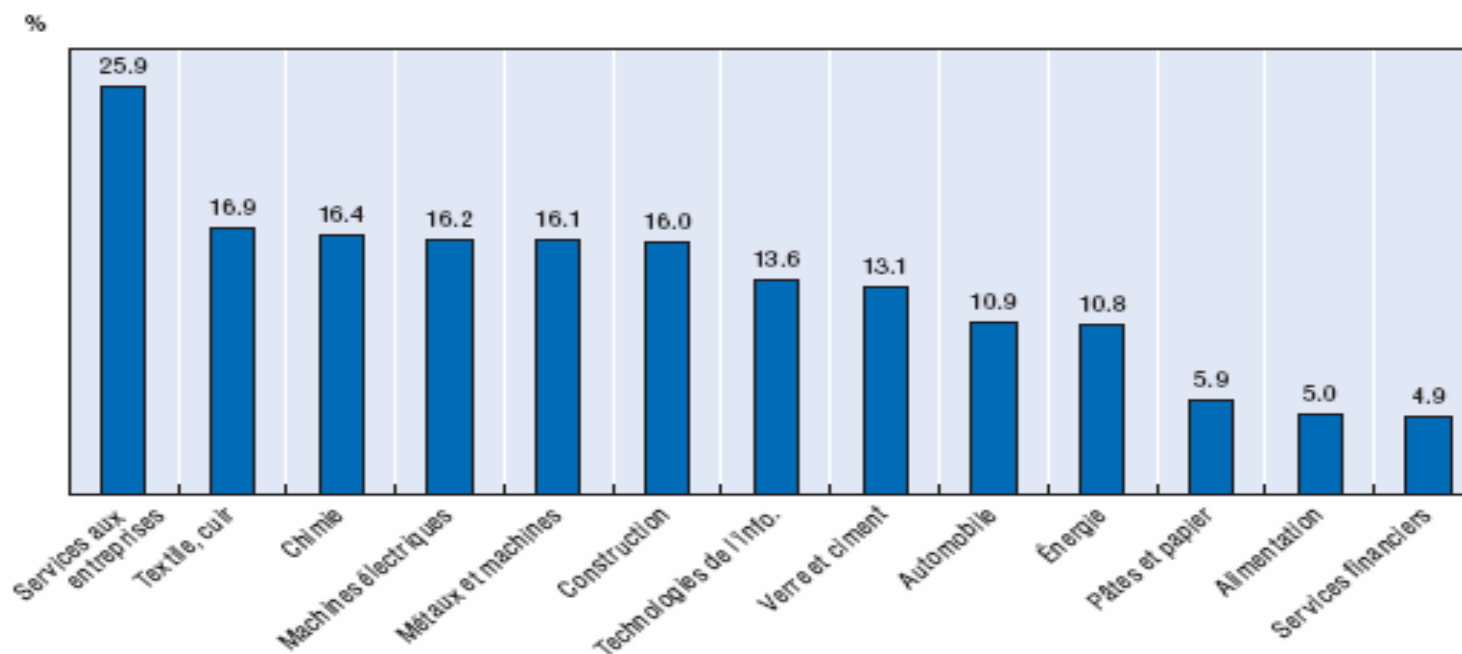


Source: European Monitoring Centre on Restructuring (2005).

*Pertes d'emplois annoncées par type d'opérations entre le 1er janvier 2002 et le 15 juillet 2004. Ces chiffres ne concernent pas les délocalisations à l'intérieur de l'UE.

L'impact des délocalisation sur les pertes d'emploi dans l'UE est non négligeable dans quelques secteurs économiques

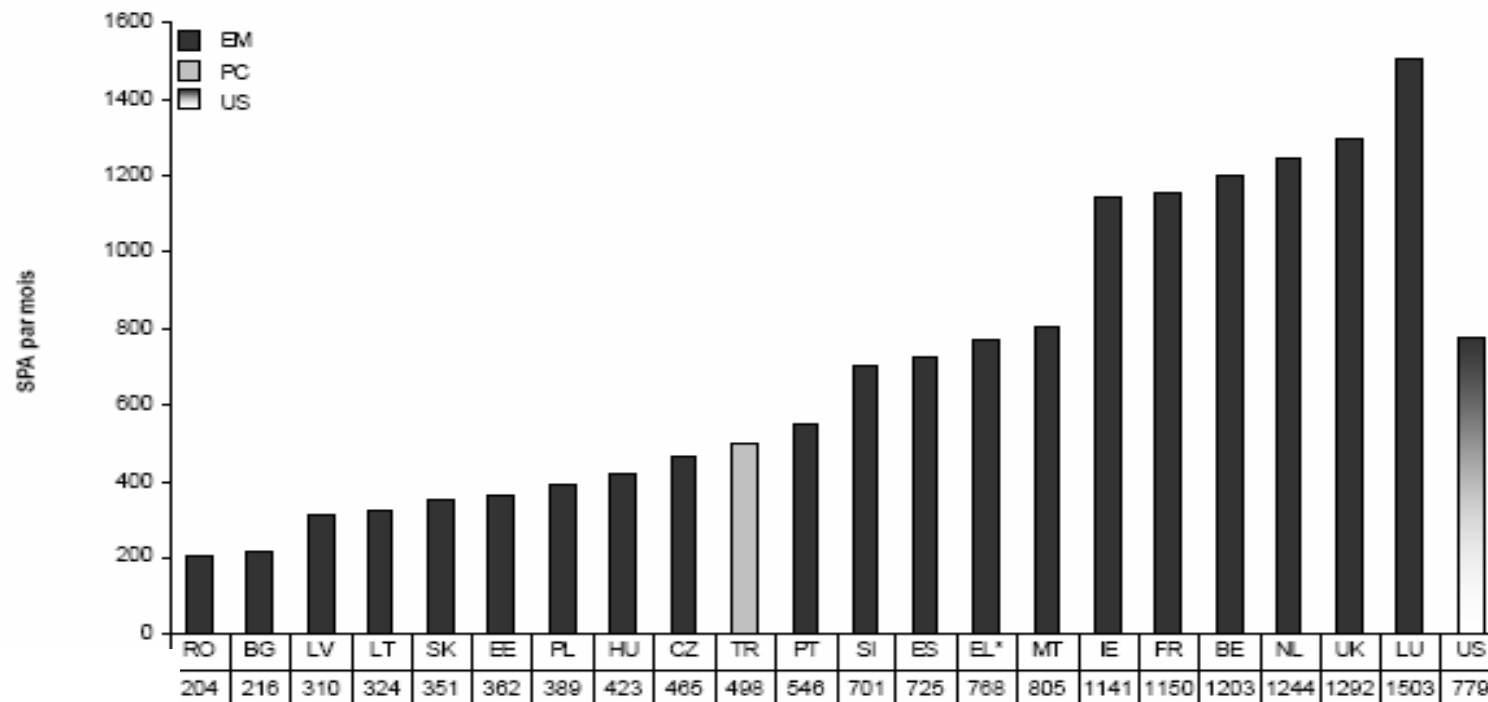
Pertes d'emploi dues aux délocalisations par secteurs dans l'UE en 2005



Source : OCDE (ERM 2005)

Calculés en parité de pouvoir d'achat, les salaires minima varient de 1 à 7 dans l'UE-27

Salaires minima dans certains pays de l'UE et aux USA



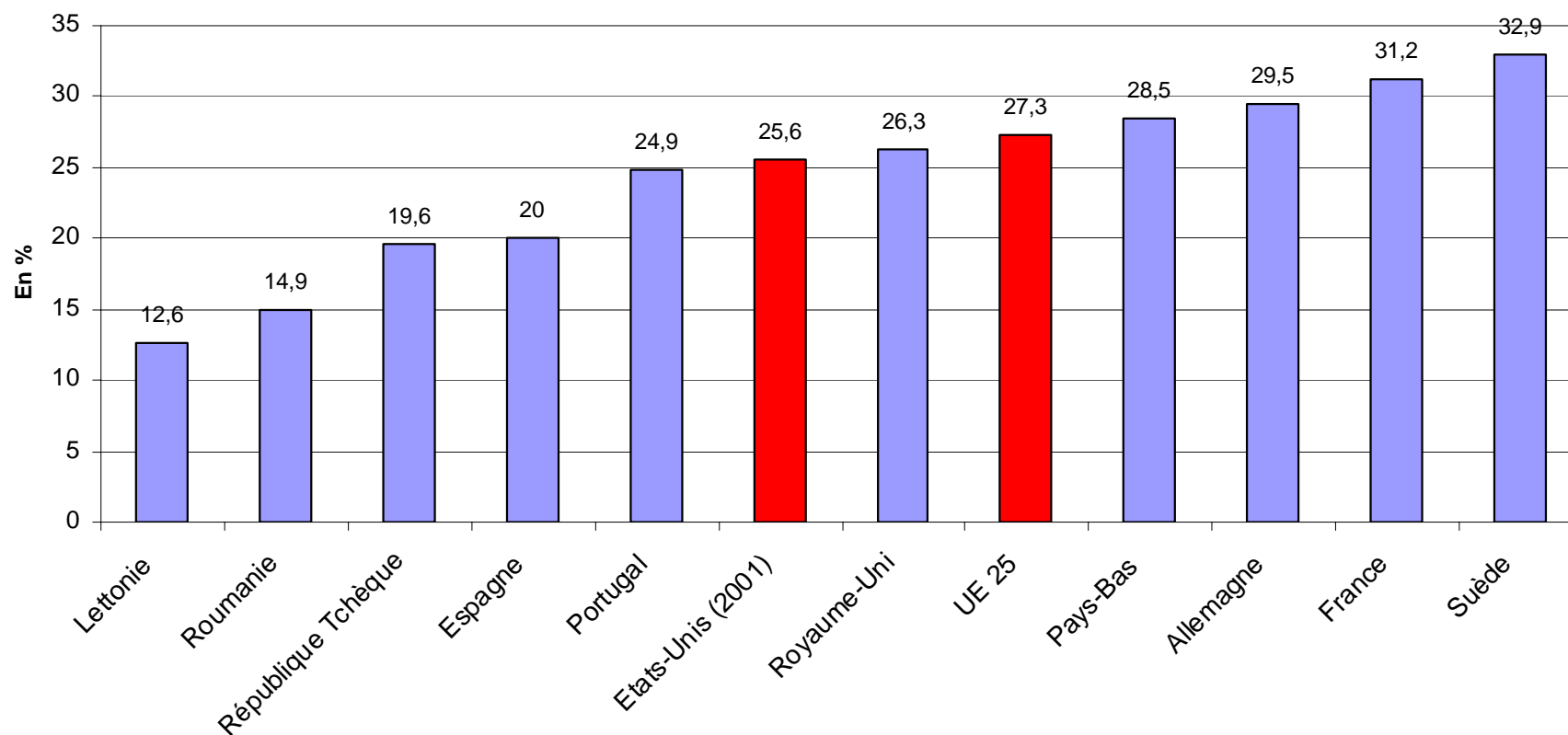
Graphique 2: Salaires minima dans certains États Membres de l'UE, dans un pays candidat et aux États-Unis (US), janvier 2007, en SPA

* : données de juillet 2006

Source : Eurostat, base de données sur les salaires minima.

En % du PIB, le niveau de dépenses sociales dans l'UE-25 recouvre d'importantes disparités

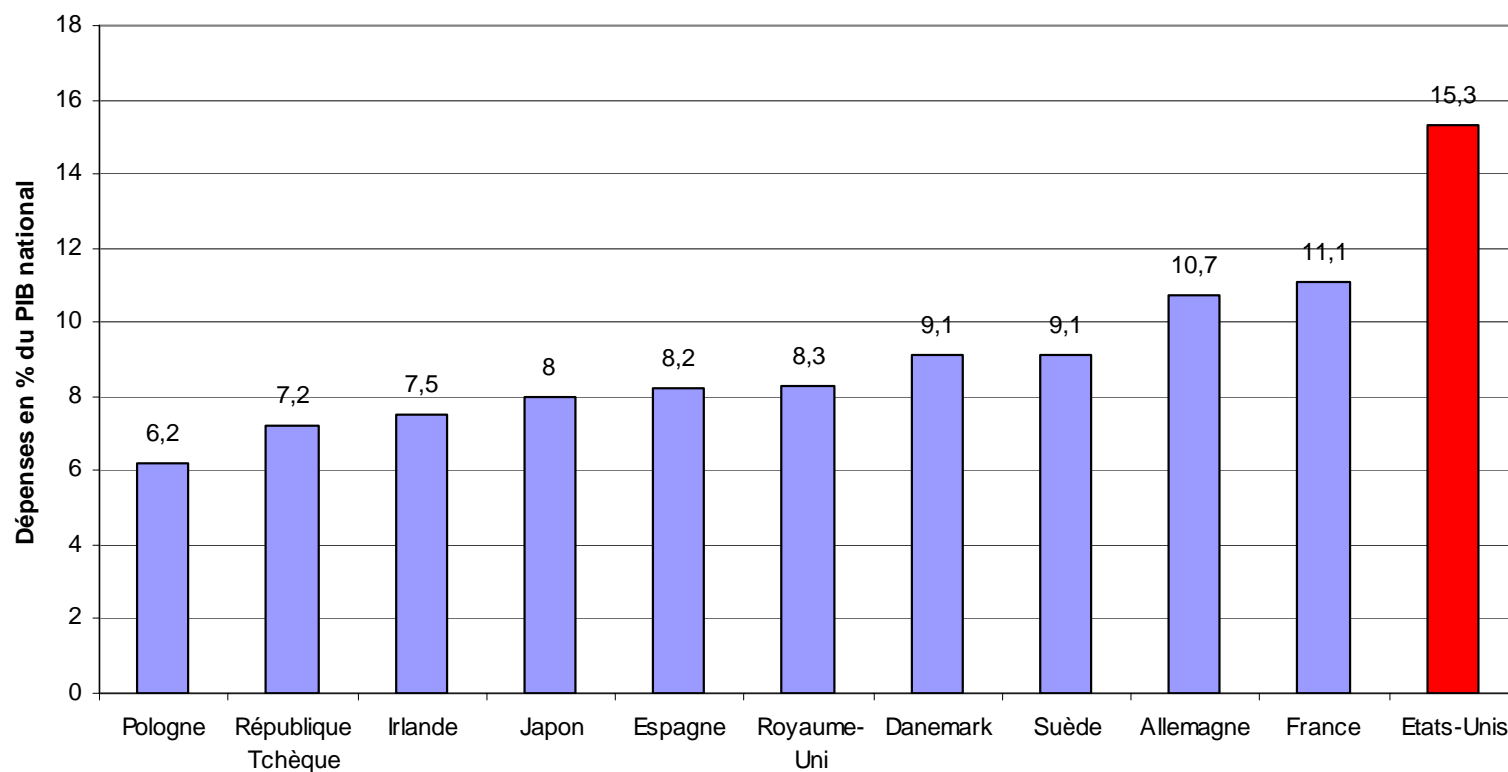
Dépenses de protection sociale (en % du Pib) 2004



Sources : Eurostat-SESPros et OCDE

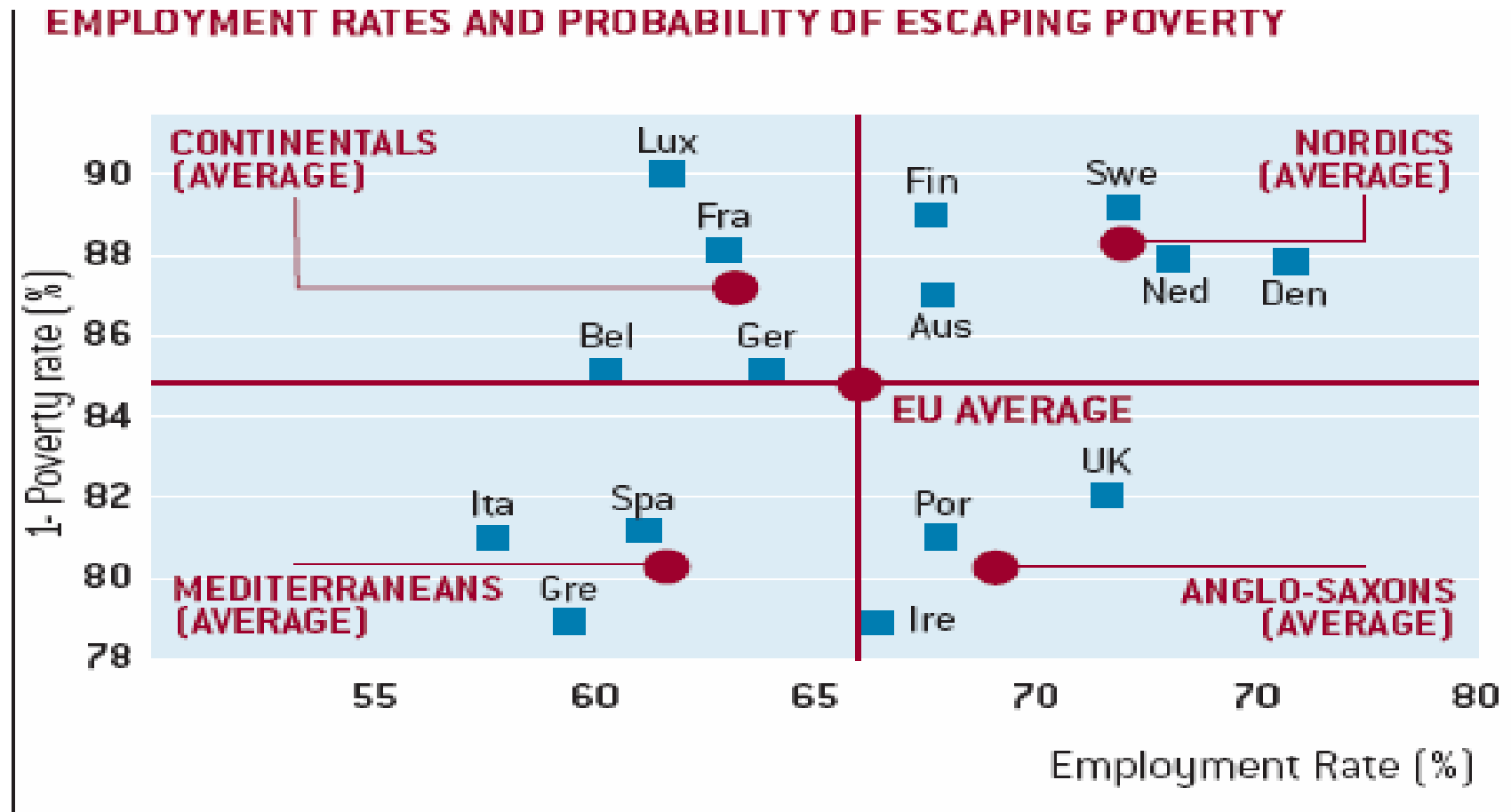
Les Etats- Unis consacrent un pourcentage beaucoup plus élevé du PIB national aux dépenses de santé.

Dépenses de santé par pays en 2005



Source : OCDE

Dans l'UE-15, les modèles de protection sociale ont des performances très distinctes, en matière de taux d'emploi et de risque pauvreté notamment

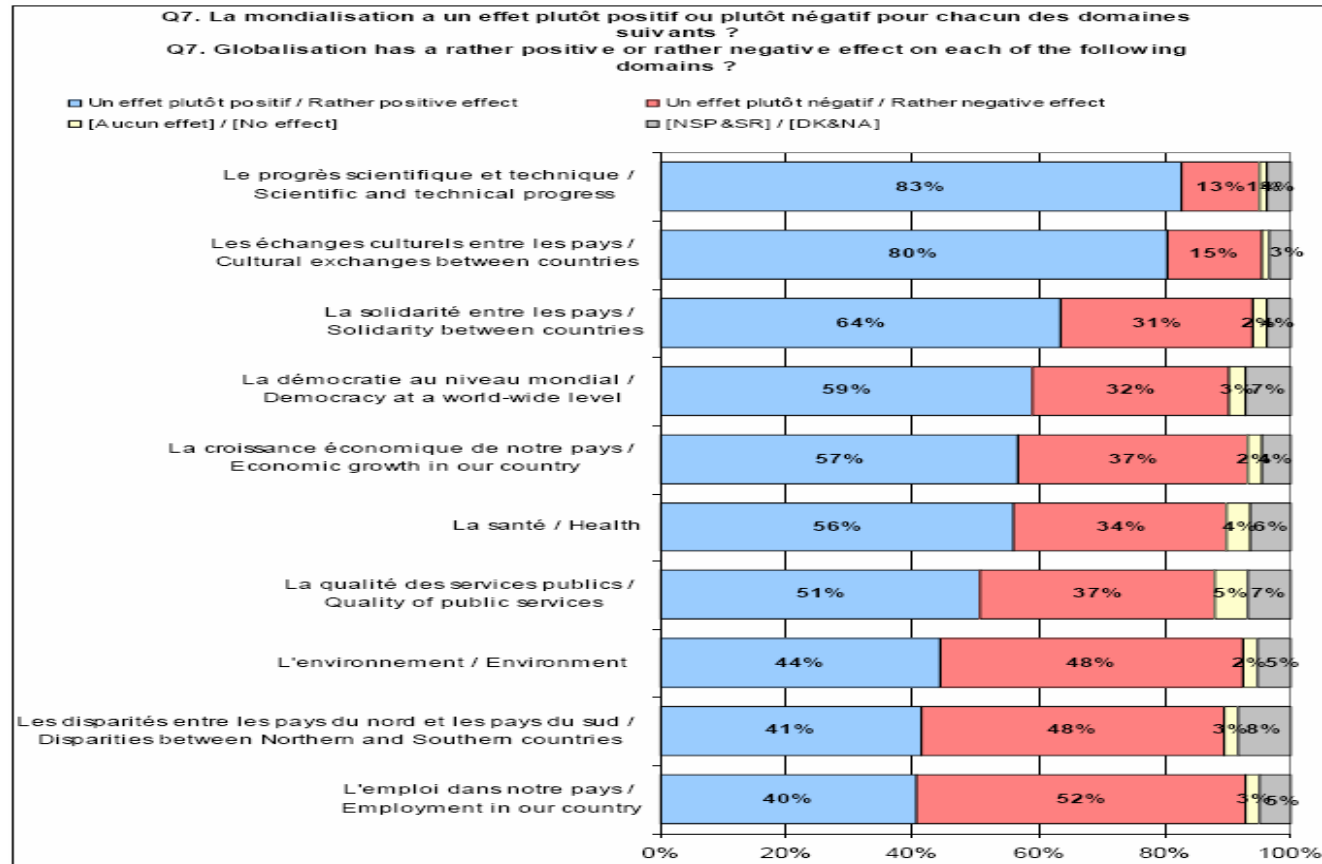


Source : A. Sapir (2005), Bruegel Policy Brief

Années 2004

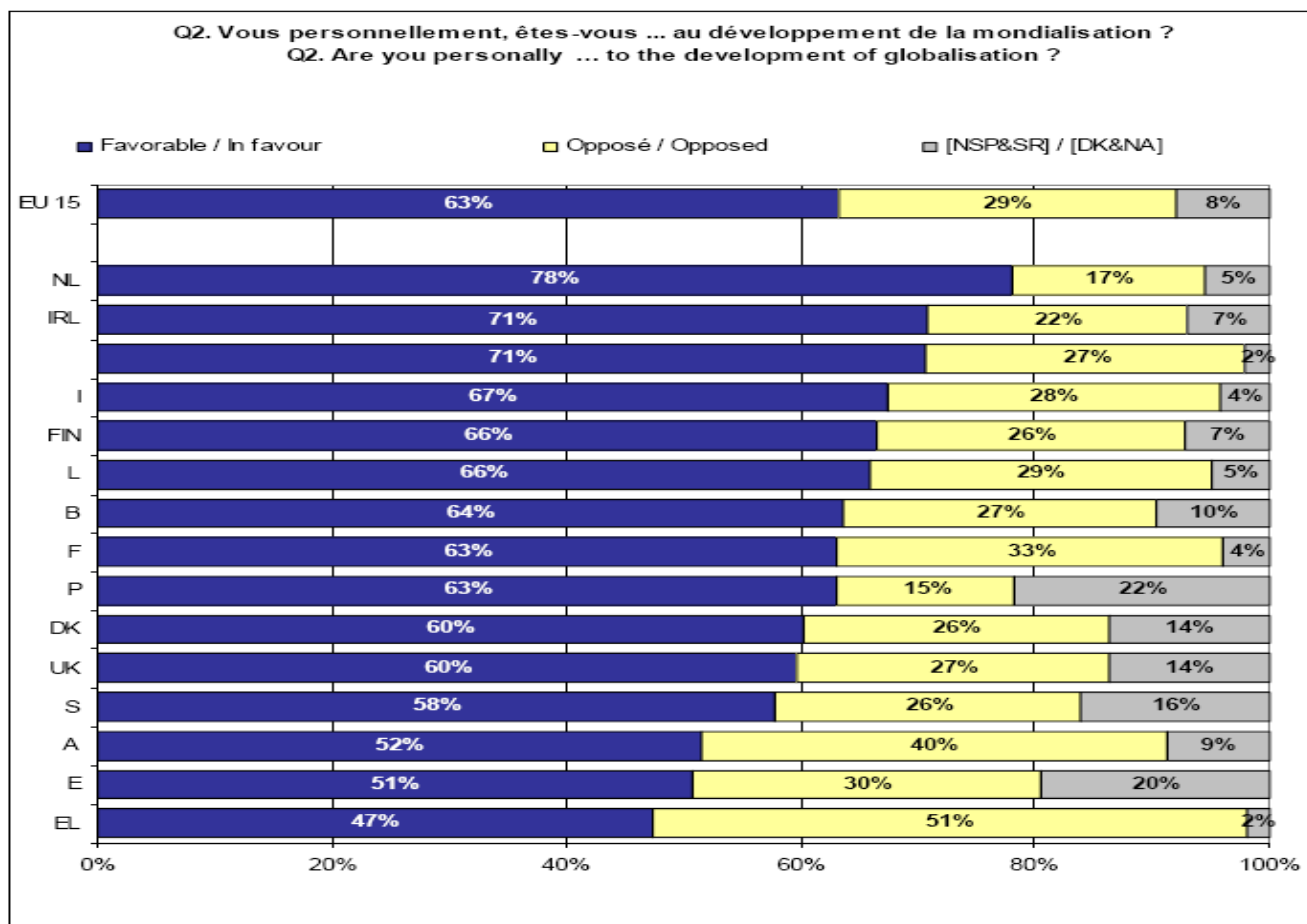
Les perceptions de la mondialisation par les Européens

La majorité des Européens estime que la mondialisation a un effet plutôt positif dans la plupart des domaines, mais plutôt négatif en matière d'emploi et d'inégalités



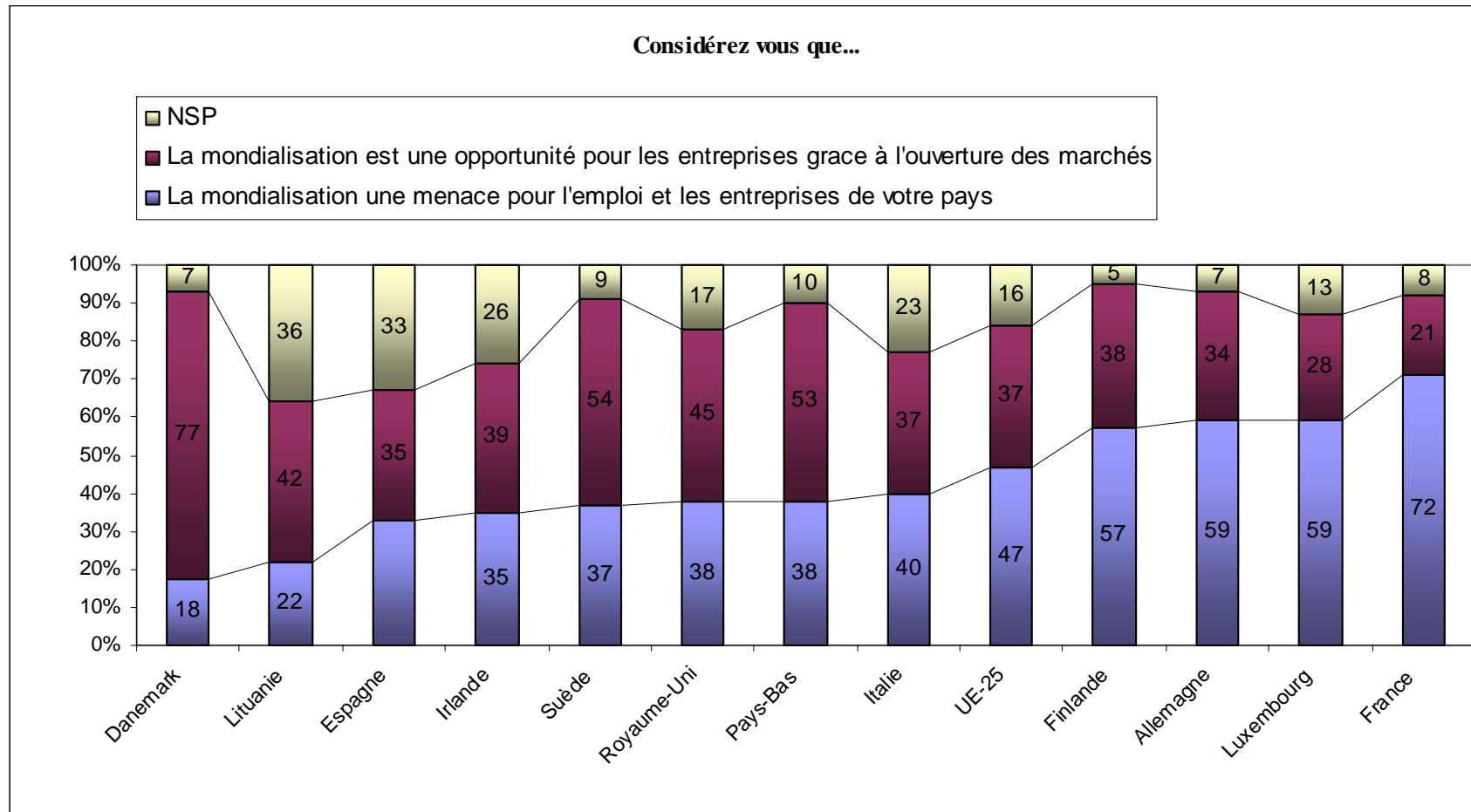
Source : Commission européenne (Flash Eurobaromètre 151b – Novembre 2003)

Une large majorité des Européens (UE15) est favorable au développement de la mondialisation



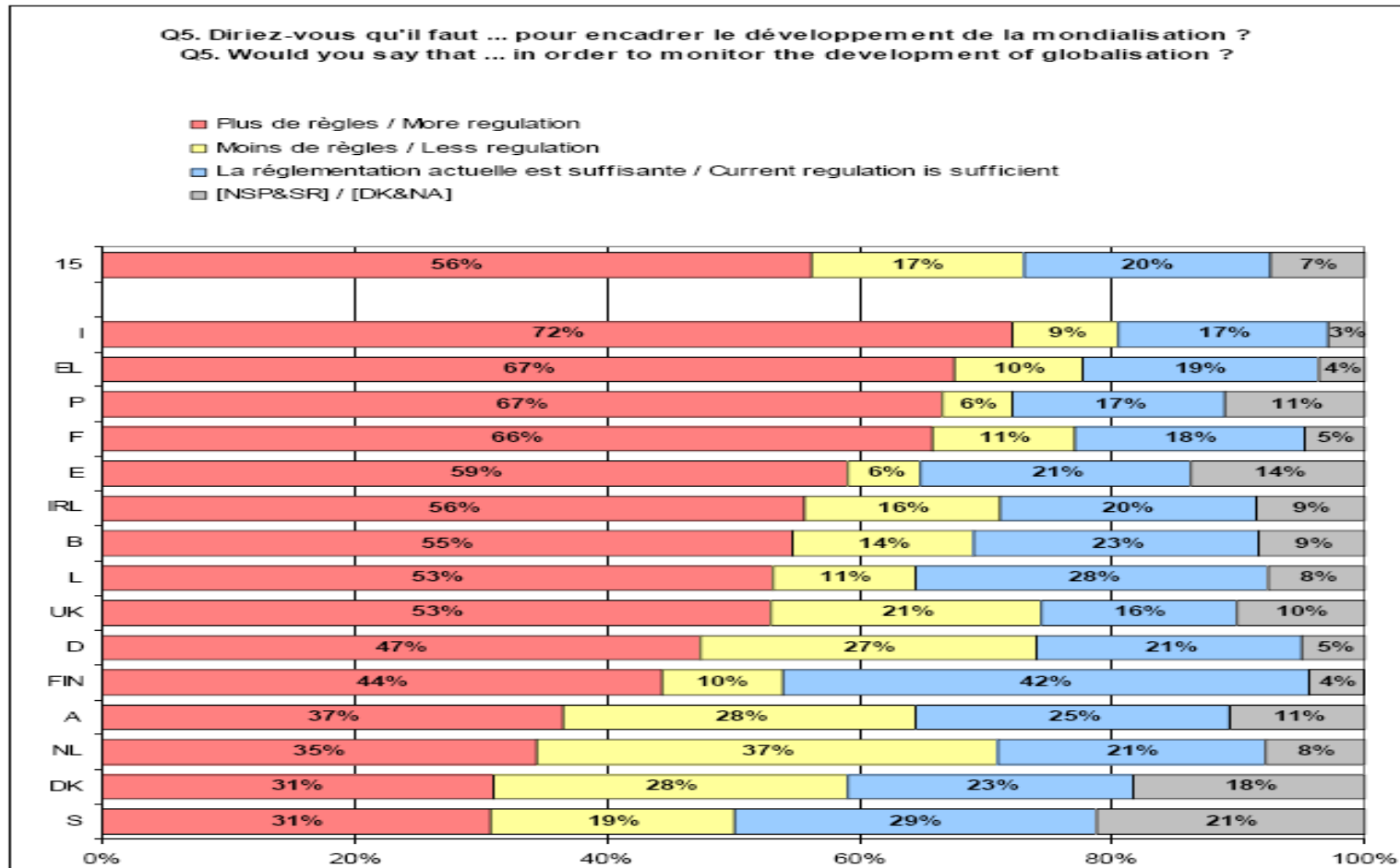
Source : Commission européenne (Flash Eurobaromètre 151b – Novembre 2003)

Les Européens ont une perception très contrastée de l'impact de la mondialisation pour les entreprises et pour l'emploi, qu'ils considèrent en moyenne comme une menace (47%)



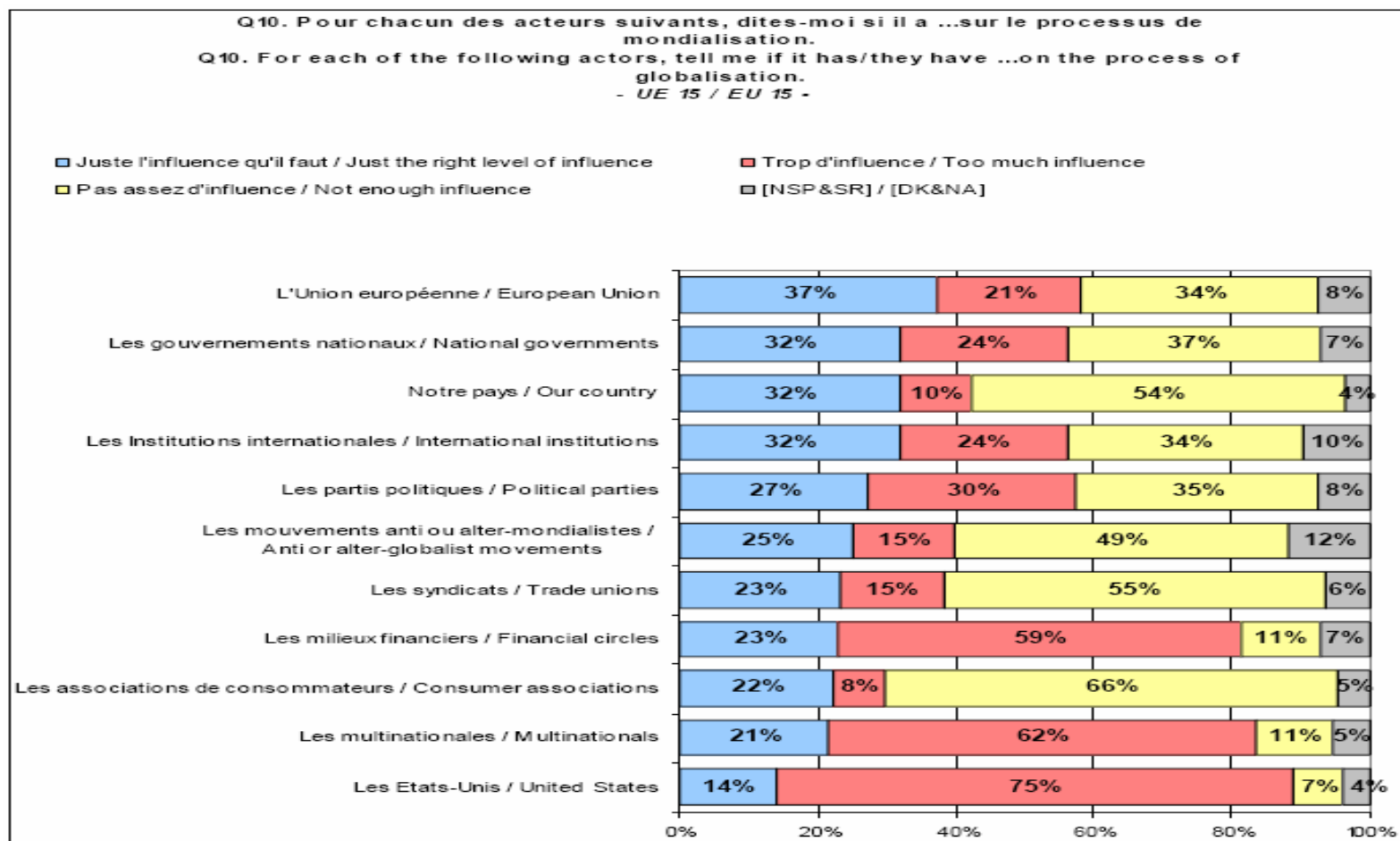
Source : Commission européenne Eurobaromètre 2006

A l'exception des Néerlandais, tous les Européens (UE15) estiment majoritairement que davantage de règles sont nécessaires pour encadrer le développement de la mondialisation



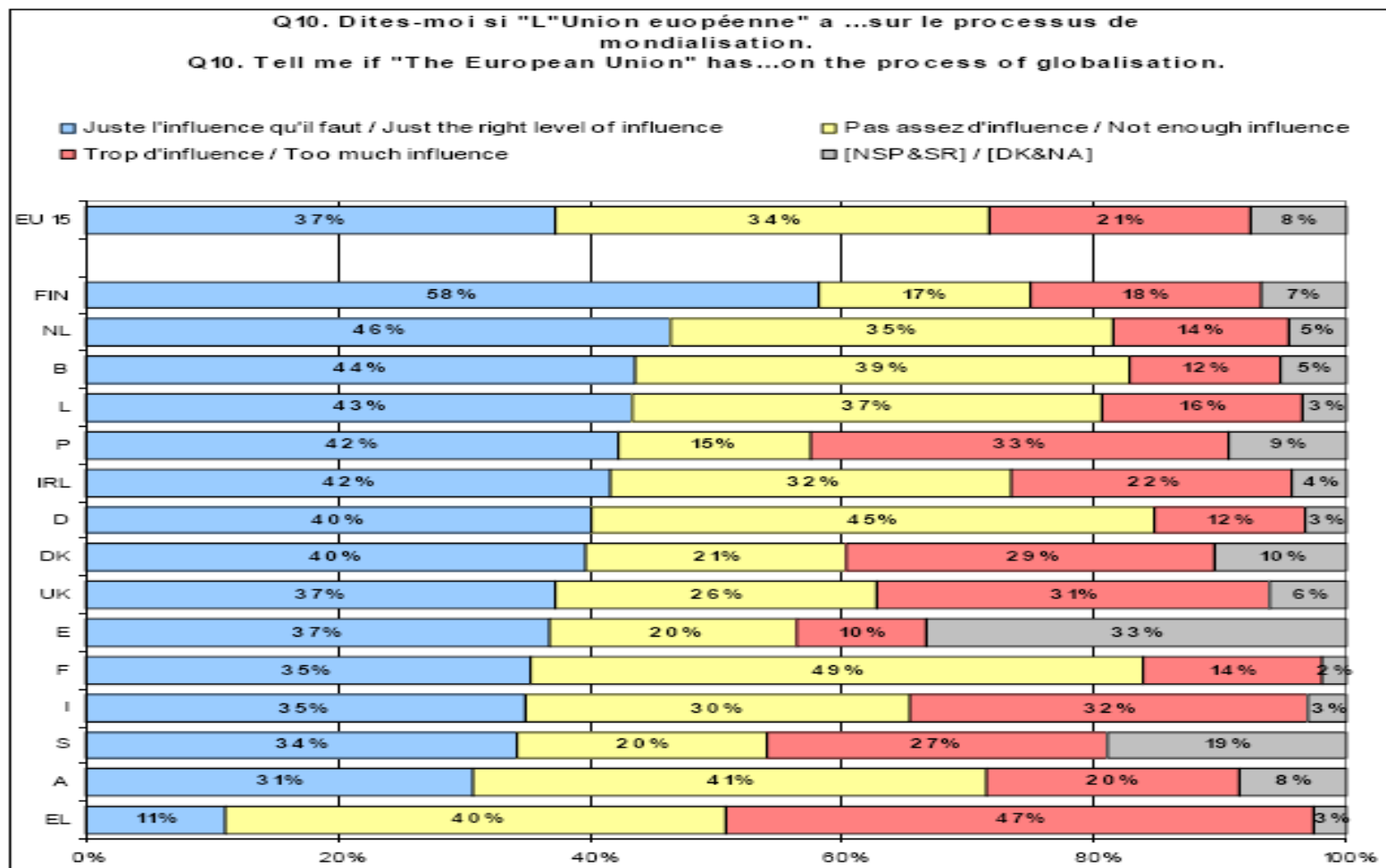
Source : Commission européenne (Flash Eurobaromètre 151b – Novembre 2003)

La majorité des Européens estime que l'influence des institutions nationales et internationales sur le processus de mondialisation doit être accrue, de même que celle des associations et syndicats



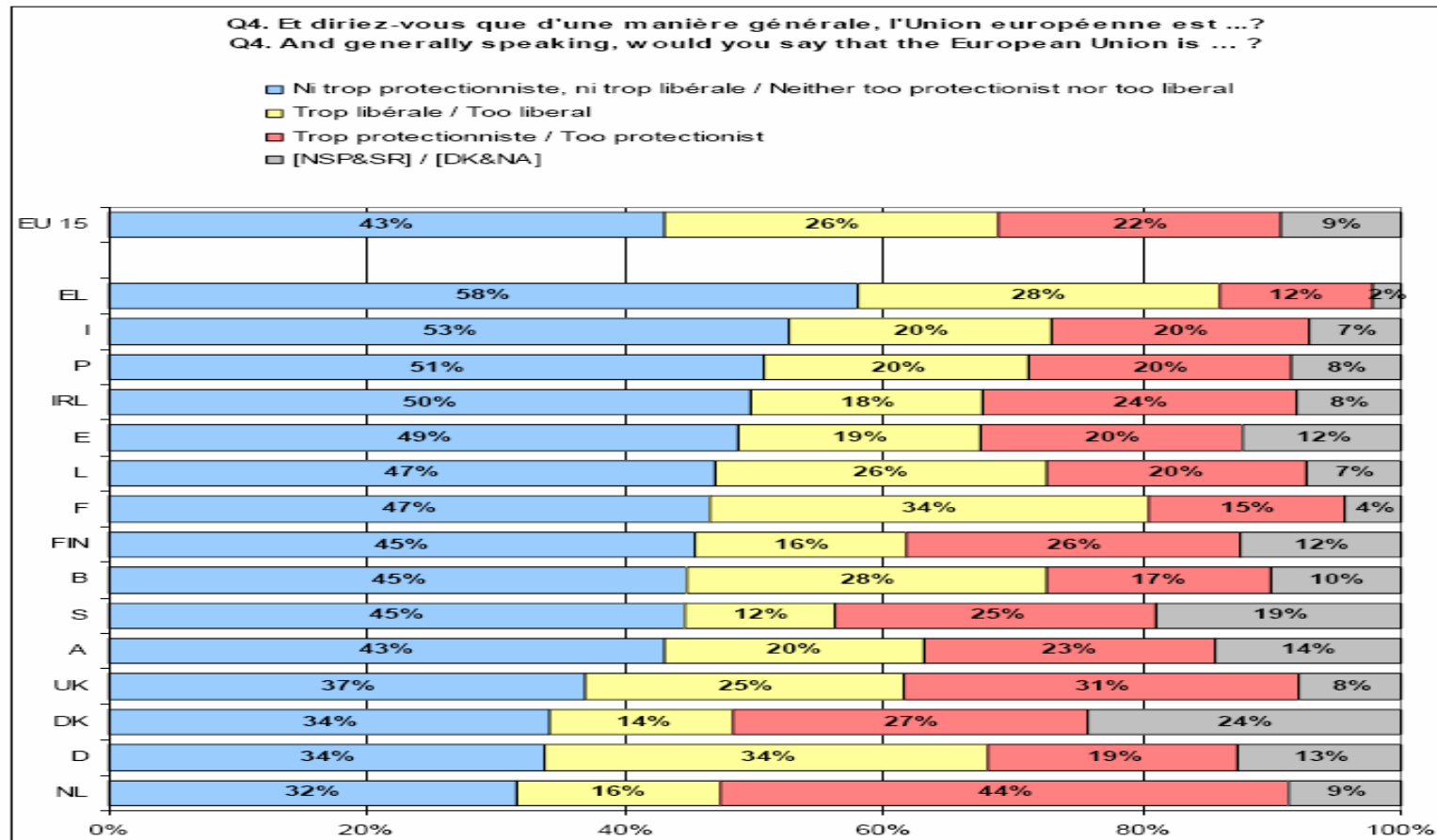
Source : Commission européenne (Flash Eurobaromètre 151b – Novembre 2003)

Les Européens sont très divisés quant au niveau d'influence exercée par l'UE sur le processus de mondialisation, certains d'entre eux (dont les Français) souhaitant majoritairement qu'elle soit renforcée



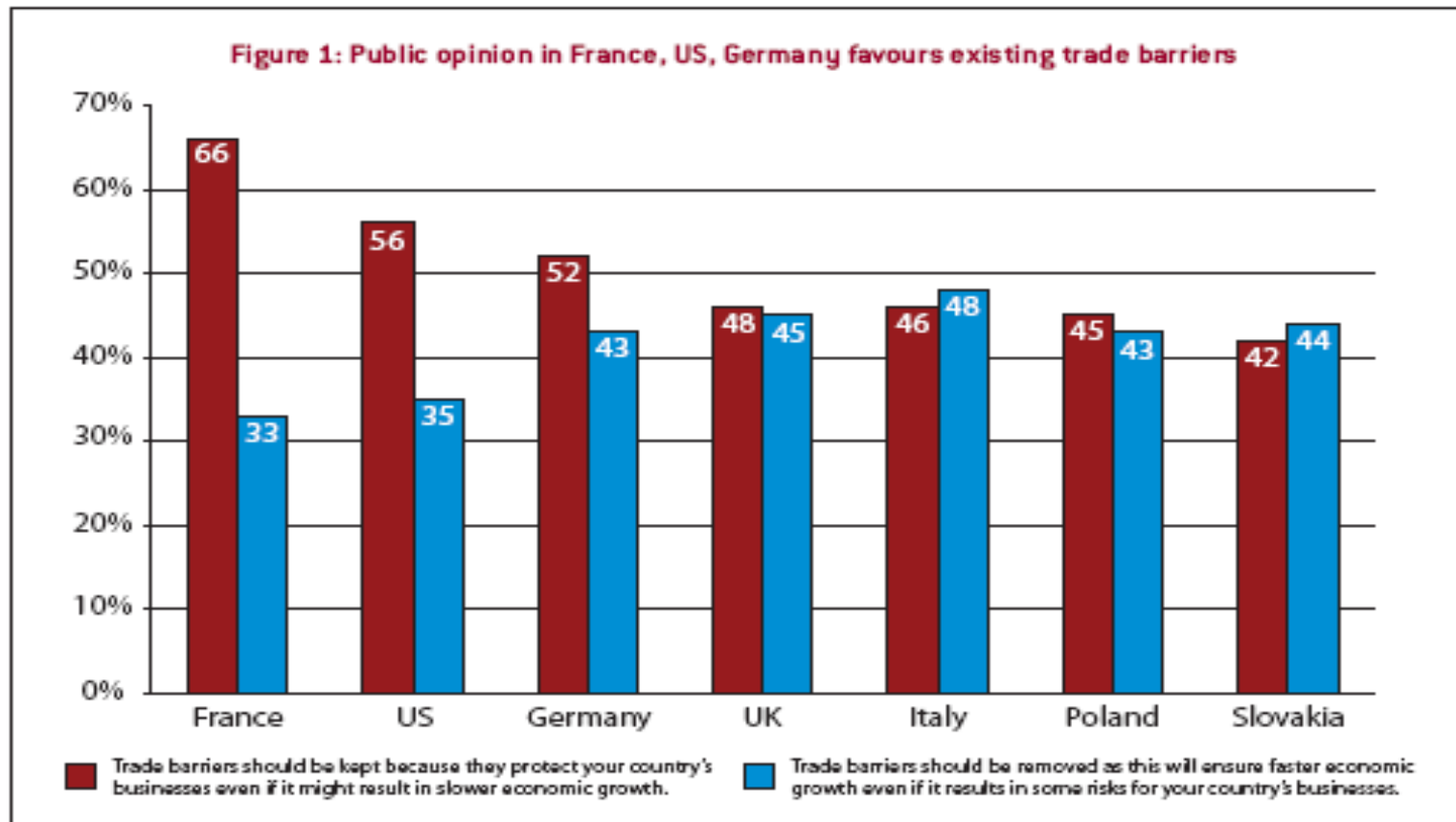
Source : Commission européenne (Flash Eurobaromètre 151b – Novembre 2003)

L'idée selon laquelle l'UE n'est « ni trop protectionniste, ni trop libérale » prédomine dans la plupart des pays de l'U15, même si les Allemands sont partagés et les Néerlandais la juge « trop protectionniste »



Source : Commission européenne (Flash Eurobaromètre 151b – Novembre 2003)

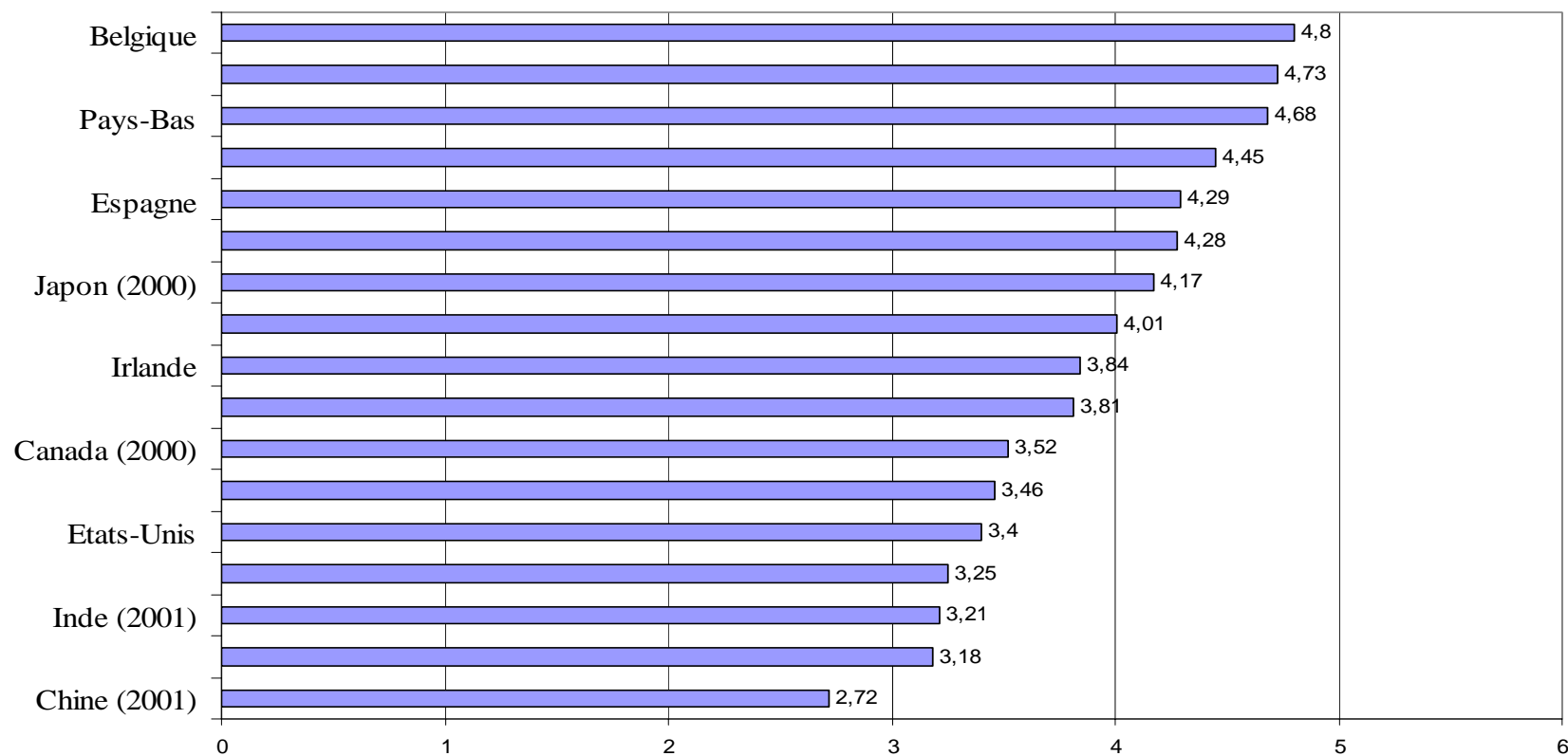
L'exercice de barrières au commerce international suscite elle aussi des perceptions contrastées entre Européens, 66% des Français et 52% des Allemands y étant par exemple favorables et 48% des Italiens opposés



Source: German Marshall Fund (2006)

Les Européens ont une perception moins favorable de la concurrence que les Américains et les citoyens des pays émergents

Appréciation du caractère bénéfique ou nuisible de la concurrence : score de 1 (bonne) à 10 (mauvaise)



Source : World Values Survey 2002

L'UE et ses leviers d'action dans la mondialisation

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont fixé à la Stratégie de Lisbonne trois objectifs chiffrés finaux, avant de la recentrer en 2005 sur les deux objectifs de « croissance et d'emploi »

Les objectifs chiffrés finaux de la stratégie de Lisbonne

Sujet	Objectif chiffré	Conseil européen
Taux de croissance	3 % par an	Lisbonne 2000
Taux d'emploi	70 % de la population active	Lisbonne 2000
	60 % de la population active féminine	Lisbonne 2000
	50 % des travailleurs âgés (+ 50 ans)	Stockholm 2001
Taux d'émission gaz à effet de serre	Réduction de 8% par rapport au niveau de 1990* (en application du protocole de Kyoto)	Barcelone 2002

**Le Conseil européen de mars 2007 a fixé à l'UE à l'horizon 2020 un objectif d'au moins 20 % de réduction du taux d'émission de gaz à effet de serre par rapport à 1990 (voire 30 % en fonction des conditions d'adaptation du protocole de Kyoto au-delà de 2012.)*

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont également défini une série d'objectifs chiffrés « intermédiaires » en matière de croissance et d'emploi

Les objectifs chiffrés intermédiaires de la Stratégie de Lisbonne

Sujet	Objectif chiffré	Conseil européen
Education	85 % d'une classe d'âge au niveau du Bac	Lisbonne 2000
Pacte de stabilité et de croissance	Déficit public inférieur à 3 % du PIB*	Stockholm 2001
Marché intérieur	98,5% de directives transposées dans les délais** Réduction du niveau global des aides d'État en pourcentage du PIB d'ici 2003	Stockholm 2001
Dépenses de R & D	3 % du PIB, dont 2/3 de dépenses privées	Barcelone 2002
Âge effectif du départ à la retraite	A augmenter d'environ 5 ans	Barcelone 2002
Structures d'accueil subventionnées pour les enfants	90 % des enfants entre 3 ans et l'âge de la scolarité obligatoire 33 % des enfants de moins de 3 ans	Barcelone 2002
Chômage des jeunes (18-24 ans)	Taux d'abandon des études inférieur à 10 % Offre d'un emploi, d'une formation, d'un stage dans un délai de 4 mois au plus	Bruxelles 2006

* Les conclusions du Conseil européen de Stockholm évoquent même l'objectif d'une « situation budgétaire proche de l'équilibre ou excédentaire » ** Le Conseil européen de Bruxelles de Mars 2007 a fixé un nouvel objectif de 99% des directives transposées dans les délais à l'horizon 2009

Le « programme communautaire de Lisbonne » adopté en juin 2005 recense les principales initiatives prévues par l'UE pour la période 2005-2008

Le programme communautaire de Lisbonne 2005-2008

Objet/domaines	Principales initiatives
1. Soutien à la connaissance et à l'innovation en Europe	Adoption du brevet communautaire Adoption du 7e Programme-cadre de recherche-développement, Création d'un Institut européen de technologie
2. Réforme de la politique des aides publiques	Réforme de la politique des aides à l'innovation, au capital-risque, à finalité régionale et aux services d'intérêt économique général
3. Amélioration et simplification du cadre réglementaire dans lequel fonctionnent les entreprises	Initiative « mieux légiférer » Directive sur les systèmes de paiement Directive sur le règlement-compensation
4. Achèvement du marché intérieur des services	Adoption de la directive sur les services
5. Conclusion d'un accord équilibré et ambitieux dans le cycle de Doha	Incluant l'agriculture, l'accès aux marchés non agricoles, les services et la définition des règles du commerce (exemple des indications géographiques et de l'anti-dumping)
6. Levée des obstacles à la mobilité des personnes, des travailleurs et des diplômés	Programme « Sesame » (modernisation du contrôle aérien) Proposition d'un cadre européen des qualifications
7. Élaboration d'une approche commune des migrations économiques	Plan d'action commun
8. Soutien aux efforts de traitement des conséquences sociales de la restructuration économique	Création d'un fonds d'ajustement européen à la mondialisation

L'évolution de la structure du budget communautaire vise notamment à lui permettre de mieux soutenir les objectifs économiques et sociaux de la Stratégie de Lisbonne

Structure du budget communautaire : part des différentes rubriques (crédits d'engagement)

Rubriques budgétaires (en % du total - prix 2004)	Moyenne 2000-2006(*)	Année 2006	Moyenne 2007-2013	Année 2013
1a Compétitivité (éducation, R&D, transports etc.).	6,1 %^{***}	6,6 %	8,6 %	10,2 %
1b Cohésion (fonds structurels & de cohésion)	38,4 %	32,1 %	35,6 %	35,7 %
2 Ressources naturelles (PAC, Rural, Pêche, Evt.)	44,5 %	47,4 %	43 %	40,2 %
3 Citoyenneté, liberté, sécurité, justice	0,8 %	0,9 %	1,2 %	1,5 %
4 UE, acteur mondial (FED exclu)	4,5 %	6,5 % ^{****}	5,7 %	6,3 %
5 Administration	5,1 %	5,6 %	5,7 %	6 %
6 Réserves	0,005 %	0,003 %	-----	-----
7 Compensation	0,5%	0,9 %	0,1 %	0 %

(*) Ces montants intègrent les corrections intervenues au titre de l'inflation (perspectives financières 2000-2006 calculées en prix 2004) et les ajustements budgétaires consécutifs à l'adhésion de 10 nouveaux pays en 2004.

(**) Ces pourcentages reprennent ceux diffusés par la Commissaire européenne au budget Dalia Gribauzkaite.

(***) Les rubriques 1a et 3 étant nouvelles, la comparaison chiffrée avec l'enveloppe globale 2000-2006 livre des ordres de grandeur indicatifs.

(****) À noter que cette somme inclut les dépenses dites de « pré-adhésion », estimées à 3 455 millions d'euros pour 2006.

Sources : Commission européenne – JOUE – Calculs Centre d'analyse stratégique (chiffres arrondis)

Les dépenses structurelles et agricoles du budget communautaire contribuent elles aussi au financement des projets de formation et de R&D privilégiés par la Stratégie de Lisbonne

Financements communautaires 2007-2013 dédiés à des mesures et projets de formation, R&D etc.

Prix 2004	Part affectée à des «projets Lisbonne»	Dépenses prévues (Mds d'euros)	Part du budget UE	Part des dépenses économiques et sociales de l'UE (rubriques 1 et 2)
Rubrique «1a»	100%	74 098	8,6%	9,8%
Rubrique «1b» (Fonds structurels)	50%	154 020,5	17,8%	20,4%
FEADER (in Rubrique 2)	«10% au moins»	6 975	0,8%	0,9%
Total	—	235 093,5	27,2%	31,2%

Sources : Commission européenne – JOUE – Calculs Centre d'analyse stratégique (chiffres arrondis)

Analyser l'ensemble des dépenses publiques européennes permet de constater que leur hiérarchie actuelle est à peu près en ligne avec les priorités de la Stratégie de Lisbonne

Tableau 1
Etat des lieux de quelques dépenses publiques agrégées en 2005

En % du PIB	Budget communautaire*	Budgets nationaux	Total UE
Agriculture	0,39%	0,16%**	0,55%
Recherche et développement	0,04%	0,63 %	0,67%
Education/formation	0,007%	5,24%***	5,25%
Aide publique au développement	0,03%	0,32%	0,35%

Sources: Commission européenne (Journal officiel L 77 du 16. mars 2007), Eurostat (Classification des Fonctions des Administrations Publiques - CFAP), OCDE (statistiques du Comité d'aide au développement), calculs du CAS

* Les montants correspondent aux paiements effectivement exécutés par l'UE en 2005

** Les dépenses publiques nationales pour l'agriculture prises en compte sont celles qui sont considérées comme des aides d'Etat par la Commission européenne (soit une très grande partie des concours publics à l'agriculture). Les dépenses publiques d'éducation dans le secteur agricole ne sont pas incluses.

*** Les dépenses publiques d'éducation des pays de l'UE pour 2005 oscillaient entre 2,7 % (Grèce) et 7,9% (Danemark) du PIB (p.m France: 6,2%).

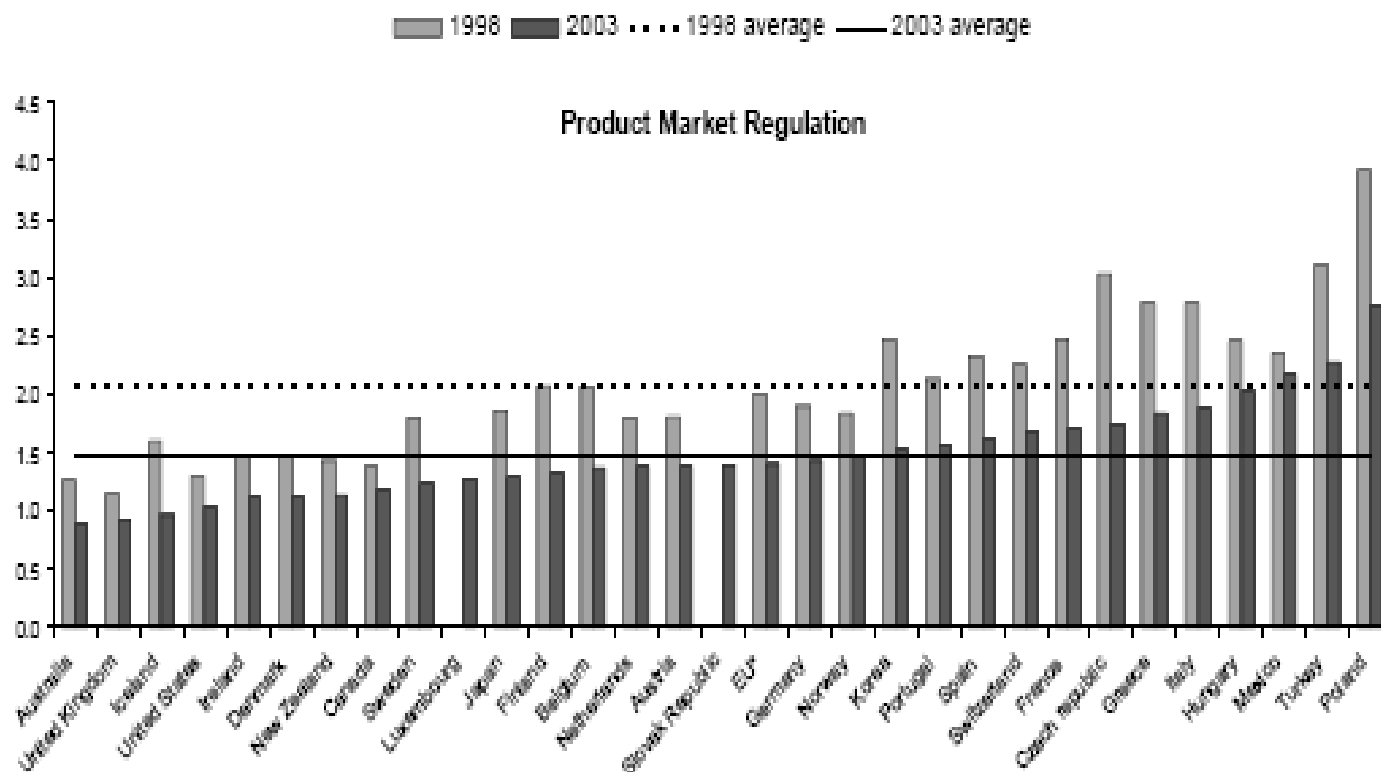
Le niveau des dépenses publiques européennes par rapport au PIB est inférieur à celui enregistré aux USA en matière de R&D, d'éducation et d'agriculture

Situation des dépenses publiques de l'UE, des Etats-Unis et du Japon (2005)

En % du PIB	UE	Etats-Unis	Japon
Agriculture	0,55%	0,57%	0,58% *
Recherche et développement	0,677 %	0,81% **	0,57% **
Education/formation	5,25%	5,43% **	3,7% **
Aide publique au développement	0,35%	0,22%	0,28%

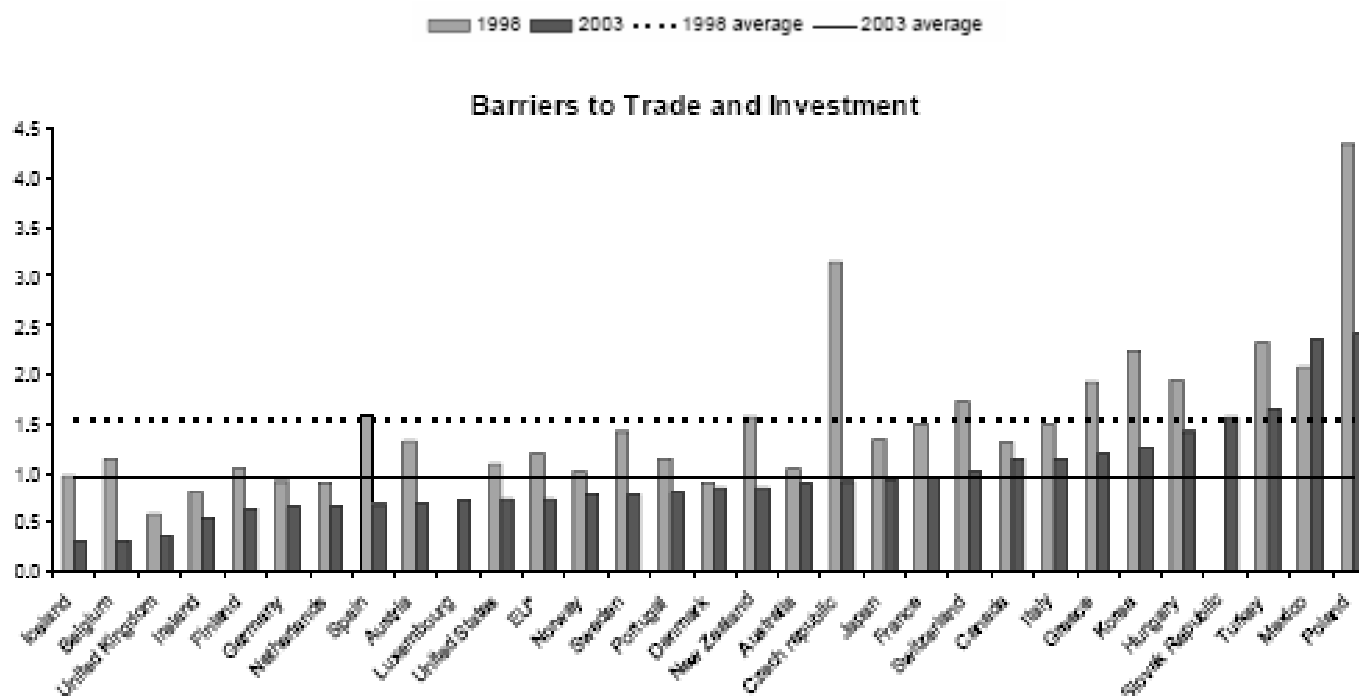
Sources : Commission européenne (Journal officiel L 77 du 16. mars 2007), Eurostat (Classification des Fonctions des Administrations Publiques - CFAP), OCDE (statistiques du Comité d'aide au développement), US Bureau of economic analysis, Ministère des finances japonais * Données 2004, ** Données 2003

L'UE régule davantage le marché des produits que les USA et le Japon, mais cette moyenne cache d'importantes disparités entre pays membres



Source : OCDE

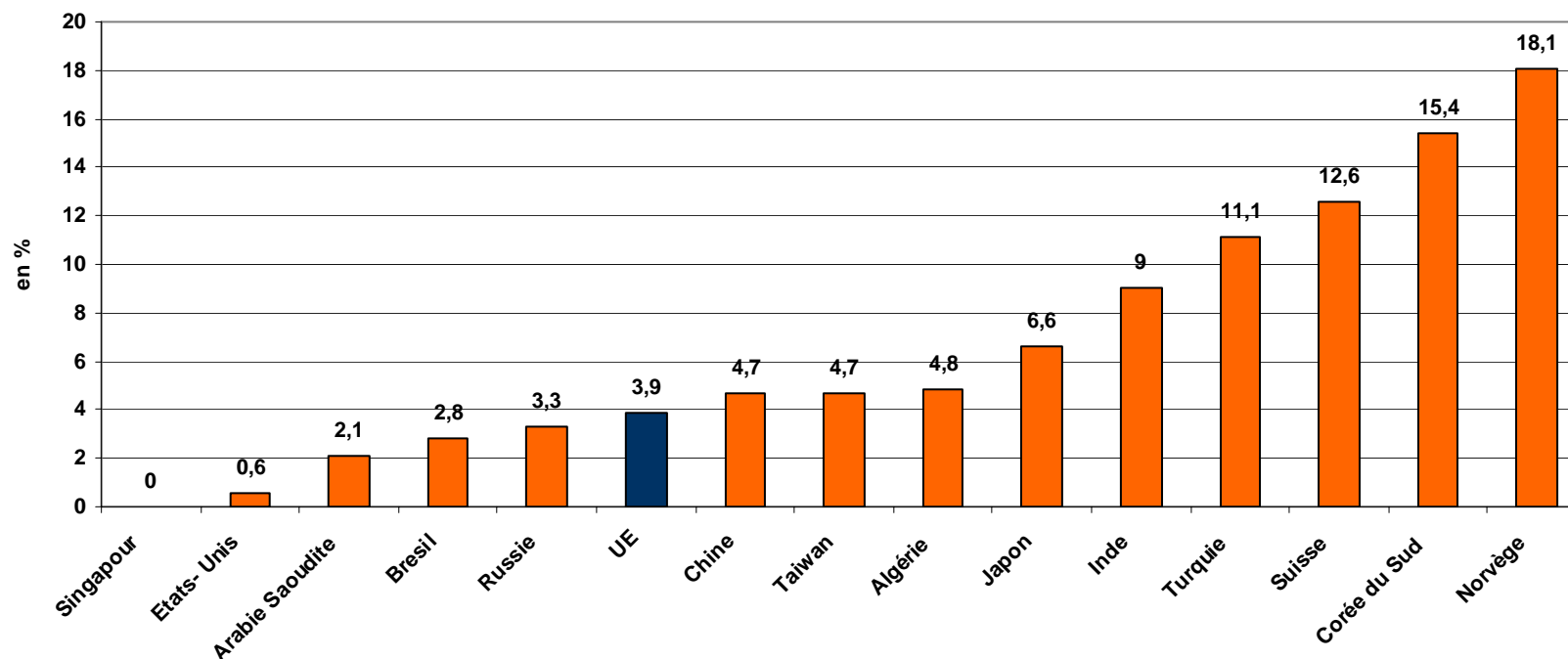
Le niveau moyen des barrières au commerce et à l'investissement des pays de l'UE est comparable à celui pratiqué aux USA et inférieur au niveau moyen des pays de l'OCDE



Source : OCDE

L'UE appliquait en 2006 des tarifs douaniers moyens* bien supérieurs à ceux pratiqués par les USA mais inférieurs à ceux pratiqués par le Japon et la Chine

Tarifs douaniers moyens appliqués par l'UE et par ses principaux fournisseurs (ensemble des produits à l'exception des produits agricoles, 2004)



Source : OMC

* Ces tarifs douaniers moyens ne concernent pas les produits agricoles

L'UE pratique une protection tarifaire très différenciée selon les produits, dont 26% entrent en franchise de droits de douanes et 9% sont soumis à des droits de douane supérieurs à 15%

Structure par produits de la protection tarifaire communautaire en 2005-2006

Sections ³	Droits NPF moyens appliqués ¹	Part des pics tarifaires ²	Part dans les Importations extra UE 25
Total	5,4%	9,0%	100%
Animaux, produits du règne animal	23,8%	22,3%	1,6%
Produits du règne végétal	10,1%	3,6%	2,5%
Graisses, huiles animales	10,7%	3,9%	0,4%
Produits alimentaires, boissons, tabacs...	19,7%	7,9%	2,5%
Produits minéraux	0,2%	1,2%	19,2%
Produits des industries chimiques et connexes	4,1%	0,1%	8,1%
Produits du plastique et du caoutchouc	4,4%	0,0%	2,6%
Produits en peaux, cuirs, etc.	2,1%	0,0%	0,9%
Bois, charbon de bois, ouvrages en bois, etc.	2,6%	0,0%	1,0%
Pâtes de bois, papier, carton, etc.	0,0%	0,0%	1,3%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7,8%	0,2%	7,3%
Chaussures, coiffures, parapluies, etc.	7,3%	24,6%	1,3%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, verre, etc.	3,5%	3,3%	0,7%
Perles, pierres, métaux précieux, bijoux, etc.	0,6%	0,0%	3,1%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	2,0%	0,0%	6,3%
Machines et appareils, matériel électrique, etc.	2,0%	0,0%	25,9%
Matériel de transport	4,0%	5,7%	8,8%
Instrument, appareils d'optique, de photographie	2,6%	5,7%	4,1%
Armes, munitions, etc.	2,5%	0,0%	0,1%
Marchandises et produits divers	2,5%	0,0%	2,3%
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,0%	0,0%	0,2%

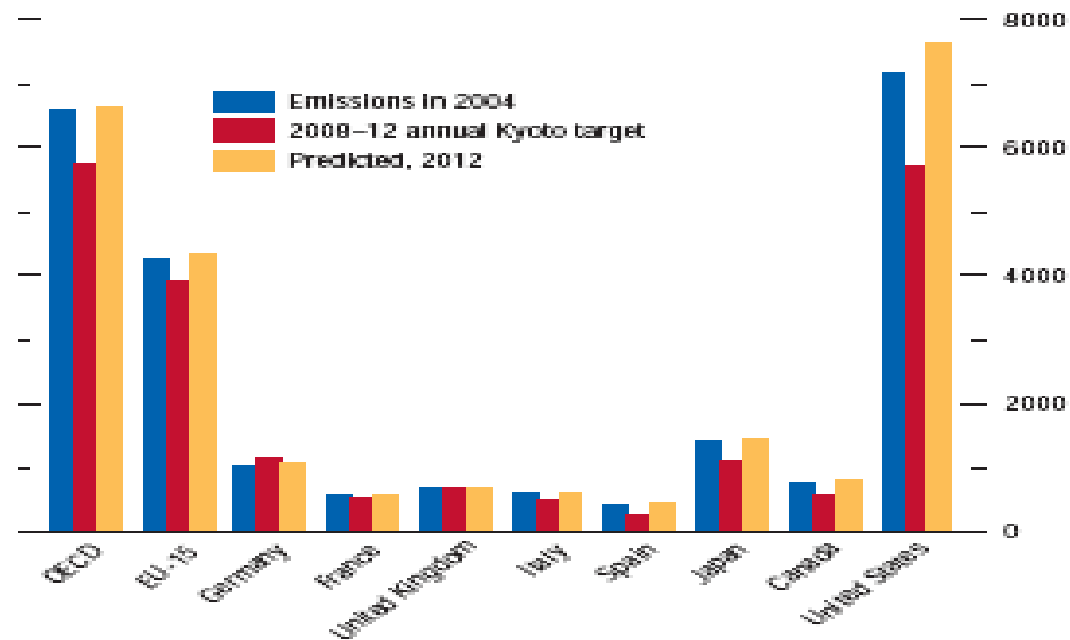
¹ Moyenne simple des droits NPF effectivement appliqués par l'UE, souvent légèrement inférieurs aux « droits NPF plafond » qu'elle s'est engagée à ne pas dépasser à l'OMC. ² Part des lignes à huit chiffres (NC8) présentant un pic tarifaire (c'est-à-dire ici, un droit supérieur de 15% au droit moyen de la section) en pourcentage du nombre total de lignes NC8 pour la section.

³ Pour un énoncé détaillé, voir la nomenclature combinée au JOUE du 28.10.2005

Source : Cepii, David Laborde, 2006

L'UE 15 émet moins de gaz à effet de serre que les Etats-Unis mais doit encore réduire son niveau d'émission pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés par le protocole de Kyoto

Emissions de gaz à effet de serre
au regard des objectifs du protocole de Kyoto



Sources: Capoor and Ambrosi (2007); and International Energy Agency (2006).

Source : FMI